

République Algérienne démocratique et populaire
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique



Ecole Supérieure de Commerce

Thèse en vue de l'obtention du diplôme de Doctorat 3^{ème} cycle en sciences financières et comptabilité

Option : Finance d'entreprise

Thème :

L'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne
Une analyse par la technique des scénarios du modèle SEM
(Période 2005-2022)

Présentée par :

Mr Abderrahim **HASNI**

Directeur de thèse :

D^r Khaled **AZZAOUI**

Les membres du jury :

Nom, Prénom	Grade	Etablissement d'origine	Qualité
TARI Mohamed-Larbi	Pr	ESC	Président
AZZAOUI Khaled	MCA	ESC	Rapporteur
TARHLISSIA Lamine	MCA	ESC	Examineur
BOUZEMMAL Faiza	MCA	ESC	Examinatrice
MEGARI Randa	MCA	EHEC	Examinatrice
ABID Nabila	MCA	ENSM	Examinatrice

Année universitaire : 2023-202

Résumé

Cette recherche se plonge profondément dans les conséquences des mesures restrictives des importations sur l'économie, en mettant un accent particulier sur l'Algérie à la suite de la chute des prix du pétrole en 2014-2016. En s'appuyant sur un socle théorique robuste, comprenant les contributions de penseurs tels que Ricardo, Krugman et Melitz, l'étude dissèque les fondements et effets des politiques protectionnistes au cœur du débat actuel entre libre-échange et protectionnisme. Les études de cas centrées sur la Chine, les États-Unis et l'Union Européenne offrent un panorama comparatif, mettant en lumière les diverses implications de ces politiques à travers différents contextes. L'analyse se recentre ensuite sur l'Algérie, évaluant la trajectoire, l'évolution et les conséquences de ses stratégies commerciales sur des indicateurs économiques essentiels. En adoptant la méthodologie SEM, cette recherche quantifie l'impact de ces décisions politiques. La conclusion souligne l'importance d'une réflexion nuancée sur les avantages et les défis des mesures restrictives dans un contexte mondial en constante évolution.

Mots clés : commerce international, importations, politiques protectionnistes, Algérie, SEM

ملخص

تتركز هذه الأطروحة حول تأثيرات القيود التجارية وأثرها على الاقتصاد الوطني، خصوصاً في الجزائر. تبدأ الدراسة برؤية نظرية Krugman تتناول القيود التجارية، متعقبة أسسها في نظرية التجارة الدولية. استناداً إلى مساهمات رئيسية مثل تلك التي قدمها ، يعرض العمل الدوافع والآثار المحتملة للسياسات التجارية الواقية. تُعرض بعد ذلك دراسات حالة حول الصين Melitz وRicardo والولايات المتحدة والاتحاد الأوروبي لتوفير سياق مقارنة. تميل الدراسة بعد ذلك إلى الجزائر بشكل خاص، وتقيم تاريخ وتطور ونتائج لتحليل أثر السياسات التجارية، وتقدم وجهة نظر كمية حول تأثيرات SEM سياساتها التجارية. وأخيراً، تستخدم الدراسة منهجية النمذجة هذه السياسات. تختتم البحث بالتأكيد على تعقيد قرارات السياسة التجارية، مع الدعوة إلى تقييم حذر للفوائد والسلبيات للقيود التجارية في عالم متزايد العولمة.

كلمات مفتاحية: قيود تجارية، التجارة الدولية، الجزائر، السياسات الواقية، SEM

Remerciements

*Tout d'abord, je tiens à exprimer ma profonde gratitude à mon encadrant, **Dr. Azzaoui Khaled**, pour sa guidance inestimable, son soutien constant et ses précieux conseils tout au long de la réalisation de cette thèse de doctorat. Sa vaste expertise et sa passion pour le sujet ont été une source d'inspiration continue, me guidant à chaque étape de ce parcours exigeant*

*Je voudrais également remercier **l'École Supérieure de Commerce – ESC** - pour m'avoir offert un environnement propice à la recherche et à l'apprentissage. Les ressources, le personnel dévoué et mes collègues chercheurs de l'ESC ont grandement contribué à enrichir mon expérience académique.*

*Une mention spéciale revient à **Mes Parents**, dont le soutien inébranlable et les sacrifices m'ont permis d'atteindre ce niveau d'excellence. À mes deux sœurs, pour leur amour, leurs encouragements constants et leur foi en mes capacités. Votre soutien a été le pilier sur lequel je me suis appuyé durant les moments de doute et de fatigue.*

Mes remerciements s'étendent également à tous ceux qui m'ont aidé directement ou indirectement lors de l'élaboration de cette thèse. Votre aide, qu'elle ait été sous forme de conseils, d'échanges intellectuels ou de simples mots d'encouragement, a été d'une importance capitale pour moi.

Enfin, je voudrais adresser une pensée particulière à mes amis et à tous les membres de ma famille pour leur compréhension, leur patience et leur amour inconditionnel qui m'ont permis de me consacrer pleinement à ma recherche.

SOMMAIRE

Sommaire	VI
Liste des acronymes	VII
Liste des figures	IX
Liste des tableaux.....	XI
Introduction générale	A
Chapitre 1 : Cadre théorique des mesures restrictives des importations	2
Section 01 : Théories du commerce international.....	3
Section 02 : Politiques commerciales et protectionnisme.....	11
Section 03 : les mesures restrictives et les cadres réglementaires internationaux	28
Section 04 : Évaluation des mesures protectionnistes	33
Chapitre 02 : Implications des mesures restrictives des importations sur l'économie nationale.....	42
Section 01 : Cadre conceptuel de l'impact des mesures restrictives des importations	43
Section 02 : Conséquences économiques du protectionnisme.....	49
Section 03: Approche macroéconomique keynésienne des implications des mesures restrictives	54
Section 04 : Études de cas sur des pays ayant adopté des mesures restrictives et leurs résultats.....	59
Chapitre 03 : Revue de la littérature sur l'approche de modélisation SEM	68
Section 01: Aperçu général du SEM.....	69
Section 02 : Utilisation du SEM dans l'analyse des politiques commerciales	73
Section 03 : Méthodologie SEM et techniques de mesure de l'impact des politiques commerciales	77
Section 04: Le SEM et son potentiel dans l'étude des mesures restrictives des importations	82
Chapitre 04 : Étude de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne.....	89
Section 01 : Contexte Économique et Financier de l'Économie Algérienne.....	90
Section 02 : Modélisation de l'impact des politiques restrictives d'importation.....	109
Section 03 : Analyse des politiques commerciales mises en place.....	129
Conclusion générale.....	159
Bibliographie.....	162
Table des matières.....	189

SOMMAIRE

Liste des acronymes

Acronyme	Désignation
ADF	Augmented Dickey-Fuller
AIP	Analyse D'impact Sur La Pauvreté Et Les Inégalités
ALE	
ALENA	L'accord De Libre-Échange Nord-Américain
CNIS	Centre National De L'informatique Et Des Statistiques
CNUCED	Conférence Des Nations Unies Sur Le Commerce Et Le Développement
COMESA	Marché Commun De L'Afrique Orientale Et Australe
CONS	Consommation
FAO	Organisation Des Nations Unies Pour L'alimentation Et L'agriculture
FMI	Fonds Monétaire International
G	Dépenses Publiques
GATT	L'accord Général Sur Les Tarifs Douaniers Et Le Commerce
GTAP	Global Trade Analysis Project
I	Investissement
IDE	Investissements Directs Étrangers
INT	Taux D'intérêt (Taux De Réescompte De La Banque D'Algérie)
IS	Investment-Saving (Investissement-Épargne)
M	Les Importations
MEGC	Méthode D'équilibre Général Calculable
MEP	Méthode D'équilibre Partiel
NTBS	Non-Tarif Barriers « Restrictions Non Tarifaires »
OCDE	L'organisation De Coopération Et De Développement Économiques
OECD	Organization For Economic Co-Operation And Development, L'acronyme Anglaise De L'OCDE
OMC	Organisation Mondiale De Commerce

SOMMAIRE

ONS	Office National De Statistiques
ONU	Organisation Des Nations Unies
OPEC	Organization Of The Petroleum Exporting Countries C'est L'équivalent Anglaise De "OPEP"
OPEP	Organisation Des Pays Exportateurs De Pétrole
PADE	Plan D'action Pour La Diversification Économique
RMSEA	Erreur Quadratique Moyenne De Racine
S	L'épargne
SEM	Simultaneous Equation Model (Modèle Des Équations Simultanées)
T	Les Impôts Et Taxes
UE	Union Européenne
WTO	World Trade Organisation (Organisation Mondiale Du Commerce)
X	Exportations
Y	Offre Globale
YD	Revenu Disponible

LISTE DES FIGURES

Liste des figures

Figure 1: Production maximal de chaque produit.....	4
Figure 2: Graphique de Coûts d'Opportunité.....	5
Figure 3: Les effets d'un tarif douanier.....	14
Figure 4: Effets d'un quota d'importations.....	16
Figure 5: Évolution annuelle du prix de pétrole.....	91
Figure 6: PIB de l'Algérie (2005-2022).....	99
Figure 7: Évolution du commerce extérieur de l'Algérie (2002-2022).....	101
Figure 8: Taux d'inflation en Algérie (2005-2022).....	102
Figure 9: Taux de chômage en Algérie (2005-2022).....	103
Figure 10: Principaux partenaires commerciaux à l'import de l'Algérie.....	105
Figure 11: Principaux partenaires commerciaux à l'export de l'Algérie (2005-2022).....	106
Figure 12: Évolution annuelle de la consommation en Algérie en Mrd USD (2005-2022).....	110
Figure 13: Évolution de l'épargne en Algérie en Mrd USD (2005-2022).....	111
Figure 14: Évolution des Investissements en Algérie en Mrd USD (2005-2022).....	112
Figure 15: Évolution des recettes fiscales en Algérie en Mrd USD (2005-2022).....	113
Figure 16: Évolution des dépenses gouvernementales en Algérie en Mrd USD (2005-2022).....	114
Figure 17: Offre globale en Algérie en Mrd USD (2005-2022).....	115
Figure 18: Offre globale en Algérie en Mrd USD (2005-2022).....	116
Figure 19: Evolution annuelle des importations et exportations en Algérie (2005-2022).....	117
Figure 20: Taux de réescompte de la BA (2005-2022).....	117
Figure 21: Forme matricielle du modèle.....	122
Figure 22: Prédiction du modèle.....	129
Figure 23: Variations de la consommation post-restriction des importations de 5% (2016-2022).....	132
Figure 24: Variations des dépenses gouvernementales post-restriction des importations de 5% (2016-2022).....	133
Figure 25: Variations des investissements post-restriction des importations de 5% (2016-2022).....	134
Figure 26: Variations de l'épargne post-restriction des importations de 5% (2016-2022).....	135
Figure 27: Variations des recettes fiscales post-restriction des importations de 5% (2016-2022).....	135
Figure 28: Variations du revenu et revenu disponible post-restriction des importations de 5% (2016-2022).....	136
Figure 29: Variations de la consommation post-restriction des importations de 10% (2016-2022).....	138
Figure 30: Variations des dépenses gouvernementales post-restriction des importations de 10% (2016-2022).....	139
Figure 31: Variations de l'investissement post-restriction des importations de 10% (2016-2022).....	140
Figure 32: Variations de la consommation post-restriction des importations de 15% (2016-2022).....	141
Figure 33: Variations des dépenses gouvernementales post-restriction des importations de 15% (2016-2022).....	142
Figure 34: Variations de l'investissement post-restriction des importations de 15% (2016-2022).....	143

LISTE DES FIGURES

Figure 35: Variations de l'Épargne post-restriction des importations de 15% (2016-2022)143

LISTE DES TABLEAUX

Liste des tableaux

Tableau 1: Productivité et activité d'exportation de différentes entreprises	8
Tableau 2: Synthèse comparative des principales théories du commerce international	10
Tableau 3: Analyse Comparative des Mesures Restrictives	21
Tableau 4: Comparaison des Méthodologies d'Analyse Économique.....	39
Tableau 5: Comparaison de l'économie classique et de l'économie keynésienne.....	54
Tableau 6: Comparaison des Composantes Économiques : Économie Fermée vs Économie Ouverte.....	56
Tableau 7: Effet des restrictions à l'importation sur divers secteurs de l'économie de l'Union Européenne (Ginevičius & Čirba, 2011)	83
Tableau 8: Impact des restrictions d'importation de produits agricoles sur la productivité agricole et la sécurité alimentaire aux États-Unis.....	83
Tableau 9: Impact des restrictions à l'importation sur le bien-être économique des ménages au Pakistan.....	83
Tableau 10: Les défis associés à l'utilisation du SEM dans l'analyse des politiques commerciales	85
Tableau 11: : Perspectives de recherche pour l'application du SEM aux mesures restrictives des importations	86
Tableau 12: les statistiques descriptives des données de l'estimation.....	118
Tableau 13: Matrice de corrélation de données d'estimation	119
Tableau 14: Test ADF d'Intégration des Séries	123
Tableau 15: Résultat du test ADF pour les variables exogènes.....	124
Tableau 16: Conditions d'ordre des équations.....	125
Tableau 17: Estimations des Coefficients et Significativité Statistique	127
Tableau 18: Coefficients de détermination du système	127
Tableau 19: Effet du premier scénario (diminution des importations de 5%).....	131
Tableau 20: Effet du deuxième scénario (diminution des importations de 10%).....	137
Tableau 21: Effet du troisième scénario (diminution des importations de 15%)	141
Tableau 22: Effet du quatrième scénario (non intervention de l'état)	144

INTRODUCTION GENERALE

Introduction générale

S'étendant sur un vaste territoire dominé par le Sahara, l'Algérie possède une richesse souterraine inestimable en matière de pétrole et de gaz.

Historiquement, cette dotation en hydrocarbures a joué un rôle central dans la consolidation économique du pays. Cependant, cette prospérité basée sur les ressources naturelles a rendu l'Économie Algérienne particulièrement vulnérable aux aléas des marchés mondiaux. Lorsqu'on évoque ces aléas, deux événements majeurs émergent ces dernières années tel que la chute drastique des prix du pétrole en 2014 et les secousses économiques induites par la pandémie de Covid-19 en 2019. Confronté à cette double peine, l'appareil étatique Algérien a ressenti le besoin impératif de remodeler le paysage économique national en imposant des restrictions à l'importation pour galvaniser la production interne.

Ce remodelage stratégique s'est manifesté à travers l'adoption de plusieurs décrets exécutifs, notamment le 15-306 du 06/12/2015, n°17-245 du 22/08/2017 et n° 22-201 du 25 Mai 2022 complétant les décrets précédents fixant les conditions et les modalités d'application des régimes de licence d'importation ou d'exportation de produits et marchandises. L'essence même de ces réglementations était de restreindre l'importation de divers produits, le tout dans une vision de préservation et de revitalisation de l'industrie nationale. Le Fonds Monétaire International, dans son analyse de l'Économie Algérienne, a mis en exergue une diminution impressionnante des importations de l'ordre de 18% en 2017 suite à ces mesures. Toutefois, si les restrictions ont eu l'effet escompté sur les importations, elles n'ont pas été sans conséquences sur d'autres facettes économiques. Ainsi, les exportations ont connu une contraction de 3%, tandis que l'inflation, quant à elle, a pris une trajectoire ascendante, passant de 4,8% en 2016 à 9.3% en 2022 selon la Banque d'Algérie. Ces variations mettent en lumière l'entrelacement complexe des effets induits par les politiques protectionnistes, surtout au sein d'une économie cherchant sa place dans la globalisation.

1. Problématique de la recherche

Ces mesures du protectionnisme, bien qu'elles soient envisagées comme des instruments d'amélioration de la production locale et de réduction de la dépendance extérieure, peuvent avoir des impacts variés et parfois imprévus sur l'économie. Dans ce contexte d'incertitude et de changement, se pose cette question fondamentale :

Quel est l'impact et les répercussions des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne ?

Ce questionnement revêt une importance capitale, compte tenu du contexte Algérien marqué par une série de réformes visant à limiter les importations pour stimuler la production locale et réduire la dépendance vis-à-vis des produits étrangers.

Plusieurs questions secondaires découlent de cette problématique :

- ❖ Quels sont les fondements théoriques des mesures restrictives des importations ?
- ❖ Quels sont les avantages et inconvénients immédiats de ces mesures pour l'économie d'un pays ?
- ❖ Comment l'approche de modélisation des équations simultanées (SEM) a-t-elle été utilisée dans d'autres études pour analyser les effets des politiques économiques et commerciales sur l'économie nationale ?
- ❖ Comment les mesures restrictives des importations ont-elles influencé l'Économie Algérienne ?

2. Hypothèses de recherche

En s'appuyant sur les recherches antérieures et sur la problématique, nous formulons les hypothèses de recherche suivantes :

- ❖ **H1** : La mise en place de mesures restrictives des importations est généralement justifiée par le désir de protéger les industries locales naissantes, de réduire le déséquilibre de la balance commerciale, et de favoriser la croissance économique intérieure.
- ❖ **H2** : Bien que les mesures protectionnistes puissent augmenter la production domestique à court terme, elles pourraient aussi engendrer une inefficacité économique et une possible rétention par les partenaires commerciaux à long terme.
- ❖ **H3** : L'approche de modélisation SEM offre une représentation multidimensionnelle et complexe des relations entre différentes variables économiques, ce qui la rend particulièrement adaptée à l'analyse des impacts des politiques économiques.
- ❖ **H4** : Les mesures restrictives des importations en Algérie ont entraîné une augmentation de la production locale, mais ont également généré des coûts supplémentaires pour les consommateurs et pourraient avoir des effets à long terme sur la compétitivité globale du pays.

3. Justification du choix du thème

L'étude des mesures restrictives des importations en Algérie s'impose comme un sujet d'importance cruciale au vu de la dépendance historique du pays aux hydrocarbures et des récents bouleversements économiques. Ce thème, au croisement entre économie nationale et dynamiques mondiales, vise à combler une lacune dans la littérature académique spécifique à l'Algérie. En s'attaquant à cette problématique, cette recherche ambitionne d'apporter des éclairages nouveaux sur le débat entre protectionnisme et libre-échange, tout en reflétant une passion personnelle pour les enjeux économiques de la région.

4. Études antérieures

➤ **Étude de** (Grossman & Helpman, 1994)

Dans cet article, les auteurs ont exploré les mécanismes derrière les politiques protectionnistes, en se demandant comment et pourquoi certains secteurs reçoivent une protection spécifique. En utilisant un modèle théorique basé sur la politique de lobbying et les intérêts spéciaux, ils ont démontré que l'octroi de protection est étroitement lié aux efforts de lobbying des industries, et que ces politiques ne sont pas nécessairement en adéquation avec l'optimum social. La force du lobbying et le poids politique des secteurs ont une influence déterminante sur les décisions protectionnistes.

➤ **Étude de** (Rodrik, 1995)

Cet article avait comme objectif de décrypter le rôle de l'intervention de l'État dans le succès économique des tigres asiatiques, mettant un accent particulier sur les politiques de protection et de subvention des industries locales. Pour ce faire, l'auteur s'est appuyé sur une analyse approfondie des méthodes et des résultats des politiques mises en place. Ses conclusions ont mis en évidence que, bien que ces politiques aient été bénéfiques, c'était surtout la manière spécifique dont elles étaient exécutées qui a conduit au succès économique des pays étudiés.

➤ **L'étude de** (Maier, 2008)

Face à la pression croissante liée au déficit du compte courant américain et aux appels à des tarifs sur les importations en provenance de Chine, cette étude évalue le risque de protectionnisme en examinant les impacts économiques des tarifs et les motivations politiques derrière leur adoption. En utilisant le modèle d'économie mondiale de la Banque du Canada, l'auteur a constaté que, bien que les tarifs puissent offrir des avantages à court terme en favorisant la consommation locale, ils ont des conséquences négatives à long terme, notamment

Introduction générale

la diminution du PIB. Politiquement, tandis qu'un décideur orienté vers le bien commun éviterait ces tarifs à cause de leurs effets négatifs à long terme, un décideur centré sur le court terme pourrait être tenté par leurs gains immédiats.

➤ **Étude de** (Kim & Shikher, 2018)

L'objectif de cette recherche était d'examiner les conséquences des politiques protectionnistes sur la balance commerciale et les positions d'actifs internationaux en utilisant un modèle commercial dynamique. Ce modèle, prenant en compte les coûts de transaction, les barrières commerciales et les écarts de productivité entre pays, a été calibré pour les États-Unis, la Chine et le reste du monde en s'appuyant sur des données économiques actuelles. Les simulations ont montré qu'une augmentation des tarifs américains sur les importations chinoises et globales réduirait le déficit commercial américain, tout en diminuant l'investissement aux États-Unis et en augmentant leur endettement extérieur. Les effets varient également en fonction des différences de productivité inter-pays et des coûts de transaction.

➤ **L'étude de** (Bourioune, 2019)

Cette étude a eu pour objectif d'examiner l'impact de la politique restrictive des importations sur l'Économie Algérienne entre 1989 et 2016, se concentrant sur les effets sur la consommation, les dépenses publiques, l'investissement, l'import-substitution et le PIB. Utilisant des données issues de l'Office National des Statistiques (ONS) et de la Banque d'Algérie, et en les analysant via le modèle SEM, il a été déterminé que cette politique a eu des conséquences négatives sur la consommation, les dépenses publiques et le PIB. Néanmoins, elle a favorisé l'investissement et l'import-substitution. Suite à ces constats, l'auteur a suggéré que l'adoption de politiques protectionnistes favorisant l'investissement et l'exportation pourrait être plus bénéfique pour l'Économie Algérienne.

5. Méthodologie de la recherche

Afin de répondre à notre problématique de recherche ainsi qu'aux questions secondaires, nous utilisons plusieurs approches :

- ❖ **Une approche descriptive** pour présenter les aspects théoriques et conceptuels relatifs à notre recherche ;
- ❖ **Une approche analytique** pour analyser les chiffres clés de l'Économie Algérienne ;

- ❖ **Une approche Quantitative et Modélisation statistique** car le SEM est une technique avancée qui nécessite la collecte et l'analyse de données quantitatives pour comprendre et prévoir les relations entre plusieurs variables et faire ressortir les principaux résultats.

6. Plan de la recherche

Notre travail est structuré comme suit :

- ❖ Le premier chapitre plonge dans les fondements théoriques du commerce international et des politiques protectionnistes. Il détaille les théories économiques majeures concernant le commerce international, les politiques commerciales, et la mise en place de mesures restrictives. De plus, le rôle de l'OMC et des autres cadres réglementaires internationaux concernant l'instauration de restrictions d'importation. ce chapitre explore ainsi diverses méthodologies pour évaluer l'impact de ces mesures sur les performances des économies nationales ;
- ❖ Le deuxième chapitre a pour objectif de décomposer les implications des mesures restrictives d'importation sur une économie. Il jette la lumière sur les variables économiques pertinentes, ainsi que sur la manière dont ces restrictions peuvent influencer l'économie. Plus loin, l'impact sur des domaines tels que la compétitivité industrielle nationale, la balance commerciale, la croissance économique, l'emploi et le niveau de vie est scruté. Ce chapitre culmine avec une analyse comparative, se focalisant sur les politiques restrictives de puissances majeures telles que la Chine, les États-Unis, et l'Union européenne ;
- ❖ Le troisième chapitre est dédié à la modélisation par équations simultanées (SEM). Il offre un aperçu du concept, des principes fondamentaux, des différents types de modèles SEM, et de ses applications variées. En parallèle, il se penche sur l'utilisation du SEM spécifiquement dans le contexte de l'analyse des politiques commerciales, examinant les recherches antérieures et les éclaircissements uniques qu'offre ce modèle. Ce chapitre présente ainsi les techniques fréquentes pour mesurer l'impact des politiques commerciales, ainsi que la pertinence de cette méthode pour l'étude des mesures restrictives des importations, sont également abordées en profondeur ;

- ❖ Le quatrième chapitre, axé sur une étude de cas, met en lumière l'économie Algérienne. Il commence par dresser un tableau du paysage économique et financier de l'Algérie, en soulignant l'importance du commerce international pour son économie. Le cœur du chapitre consiste en une modélisation de l'impact des politiques restrictives d'importation sur l'Économie Algérienne. Suite à cela, différents scénarios de politiques commerciales sont explorés, suivis de recommandations politiques basées sur les résultats obtenus.

**CHAPITRE 1 : CADRE THÉORIQUE DES
MESURES RESTRICTIVES DES
IMPORTATIONS**

Chapitre 1 : Cadre théorique des mesures restrictives des importations

Dans ce premier chapitre, notre objectif est de dresser un panorama complet du cadre théorique entourant les mesures restrictives des importations. Pour ce faire, nous naviguons à travers l'histoire et la diversité des théories du commerce international et des politiques commerciales, en établissant des ponts avec leurs applications dans le monde d'aujourd'hui.

La première section plonge dans les racines des théories du commerce, débutant par la théorie des avantages comparatifs de Ricardo, pour ensuite s'ouvrir aux visions modernes offertes par Krugman et Melitz, entre autres. Il est important de comprendre que ces théories, bien que formulées dans des contextes différents, se complètent pour éclairer les dynamiques actuelles des échanges internationaux.

En progressant, la seconde section aborde de front les outils politiques et les mécanismes concrets que les États adoptent pour réguler, orienter, ou restreindre leurs échanges. Ici, nous mettons en lumière non seulement les outils en eux-mêmes mais aussi leurs implications macro et microéconomiques, ainsi que les motivations sous-jacentes à leur mise en place.

La troisième section nous emporte dans le vaste monde des régulations internationales, soulignant le rôle primordial de l'Organisation Mondiale du Commerce. L'importance de cette section réside dans la mise en perspective de l'interaction entre les politiques nationales et les cadres réglementaires mondiaux, ainsi que les conséquences, parfois lourdes, d'une non-conformité.

Enfin, nous clôturons ce chapitre par une exploration méthodologique. La quatrième section est dédiée aux méthodes d'évaluation des mesures restrictives. Cette approche nous permet non seulement de comprendre comment mesurer l'impact réel de ces politiques, mais aussi de saisir les nuances et les défis que présentent de telles évaluations.

Section 01 : Théories du commerce international

Cette section explore les théories du commerce international, jetant les bases pour comprendre le contexte dans lequel les mesures restrictives des importations interviennent. Nous analyserons les contributions clés de Ricardo, Krugman et Melitz pour établir une fondation solide. En outre, nous enrichirons notre perspective en examinant les travaux significatifs d'autres penseurs économiques notables.

1.1. Théorie des avantages comparatifs de Ricardo

La théorie des avantages comparatifs, introduite par David Ricardo en 1817, reste un principe fondamental du commerce international même dans la littérature économique contemporaine. Selon Ricardo, même si un pays est moins efficace que les autres dans la production de tous ses biens (c'est-à-dire qu'il a un désavantage absolu), il peut encore bénéficier du commerce en se spécialisant dans les biens qu'il produit le plus efficacement, par rapport aux autres biens (Ricardo, 1817).

1.1.1. Contexte historique de la théorie et coûts d'opportunité

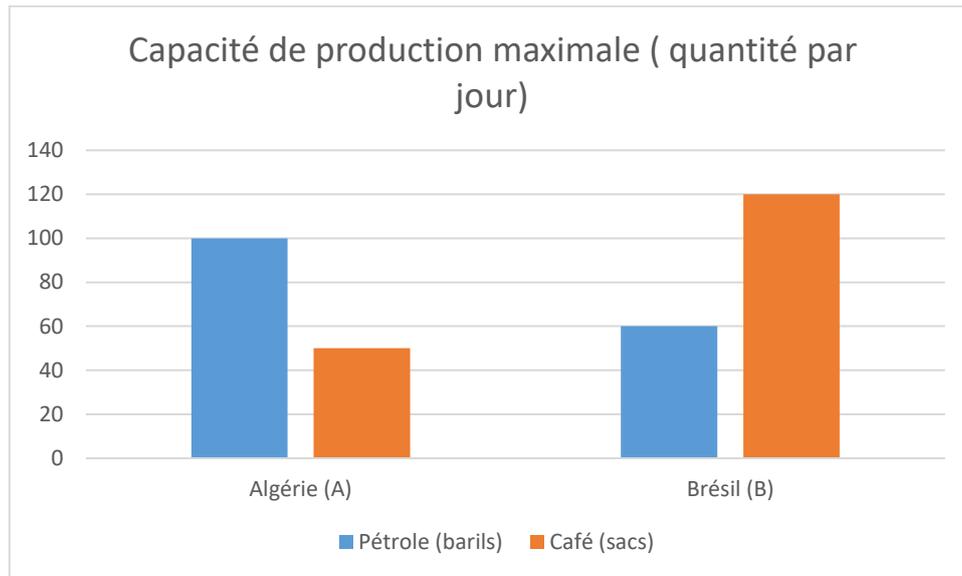
La notion de coût d'opportunité est cruciale pour comprendre cette théorie. Un pays a un avantage comparatif dans la production d'un bien si le coût d'opportunité de sa production est inférieur à celui d'autres pays. En d'autres termes, si pour produire une unité supplémentaire d'un bien, un pays doit renoncer à moins de production d'un autre bien par rapport à un autre pays, ce pays a un avantage comparatif dans la production de ce bien (Salvatore, 2013).

La théorie de Ricardo a été développée ultérieurement par d'autres économistes, qui ont intégré des facteurs supplémentaires tels que le rôle de l'offre et de la demande, les économies d'échelle et les facteurs de production autres que le travail (Samuelson, 2004). Malgré cela, la théorie des avantages comparatifs de Ricardo reste un pilier de la théorie économique du commerce international.

Aujourd'hui, cette théorie continue de guider la politique commerciale et d'influencer le débat sur des questions telles que la libéralisation du commerce, le protectionnisme et l'intégration économique (Maneschi, 2008).

Supposons que, dans une journée, chaque pays puisse soit produire une certaine quantité de pétrole, soit une certaine quantité de café :

Figure 1: Production maximal de chaque produit



Source : élaboré par l'auteur¹.

Maintenant, trouvons le coût d'opportunité pour chaque pays et chaque produit:

❖ **Pour l'Algérie:**

Coût d'opportunité pour produire 1 baril de pétrole = $50/100 = 0,5$ sac de café

Coût d'opportunité pour produire 1 sac de café = $100/50 = 2$ barils de pétrole

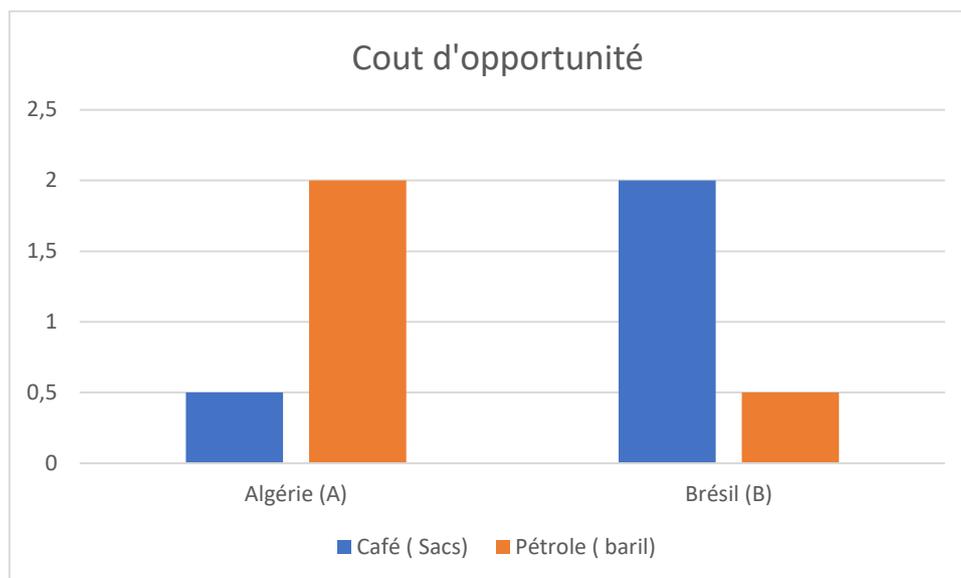
❖ **Pour le Brésil:**

Coût d'opportunité pour produire 1 baril de pétrole = $120/60 = 2$ sacs de café

Coût d'opportunité pour produire 1 sac de café = $60/120 = 0,5$ baril de pétrole

¹ Les chiffres sont fictifs et à titre d'illustration.

Figure 2: Graphique de Coûts d'Opportunité



Source : élaboré par l'auteur.

❖ Interprétation:

D'après ce graphique, si l'Algérie doit renoncer à 2 barils de pétrole pour produire un sac de café supplémentaire (alors que le Brésil doit renoncer à seulement 0,5 baril pour le même sac), alors le Brésil a un coût d'opportunité moindre dans la production de café et donc un avantage comparatif dans la production de café.

Inversement, si le Brésil doit renoncer à 2 sacs de café pour produire un baril supplémentaire de pétrole (et que l'Algérie doit renoncer à seulement 0,5 sac pour le même baril), alors l'Algérie a un coût d'opportunité moindre et donc un avantage comparatif dans la production de pétrole.

Ainsi, selon la théorie des avantages comparatifs, l'Algérie devrait se spécialiser dans la production de pétrole et le Brésil dans la production de café, et les deux pays devraient ensuite commercer pour maximiser leur bien-être.

1.1.2. Limitations de la théorie

Ricardo (1817) a établi sa théorie des avantages comparatifs sur des fondations reposant sur plusieurs hypothèses majeures, dont l'une des plus notables est l'immobilité des facteurs de production entre les pays. Cette hypothèse suggère que le capital et la main-d'œuvre restent confinés à leur pays d'origine et ne traversent pas les frontières pour chercher de meilleures opportunités (Ricardo, 1817).

Cependant, dans le contexte de la mondialisation moderne, cette hypothèse a été largement réfutée. La libéralisation des marchés financiers et l'évolution des technologies de communication ont conduit à une mobilité accrue des capitaux à l'échelle mondiale (Obstfeld & Taylor, 2004). Les entreprises peuvent désormais délocaliser leurs opérations, chercher des financements à l'étranger et transférer facilement des fonds à travers les frontières. Cette réalité contraste fortement avec le monde rigide imaginé par Ricardo.

De plus, la théorie originale de Ricardo n'a pas abordé certains éléments clés de la production moderne. Par exemple, il n'a pas intégré l'effet d'échelle, où la production à grande échelle peut conduire à des coûts unitaires réduits (Krugman P. , 1979). De même, l'importance croissante de l'innovation dans la détermination de la compétitivité n'était pas un élément central de son modèle.

Dans l'économie contemporaine, la capacité d'un pays à innover et à adopter rapidement de nouvelles technologies peut jouer un rôle déterminant dans sa capacité à concurrencer sur la scène mondiale (Romer, 1990).

1.1.3. Applications temporaires

La théorie des avantages comparatifs, bien qu'elle ait été formulée il y a près de deux siècles, conserve une pertinence profonde dans le paysage économique actuel. Les piliers de cette théorie ont influencé une multitude de décisions politiques et économiques et continuent d'informer la structure des accords commerciaux internationaux (WTO, 2015).

Les économies modernes, en cherchant à maximiser leur efficacité et leur compétitivité sur la scène mondiale, identifient souvent les secteurs dans lesquels elles détiennent des avantages comparatifs. Ces secteurs deviennent le moteur de leur stratégie d'exportation, permettant aux pays de se spécialiser et de tirer le meilleur de leurs ressources (Porter, 1990).

Cependant, la réalité contemporaine du commerce international a évolué bien au-delà des modèles simplistes de Ricardo. Aujourd'hui, la technologie joue un rôle central dans la détermination des avantages comparatifs. La maîtrise et l'adoption rapide des technologies émergentes peuvent transformer les économies et modifier les dynamiques traditionnelles d'avantage comparatif (Brynjolfsson & McAfee, 2014).

En outre, la propriété intellectuelle est devenue un élément crucial du commerce moderne. Les pays et les entreprises luttent pour protéger leurs innovations, créant une nouvelle dimension

Chapitre 1 : Cadre Théorique Des Mesures Restrictives Des Importations

de compétitivité et influençant les dynamiques du commerce international (Maskus, Intellectual property rights in the global economy, 2000).

Les chaînes d'approvisionnement mondiales ont remodelé la manière dont les biens sont produits et échangés. Les produits sont souvent le résultat de processus de production répartis dans plusieurs pays, ajoutant une couche supplémentaire de complexité à la compréhension traditionnelle des avantages comparatifs (Gereffi & Fernandez-Stark, 2016).

1.2.Nouvelle économie du commerce de Krugman

Cette nouvelle théorie mise en avant dans les années 1980, a marqué un tournant dans la compréhension du commerce international. Contrairement à la théorie des avantages comparatifs de Ricardo, qui soutient que les pays se spécialisent dans la production de biens pour lesquels ils ont un avantage relatif, Krugman propose que le commerce puisse être bénéfique même lorsque les avantages comparatifs ne sont pas apparents (Krugman P. , 1980).

La nouvelle théorie du commerce de Krugman met en évidence le rôle des économies d'échelle et de la différenciation des produits. Elle reconnaît que de nombreux biens sont non homogènes et que les consommateurs ont une préférence pour la diversité. En conséquence, même si un pays n'a pas d'avantage comparatif dans la production d'un bien, il peut toujours être bénéfique de produire ce bien à l'échelle pour réduire les coûts et le commerce pour la variété (Krugman P. , 1980).

La théorie de Krugman a également mis en évidence l'importance de la taille du marché. Les pays ayant un grand marché intérieur peuvent soutenir une plus grande variété de production, ce qui peut conduire à des avantages commerciaux. Cette idée a des implications importantes pour les politiques commerciales et la manière dont les pays abordent les négociations commerciales (Krugman, Obstfeld, & Melitz, 2015).

Les travaux de Krugman ont également ouvert la voie à d'autres développements dans le domaine de la théorie du commerce international. Par exemple, les modèles de "Nouvelle Géographie Économique" s'appuient sur son travail pour examiner comment le commerce peut influencer la distribution spatiale de l'activité économique (Fujita, Krugman, & Venables, 1999).

1.3.Modèle de sélection de firmes de Melitz

Le modèle de sélection des entreprises de Melitz, présenté par Marc Melitz en 2003, est un autre développement important dans la nouvelle théorie du commerce. Il s'appuie sur les

Chapitre 1 : Cadre Théorique Des Mesures Restrictives Des Importations

travaux de Krugman en introduisant une hétérogénéité au niveau de l'entreprise, ce qui permet une analyse plus détaillée des effets du commerce sur les entreprises individuelles (Melitz, 2003).

Selon le modèle de Melitz, toutes les entreprises ne sont pas identiques. Au lieu de cela, elles diffèrent en termes de productivité, et ces différences de productivité ont un impact sur leur capacité à participer au commerce international. Les entreprises les plus productives sont capables d'entrer sur les marchés étrangers et de survivre à la concurrence, tandis que les entreprises moins productives peuvent être contraintes de se retirer du marché (Melitz, 2003).

Cela a des implications importantes pour la manière dont nous comprenons les effets du commerce. Par exemple, l'ouverture au commerce peut conduire à une redistribution des ressources des entreprises moins productives vers les entreprises plus productives, augmentant ainsi la productivité moyenne de l'industrie. De plus, cela peut expliquer pourquoi certaines entreprises bénéficient davantage du commerce que d'autres (Melitz & Redding, 2014).

Le modèle de Melitz a également des implications pour les politiques commerciales. En particulier, il suggère que les politiques qui facilitent l'entrée des entreprises sur les marchés étrangers peuvent avoir des effets bénéfiques sur la productivité et le bien-être économique (Melitz & Trefler, 2012).

Considérons le concept de différence de productivité entre les entreprises dans le contexte du modèle de Melitz :

Tableau 1: Productivité et activité d'exportation de différentes entreprises

Entreprise	Productivité (unités/heure)	Coût fixe d'entrée pour exporter (en \$)	Activité d'exportation
A	10	5000	Oui
B	12	4500	Oui
C	6	7000	Non
D	9	6000	Oui
E	4	8000	Non

Source : élaboré par l'auteur².

² Les données sont fictives et à titre illustratif.

Ce tableau illustre plusieurs points clés du modèle de Melitz :

➤ **Différence de productivité**

On peut voir que les entreprises A et B sont plus productives que C et E. Cette productivité plus élevée peut être due à divers facteurs, comme l'innovation, une meilleure gestion ou un accès plus important aux ressources.

➤ **Coûts fixes d'entrée**

Même si une entreprise est relativement productive (comme l'entreprise D), le coût fixe d'entrée pour exporter peut-être un obstacle à l'exportation. Dans cet exemple, l'entreprise D exporte malgré un coût fixe plus élevé, probablement parce que sa productivité compense ce coût.

➤ **Activité d'exportation**

Seules les entreprises les plus productives ou celles qui peuvent absorber les coûts fixes d'entrée élevés exportent. Dans cet exemple, les entreprises A, B, et D sont des exportateurs, tandis que C et E ne le sont pas.

1.4. Autres contributions majeures

En plus des théories fondamentales de Ricardo, Krugman, et Melitz, d'autres contributions majeures ont joué un rôle crucial dans la façon dont nous comprenons le commerce international :

(Dixit & Stiglitz, 1977), ont introduit le concept de concurrence monopolistique et ont fourni un cadre pour comprendre comment la diversité des produits influence les échanges commerciaux. Leurs travaux ont posé les bases de la nouvelle théorie du commerce international, qui a été développée plus tard par Krugman et d'autres ;

Joseph Stiglitz a également contribué de manière significative à notre compréhension des effets du commerce sur l'inégalité et la distribution du revenu. Il a soutenu que le commerce peut conduire à une plus grande inégalité, en particulier dans les pays en développement où les protections sociales sont faibles (Stiglitz J. , 2017) ;

Elhanan Helpman a fait des contributions notables à la fois dans la théorie du commerce et la croissance économique. Il a co-développé la théorie du "nouveau commerce" avec Krugman et a plus tard examiné comment le commerce peut influencer la croissance économique et le développement (Helpman, 2004).

Tableau 2: Synthèse comparative des principales théories du commerce international

Théories	Évolution Historique	Avantages	Inconvénients
Théorie des avantages comparatifs de Ricardo	<ul style="list-style-type: none"> - Première introduction au début du 19ème siècle (1817) - Fondement des premiers modèles de commerce international 	<ul style="list-style-type: none"> - Principe simple expliquant l'intérêt du commerce même sans avantage absolu - Encourage la spécialisation et l'efficacité 	<ul style="list-style-type: none"> - Hypothèses simplistes (par ex., immobilité des facteurs de production). - Ne considère pas les effets d'échelle ou les innovations
Nouvelle économie du commerce de Krugman	<ul style="list-style-type: none"> - Introduction dans les années 1970-1980 - Révolutionne la vision classique du commerce international 	<ul style="list-style-type: none"> - Intègre la concurrence monopolistique et les économies d'échelle - Explique le commerce entre pays similaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Peut être trop complexe pour certains modèles pratiques - Nécessite des données plus détaillées pour l'analyse
Modèle de sélection de firmes de Melitz	<ul style="list-style-type: none"> - Proposé en 2003 - Introduit la notion de firmes hétérogènes dans le commerce international 	<ul style="list-style-type: none"> - Permet d'expliquer pourquoi certaines entreprises exportent tandis que d'autres non - Intègre la dynamique de marché interne 	<ul style="list-style-type: none"> - Nécessite une compréhension approfondie des différences entre les entreprises - Peut être difficile à appliquer empiriquement
Autres contributions majeures	<ul style="list-style-type: none"> - Varie selon la contribution spécifique - Peut s'étendre sur l'ensemble de l'histoire de la pensée économique 	<ul style="list-style-type: none"> - Offre une diversité de perspectives et d'explications - Enrichit la compréhension du commerce international 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficile de généraliser ou de comparer directement sans détails spécifiques

Source : élaboré par l'auteur.

Section 02 : Politiques commerciales et protectionnisme

Cette section se concentre sur l'analyse des politiques commerciales mises en œuvre par les pays et l'impact des mesures restrictives sur le commerce international. Nous examinerons en détail les différentes théories et les recherches empiriques menées par des économistes renommés pour approfondir notre compréhension de ces politiques.

2.1. Théories des politiques commerciales

L'acquisition d'une compréhension approfondie des diverses théories qui sous-tendent les politiques commerciales s'avère indispensable pour déchiffrer les dynamiques complexes de l'économie globale et pour saisir comment les États interviennent et interagissent sur l'échiquier commercial mondial.

Ces théories, élaborées par des figures éminentes dans le domaine de l'économie, offrent un prisme analytique précieux, non seulement pour discerner les contours des stratégies commerciales efficaces, mais aussi pour orienter leur formulation.

Dans le cadre de ce travail, nous allons explorer ces diverses théories, incluant notamment celles plaidant en faveur du protectionnisme, celles centrées sur les politiques commerciales stratégiques, ainsi que celles mettant en lumière les répercussions des distorsions du marché sur les transactions commerciales.

2.1.1. Théorie des politiques commerciales protectionnistes

La protection commerciale est une politique couramment utilisée pour protéger les industries naissantes contre la concurrence étrangère. Selon l'argument de la "protection infantile", un pays peut bénéficier de la protection de ses industries naissantes jusqu'à ce qu'elles atteignent une taille et une efficacité suffisantes pour concurrencer les entreprises étrangères (Hamilton, 1791).

La stratégie de protection commerciale, mise en avant particulièrement pour les industries émergentes est une orientation qui a historiquement trouvé sa place dans les politiques économiques nationales. Cette doctrine, couramment désignée sous le terme de "protection infantile", repose sur l'hypothèse qu'une industrie en phase initiale de développement nécessite une période de grâce pour se renforcer et s'épanouir loin de la compétition exacerbée des acteurs étrangers. Ce n'est qu'après avoir atteint un certain degré de maturité opérationnelle et avoir consolidé sa position sur le marché domestique qu'elle peut s'aventurer à compétitionner

sur la scène internationale. L'économiste et homme politique américain Alexander Hamilton a été parmi les pionniers à défendre cette vision, arguant en 1791 que les jeunes industries avaient besoin de cette protection pour garantir la croissance économique nationale étrangères (Hamilton, 1791).

Cette perspective a été ultérieurement appuyée et étendue par d'autres économistes comme List (1841) qui a souligné l'importance de l'industrialisation pour le développement économique, suggérant que les nations devaient protéger leurs industries pour garantir leur progression (List, 1841).

2.1.2. Théorie des politiques commerciales stratégiques

La théorie des politiques commerciales stratégiques est une avancée significative dans le domaine de l'économie internationale, offrant une perspective dynamique sur la façon dont les nations peuvent utiliser leurs politiques pour influencer le commerce mondial. Initialement introduite par Dixit (1984), cette théorie avance que dans un monde de concurrence imparfaite, les politiques commerciales ne sont pas simplement des outils passifs de régulation, mais peuvent être déployées de manière proactive pour modifier les conditions du marché international à l'avantage du pays initiateur (Dixit A. , 1984). Par exemple, un pays pourrait imposer des tarifs ou subventionner certaines industries clés, non seulement pour protéger les acteurs nationaux, mais aussi pour modifier la structure de coûts et de prix à l'échelle mondiale, affectant ainsi le comportement et les décisions des entreprises multinationales. Cette approche a été étoffée par d'autres, notamment par Krugman (1987), qui a discuté de la manière dont les grandes nations pourraient potentiellement influencer les marchés mondiaux en leur faveur grâce à de telles politiques (Krugman P. , 1987).

L'adoption de politiques commerciales stratégiques met en lumière l'importance d'une analyse approfondie des implications globales, tant pour les nations qui les mettent en œuvre que pour leurs partenaires commerciaux.

2.1.3. Politiques commerciales et distorsions du marché

Les politiques commerciales ont été, pendant longtemps, envisagées comme des outils pour rectifier les déséquilibres du marché ou protéger les intérêts nationaux. Toutefois, la manière dont ces politiques sont structurées et mises en œuvre a fait l'objet de débats intenses. L'une des contributions majeures à cette discussion a été apportée par Bhagwati (1971), qui a introduit l'idée de "distorsion directe". Selon Bhagwati, au lieu de mettre en place des politiques qui

altèrent simplement le commerce extérieur, les gouvernements devraient cibler directement les distorsions intrinsèques du marché qui sont à l'origine des inefficacités (Bhagwati, 1971).

En d'autres termes, si une inefficacité découle d'un problème de subvention intérieure, c'est ce problème spécifique qui devrait être ciblé, plutôt que de mettre en place des barrières tarifaires ou non tarifaires qui pourraient entraîner d'autres complications. Cette vision contraste avec des approches antérieures qui préconisaient des interventions plus générales et indirectes. Plus tard, d'autres économistes, tels que Rodrik (1995), ont renforcé cette notion en suggérant que les interventions politiques doivent être conçues en fonction de la nature spécifique des distorsions, plutôt que d'adopter une approche uniforme pour tous les cas (Rodrik, 1995).

2.2.Type des mesures restrictives

Dans le contexte du commerce international, les mesures restrictives peuvent revêtir plusieurs formes, chacune ayant des implications distinctes pour l'économie du pays importateur et exportateur.

Comprendre ces différentes formes est crucial pour évaluer leur impact sur le commerce et l'économie en général. Cette partie aborde les principaux types de mesures restrictives, en mettant l'accent sur leurs caractéristiques, leur mise en œuvre et leurs conséquences potentielles..

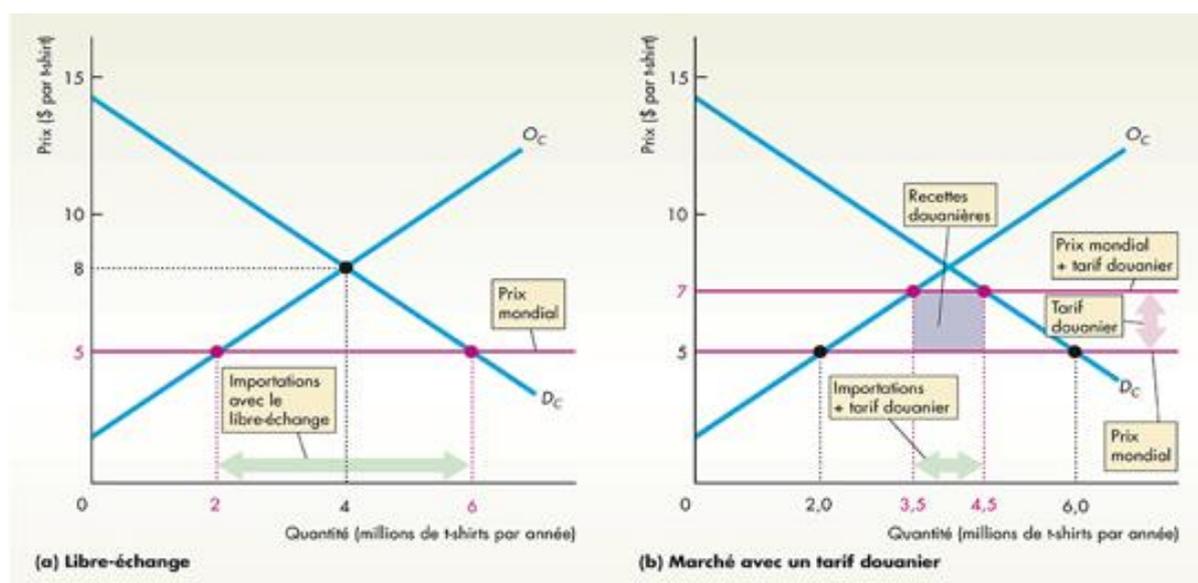
2.2.1. Tarifs douaniers

Les tarifs douaniers constituent l'un des instruments les plus anciens et les plus répandus de régulation du commerce international. Historiquement, ils ont été instaurés pour diverses raisons allant de la protection des industries naissantes à la collecte de revenus pour les finances publiques (Bown, C. P., & Crowley, M. A., 2013). Selon Irwin (1996), les tarifs douaniers sont définis comme des taxes sur les marchandises qui traversent les frontières internationales (Irwin, D. A., 1996. *Against the tide: An intellectual history of free trade*. Princeton University Press). Ils peuvent être structurés de différentes façons. Par exemple, un tarif ad valorem est calculé comme un pourcentage de la valeur du bien, ce qui peut varier en fonction du prix mondial du produit. D'un autre côté, un tarif spécifique est un montant fixe prélevé pour chaque unité d'un produit, indépendamment de sa valeur. Parfois, les tarifs peuvent être mixtes, combinant des éléments des deux types pour adapter le taux de taxation aux besoins spécifiques d'une économie ou d'une industrie (Sykes, A. O., 1995. *Product standards for internationally integrated goods markets*. Brookings Institution Press).

Chapitre 1 : Cadre Théorique Des Mesures Restrictives Des Importations

L'application de tarifs douaniers répond à divers objectifs stratégiques. Dans certains cas, ils sont utilisés comme instrument de politique industrielle, protégeant les secteurs clés ou naissants d'une concurrence étrangère intense, permettant ainsi à ces industries de se développer et de devenir compétitives à l'échelle mondiale (Grossman, G. M., & Helpman, E., 1994. Protection for sale. *The American Economic Review*, 84(4), 833-850). Dans d'autres contextes, les tarifs peuvent principalement servir à générer des revenus, en particulier dans les pays où il est difficile de collecter des impôts intérieurs. Cependant, bien que les tarifs puissent offrir des avantages à court terme, ils peuvent également entraîner des distorsions du marché et des inefficacités, notamment en augmentant les coûts pour les consommateurs et en suscitant des tensions commerciales internationales (Bagwell, K., & Staiger, R. W., 1999. An economic theory of GATT. *The American Economic Review*, 89(1), 215-248). Ainsi, le débat sur le niveau optimal des tarifs et leur impact sur l'économie mondiale reste un sujet d'actualité dans la littérature économique.

Figure 3: Les effets d'un tarif douanier



Source : (Parkin, Bade, & Carmichael, 2010).

2.2.2. Quotas d'importation

Les quotas d'importation, contrairement aux tarifs qui influencent le commerce par des incitations fiscales, fonctionnent en fixant des limites physiques à la quantité de biens pouvant être importés. Selon Krugman, Obstfeld et Melitz (2015), ces restrictions quantitatives sont appliquées à un éventail de produits, des produits agricoles aux produits manufacturés (Krugman, Obstfeld, & Melitz, 2015).

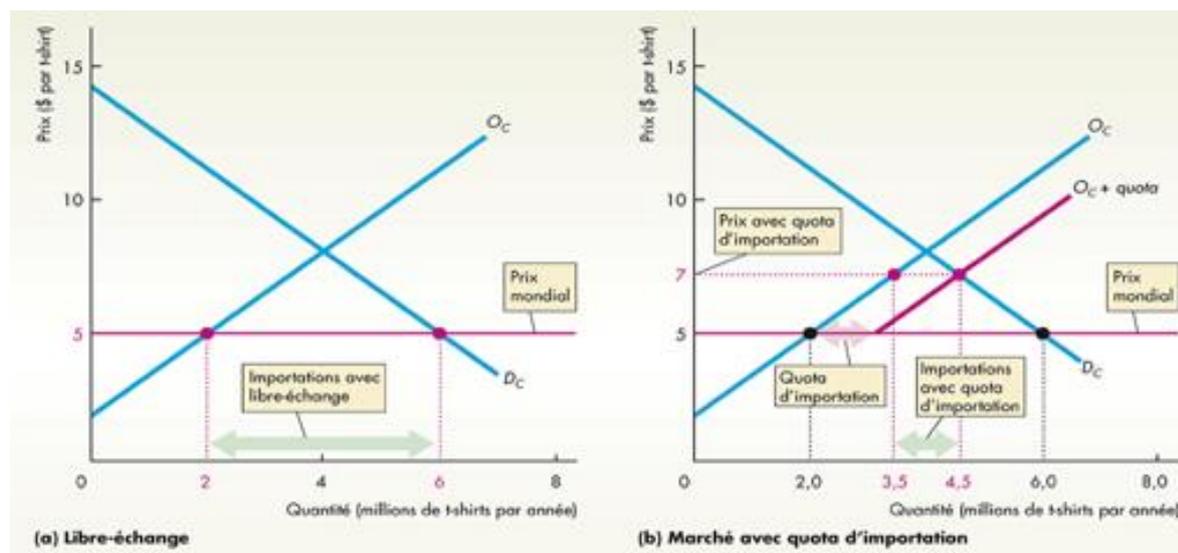
Chapitre 1 : Cadre Théorique Des Mesures Restrictives Des Importations

L'instauration de quotas peut résulter de diverses motivations politiques et économiques. Une raison courante est la volonté de protéger les industries locales de la concurrence étrangère, en particulier lorsque ces industries sont jugées stratégiquement importantes ou vulnérables. Par exemple, un pays pourrait imposer des quotas sur les importations d'acier pour protéger son industrie sidérurgique naissante (Grossman & Helpman, 1994). De même, certains pays utilisent des quotas pour préserver leurs ressources naturelles, comme imposer des restrictions sur les importations de bois pour éviter la déforestation. Dans d'autres cas, des préoccupations liées à la sécurité nationale peuvent motiver l'instauration de quotas, notamment lorsque des biens stratégiquement importants sont concernés (Mattoo & Subramanian, 2012).

Cependant, l'utilisation de quotas peut avoir des effets secondaires indésirables. En fixant des limites artificielles sur la quantité d'un bien importé, les quotas peuvent entraver les avantages potentiels de la spécialisation et des échanges fondés sur des avantages comparatifs. Ils peuvent augmenter les prix intérieurs, pénaliser les consommateurs et provoquer des distorsions sur le marché. Par exemple, lorsqu'un pays instaure un quota, les producteurs étrangers peuvent augmenter leurs prix jusqu'à la limite du quota, générant ce que l'on appelle des "rentes de quota" (Maggi & Rodriguez-Clare, 1998).

En outre, les quotas, comme d'autres formes d'interventions gouvernementales, peuvent être susceptibles à des pressions de lobbying et à des manipulations politiques, ce qui peut éloigner les politiques commerciales de l'optimum économique.

Figure 4: Effets d'un quota d'importations



Source : (Parkin, Bade, & Carmichael, 2010).

2.2.3. Normes techniques et sanitaires

Les normes techniques et sanitaires, bien que souvent établies pour protéger les consommateurs et l'environnement, peuvent dans certains cas être perçues comme des mesures protectionnistes déguisées, servant à protéger les producteurs locaux de la concurrence étrangère. Ces normes peuvent être basées sur des critères objectifs visant à garantir la sécurité, la santé publique, et la qualité, mais elles peuvent aussi être définies de manière à favoriser injustement les producteurs locaux au détriment des concurrents étrangers (Maskus & Wilson, 2001).

Les normes peuvent également servir à instaurer des normes élevées dans des domaines tels que la protection de l'environnement ou le bien-être animal, reflétant les valeurs et les préférences d'une société donnée. Par exemple, certains pays peuvent imposer des normes strictes en matière d'élevage pour garantir le bien-être animal, tandis que d'autres peuvent fixer des normes élevées pour les produits biologiques (Disdier & Marette, 2010).

Cependant, ces normes peuvent aussi être utilisées de manière abusive pour créer des barrières artificielles à l'entrée, rendant ainsi plus difficile pour les entreprises étrangères de pénétrer le marché local. Par exemple, des normes excessivement strictes ou des procédures d'approbation longues et coûteuses peuvent empêcher des produits étrangers d'entrer sur un marché, même si ces produits sont jugés sûrs et conformes dans leur pays d'origine (Chen, Otsuki, & Wilson, 2008).

Il est donc essentiel pour les pays de trouver un équilibre entre la protection de leurs consommateurs et de l'environnement, et la garantie d'un accès équitable au marché pour les producteurs étrangers. Les accords commerciaux internationaux, tels que ceux négociés dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), comprennent souvent des dispositions visant à assurer que les normes techniques et sanitaires ne sont pas utilisées de manière discriminatoire ou protectionniste (Hoekman & Kotecki, 2009).

2.2.4. Subventions à l'exportation

Les subventions à l'exportation peuvent être décrites comme des mesures incitatives financières, initiées par les gouvernements, dans le but de promouvoir et d'accroître les exportations d'une nation (Brander & Spencer, 1985). Ces mesures sont mises en place dans l'espoir de stimuler la compétitivité internationale des entreprises domestiques, d'améliorer la balance commerciale ou de soutenir des industries stratégiques.

Concrètement, ces subventions peuvent se manifester sous différentes formes. Les crédits à l'exportation, par exemple, sont des prêts, souvent offerts à des taux d'intérêt réduits, qui permettent aux exportateurs d'offrir des conditions de paiement compétitives à leurs clients étrangers. De même, les exemptions fiscales pour les entreprises qui exportent peuvent réduire considérablement la charge fiscale, rendant ainsi leurs produits plus compétitifs sur les marchés étrangers. Les subventions à la production, quant à elles, réduisent directement les coûts de production, permettant aux entreprises de vendre à des prix plus compétitifs à l'étranger.

Cependant, la mise en œuvre de ces subventions n'est pas sans conséquence. Sur le plan économique, elles peuvent entraîner une allocation inefficace des ressources, car elles encouragent potentiellement la production et l'exportation de biens qui ne seraient pas autrement compétitifs sans ces incitations financières. De plus, en surstimulant certaines industries, les gouvernements peuvent inhiber la croissance et l'innovation dans d'autres secteurs qui ne bénéficient pas d'un tel soutien.

Sur le plan international, les subventions à l'exportation peuvent être sources de tensions commerciales. Les pays importateurs peuvent percevoir ces subventions comme des formes de dumping, c'est-à-dire comme des méthodes permettant aux entreprises de vendre leurs produits en dessous du coût de production ou du prix du marché dans leur pays d'origine. Ces perceptions peuvent entraîner des mesures de rétorsion, telles que l'imposition de tarifs ou de sanctions, nuisant ainsi aux relations commerciales bilatérales.

Bien que les subventions à l'exportation puissent offrir des avantages à court terme en termes d'accroissement des exportations et de soutien à certaines industries, leurs effets à long terme, tant sur le plan interne qu'international, nécessitent une évaluation prudente et approfondie.

2.2.5. Mesures antidumping

Les mesures antidumping sont utilisées par un pays pour protéger ses industries nationales contre les importations vendues à un prix inférieur à leur coût de production, un phénomène connu sous le nom de "dumping". La théorie derrière les mesures antidumping est d'empêcher les fabricants étrangers de miner les industries locales en vendant leurs produits à des prix artificiellement bas.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) définit le dumping comme la vente d'un produit exporté à un prix inférieur à celui pratiqué pour un produit similaire dans le pays exportateur (OMC, 2022). Lorsqu'une telle pratique cause ou menace de causer un dommage matériel à une industrie nationale du pays importateur, des mesures antidumping peuvent être mises en place. Ces mesures peuvent prendre la forme de droits antidumping, qui sont des taxes supplémentaires imposées sur les produits importés à des prix de dumping.

Les lois antidumping ont été largement critiquées dans la littérature économique. (Brander & Krugman, 1983) ont par exemple souligné que les mesures antidumping peuvent souvent être utilisées de manière protectionniste, nuisant à la fois au commerce international et aux consommateurs nationaux. De même, (Prusa, 1997) a montré que l'utilisation des mesures antidumping peut entraîner des inefficacités économiques en distordant les flux commerciaux.

Cependant, malgré ces critiques, les mesures antidumping demeurent un instrument largement utilisé dans la politique commerciale de nombreux pays. Elles sont souvent considérées comme un moyen nécessaire pour les pays de protéger leurs industries nationales contre les pratiques commerciales déloyales.

2.2.6. Mesures compensatoires

Les mesures compensatoires sont une autre forme de protection commerciale qui est mise en place pour contrer les effets de subventions injustes accordées par les gouvernements étrangers à leurs industries d'exportation. De manière similaire aux droits antidumping, ces mesures se présentent souvent sous forme de droits de douane supplémentaires sur les produits subventionnés importés.

Selon les règles de l'OMC, un pays peut imposer des mesures compensatoires lorsqu'il est démontré qu'une subvention à l'exportation a été accordée et qu'elle cause un dommage à l'industrie nationale du pays importateur (OMC, 2022). Les subventions peuvent prendre de nombreuses formes, comme des crédits fiscaux, des prêts à taux réduit ou des garanties de prêt, et elles peuvent fausser la concurrence en permettant aux entreprises subventionnées de vendre leurs produits à des prix inférieurs à ceux qui prévaudraient en l'absence de subvention.

Dans la littérature économique, les mesures compensatoires ont été à la fois critiquées et défendues. D'une part, les critiques affirment que, comme les mesures antidumping, elles peuvent être utilisées de manière protectionniste et engendrer des inefficacités (Sykes A. O., 1991). D'autre part, des chercheurs comme Hoekman et Mavroidis soutiennent que les mesures compensatoires peuvent être nécessaires pour garantir des conditions de concurrence équitables dans le commerce international (Hoekman & Mavroidis, 1994).

2.2.7. Réglementations en matière de change

Les réglementations en matière de change sont des règles gouvernementales qui contrôlent la manière dont une devise est convertie en une autre. Elles peuvent être utilisées pour limiter les importations en rendant plus coûteux l'achat de biens étrangers ou pour protéger la valeur de la devise nationale.

En principe, les réglementations en matière de change peuvent prendre plusieurs formes : des contrôles stricts des changes, des limites sur le montant des devises qu'une entreprise ou un individu peut acheter, ou l'imposition de taxes sur les transactions en devises. Ces politiques peuvent être utilisées pour empêcher la fuite de capitaux, stabiliser la monnaie nationale, ou protéger les industries locales.

Cependant, de nombreux économistes s'accordent à dire que ces réglementations peuvent entraîner des inefficacités économiques. Par exemple, dans son étude sur les réglementations en matière de change, (Klein, 2012) a découvert que de tels contrôles peuvent dissuader le commerce et l'investissement international, et peuvent ainsi nuire à la croissance économique à long terme. De plus, (Obstfeld & Taylor, 1998) ont fait valoir que les contrôles des changes peuvent également créer des opportunités de corruption et de rente.

Malgré ces inconvénients potentiels, de nombreux pays continuent d'utiliser les réglementations en matière de change comme un outil de politique économique, en particulier dans des situations de crise financière ou d'instabilité économique.

2.2.8. Procédures douanières complexes et coûteuses

Les procédures douanières complexes et coûteuses représentent une autre forme de mesure restrictive de l'importation. Ces procédures peuvent inclure une documentation exhaustive, des inspections intensives, des délais de dédouanement prolongés, ainsi que des frais et des taxes élevés. Bien que ces mesures soient souvent justifiées par des préoccupations de sécurité, de santé publique ou de protection des consommateurs, elles peuvent aussi agir comme des barrières non tarifaires au commerce international.

Les procédures douanières complexes peuvent augmenter considérablement les coûts pour les importateurs, ce qui rend les produits étrangers moins compétitifs par rapport aux produits locaux. En outre, elles peuvent créer une incertitude pour les entreprises qui cherchent à accéder à de nouveaux marchés, en rendant plus difficile la planification et l'estimation des coûts.

Les effets potentiels de ces procédures sur le commerce ont été largement étudiés. Par exemple, une étude de la Banque mondiale (Djankov, Freund, & Pham, 2010) a montré que chaque jour supplémentaire de retard pour expédier des biens réduit le commerce de 1%. De plus, (Wilson, Mann, & Otsuki, 2003) ont trouvé que l'amélioration des procédures douanières et portuaires peut avoir un effet significatif sur le commerce, comparable à une réduction des tarifs douaniers.

Les procédures douanières complexes et coûteuses puissent avoir des effets restrictifs sur le commerce, elles peuvent également avoir des avantages potentiels en termes de protection de la santé et de la sécurité des consommateurs, ainsi que de recouvrement des recettes publiques.

Tableau 3: Analyse Comparative des Mesures Restrictives

Mesure restrictive	Avantages	Inconvénients
Tarifs douaniers	Génération de revenus pour le gouvernement, protection des industries locales	Peut augmenter les prix pour les consommateurs, représente une barrière au commerce international
Quotas d'importation	Protection des industries locales, préservation des ressources naturelles	Peut créer des inefficacités économiques, limite la concurrence
Normes techniques et sanitaires	Protection des consommateurs, garantie de la qualité des produits	Peut agir comme une barrière non tarifaire au commerce, peut affecter la compétitivité des entreprises
Subventions à l'exportation	Stimule les exportations nationales, soutient les industries locales	Peut entraîner des distorsions du marché, risque de représailles commerciales
Mesures antidumping	Protection des industries nationales contre les pratiques commerciales déloyales	Peut être utilisé comme un outil de protectionnisme déguisé, peut augmenter les prix pour les consommateurs
Mesures compensatoires	Protection contre les importations subventionnées, soutien aux industries locales	Peut augmenter les prix pour les consommateurs, risque de représailles commerciales
Réglementations en matière de change	Contrôle de l'inflation, stabilisation de l'économie nationale	Peut décourager le commerce international, peut créer des inefficacités économiques
Procédures douanières complexes et coûteuses	Protection de la santé et de la sécurité des consommateurs, recouvrement des recettes publiques	Peut augmenter les coûts pour les importateurs, représente une barrière non tarifaire au commerce

Source : réalisé par l'auteur à travers les sources citées auparavant.

2.3.Effets des mesures restrictives

Le spectre des effets potentiels des mesures restrictives sur le commerce est vaste et complexe, touchant à des domaines aussi variés que le bien-être économique, la structure industrielle, la dynamique de la concurrence et le paysage de l'innovation.

2.3.1. Effets sur le commerce bilatéral

L'un des principes de base régissant les échanges bilatéraux est la loi de la gravité en économie. Cette loi, bien qu'elle trouve son origine dans une analogie avec la physique, est devenue un pilier central de l'économie internationale. Elle affirme que le commerce entre deux nations est directement proportionnel à la taille de leurs économies, mais diminue avec l'augmentation de la distance entre elles. Cependant, les mesures restrictives viennent ajouter une couche de complexité à cette dynamique.

En imposant des barrières comme les tarifs ou les quotas, le commerce bilatéral est susceptible de subir des contractions. Ces mesures peuvent réduire significativement le volume des échanges entre les pays. Les raisons sont multiples : hausse des coûts d'importation, réduction de la compétitivité des produits importés, et création d'incertitudes pour les investisseurs et les exportateurs.

La magnitude de cet effet dépend intrinsèquement de plusieurs variables bilatérales (Anderson & Van Wincoop, 2003). Tout d'abord, la nature et l'intensité de la mesure restrictive jouent un rôle crucial. Par exemple, un tarif prohibitif peut avoir un impact plus considérable qu'un quota. De plus, la structure industrielle du pays imposant la restriction est également déterminante. Les pays dotés d'une industrie forte et diversifiée peuvent être moins touchés que ceux qui dépendent fortement des importations. Enfin, le niveau de développement économique des pays en question, ainsi que leur capacité à diversifier leurs partenaires commerciaux ou à développer des industries de substitution, sont d'autres facteurs qui peuvent moduler les effets des mesures restrictives.

2.3.2. Effets sur le bien-être économique

L'adoption de mesures restrictives, tout en visant à protéger et renforcer les industries locales, a souvent des conséquences qui dépassent le simple cadre commercial. L'un des aspects les plus sensibles touchés par ces mesures est le bien-être économique des citoyens. Ces mesures,

en influençant les dynamiques d'échange, modifient directement et indirectement la structure des coûts et, par conséquent, le niveau de vie des individus.

L'augmentation du coût des importations, résultant des tarifs et autres mesures restrictives, conduit inévitablement à une hausse des prix à la consommation. Une telle situation peut réduire le pouvoir d'achat des consommateurs, en particulier dans les secteurs dépendant fortement des importations. Cette hausse des prix affecte non seulement la capacité des ménages à consommer mais perturbe également l'allocation optimale des ressources au sein de l'économie. Les entreprises peuvent, par exemple, être incitées à investir dans des secteurs moins productifs mais protégés plutôt que de chercher des domaines d'innovation ressources (Grossman & Helpman, 1994).

Les pays en développement, dont les économies sont souvent moins diversifiées et plus vulnérables aux chocs extérieurs, ressentent de manière plus aiguë les effets des mesures restrictives. Les consommateurs de ces régions, dotés de revenus généralement plus faibles, sont moins armés pour faire face à l'inflation des coûts. L'accès limité aux marchés étrangers, exacerbé par les mesures restrictives, peut aussi restreindre leur capacité à accéder à des technologies de pointe ou à des biens intermédiaires essentiels, freinant ainsi leur potentiel d'innovation et d'amélioration de la productivité.

En outre, si on considère le bien-être économique dans sa dimension plus large, englobant la satisfaction et le bonheur des individus, les mesures restrictives peuvent avoir des conséquences socio-économiques plus larges. Les contraintes économiques peuvent accentuer les inégalités, augmenter le chômage ou même conduire à des tensions sociales.

2.3.3. Effets sur la concurrence et l'innovation

L'une des questions centrales en économie du commerce international est de savoir comment les politiques commerciales influencent le paysage concurrentiel et le dynamisme innovant d'une économie. Les mesures restrictives, en tant qu'instruments de politique commerciale, jouent un rôle crucial à cet égard, avec des effets qui peuvent être à la fois bénéfiques et préjudiciables.

En instaurant des barrières à l'entrée pour les concurrents étrangers, ces mesures offrent, en théorie, une respiration aux industries nationales, leur permettant de renforcer leur position sur le marché domestique. Dans un tel environnement, les entreprises locales peuvent trouver l'opportunité d'accroître leurs investissements dans la recherche et le développement, de

s'adapter aux normes technologiques changeantes et d'innover pour répondre aux besoins spécifiques des consommateurs locaux (Brander & Spencer, 1985). Cette dynamique peut conduire à un paysage industriel florissant, où les entreprises nationales deviennent de véritables leaders, non seulement sur le marché intérieur mais aussi à l'international.

Cependant, cette médaille a un revers. Les mesures restrictives, en diminuant la menace de la concurrence étrangère, peuvent aussi créer un sentiment de complaisance parmi les entreprises locales. Dans un marché où les acteurs étrangers sont limités ou absents, les entreprises peuvent ne pas ressentir le besoin urgent d'innover ou d'améliorer leur efficacité opérationnelle. L'absence de cette "pression du feu" peut conduire à un ralentissement du rythme d'innovation, à une stagnation technologique et même, dans certains cas, à une régression.

De plus, la protection des marchés peut avoir des effets collatéraux sur la diffusion de l'innovation. En limitant l'accès aux biens et services étrangers, les économies peuvent également se priver des innovations étrangères qui pourraient être bénéfiques pour le pays.

Il est donc essentiel pour les décideurs de peser minutieusement ces forces contradictoires lors de l'élaboration de politiques commerciales. L'impact des mesures restrictives sur la concurrence et l'innovation est intrinsèquement lié à la nature de l'industrie, à la maturité du marché, à la capacité d'innovation intrinsèque des entreprises nationales, et à la structure économique générale du pays. Une analyse nuancée, qui tient compte de ces multiples facteurs, est donc indispensable pour comprendre et prévoir l'effet net de ces mesures sur la dynamique concurrentielle et innovante d'une économie.

2.4.Évolution contemporaine et discussions sur les mesures restrictives des importations

Dans le contexte mondialisé actuel, les débats autour des mesures restrictives des importations ont pris une dimension particulièrement cruciale, reflétant les tensions entre protectionnisme national et libéralisation du commerce. Alors que certains voient en ces mesures un moyen de sauvegarder les intérêts économiques nationaux, d'autres les considèrent comme des obstacles potentiels à une croissance économique mondiale harmonieuse.

2.4.1. Tensions entre globalisation et politiques nationales

Alors que les frontières économiques s'estompent progressivement sous l'effet de la mondialisation, la conciliation entre les exigences d'une économie intégrée mondialement et les impératifs des politiques nationales représente un défi grandissant pour les états-nations.

Cet interstice, souvent illustré par ce que Dani Rodrik a qualifié de "trilemme de la mondialisation", met en évidence une tension intrinsèque: la quête des bénéfices de la globalisation risque souvent d'entrer en conflit avec les impératifs démocratiques et les priorités socio-économiques ancrées localement. Dans ce contexte, les nations sont confrontées à une question fondamentale : comment naviguer habilement entre l'ouverture économique internationale et la sauvegarde des structures politiques et sociales qui définissent leur identité et leurs valeurs ? (Rodrik, 2011).

2.4.2. L'ascension du protectionnisme

Le protectionnisme, en tant que concept, n'est pas nouveau dans le paysage des politiques commerciales internationales. Historiquement, de nombreux pays ont adopté des mesures protectionnistes pour protéger leurs industries naissantes ou en déclin, ou pour répondre à des crises économiques. Cependant, les études récentes de Chad P. Bown (2018) indiquent une résurgence notable de ces mesures au XXI^e siècle.

Bown, dans ses travaux, détaille non seulement la hausse des mesures protectionnistes, mais fournit également une analyse profonde des raisons pour lesquelles les gouvernements sont de plus en plus enclins à adopter ces stratégies. Plusieurs facteurs peuvent être à l'origine de cette montée. Tout d'abord, le ralentissement économique mondial et la stagnation de la croissance dans certaines économies majeures ont incité les pays à adopter des mesures défensives pour protéger leurs marchés intérieurs. Ensuite, les bouleversements politiques, caractérisés par une montée du nationalisme et des sentiments anti-globalisation dans certaines régions, ont conduit à des décisions plus orientées vers le protectionnisme (Bown C. P., 2018).

De plus, il convient de noter que cette montée du protectionnisme ne se manifeste pas uniquement par des barrières tarifaires classiques, telles que les droits de douane. Les mesures non tarifaires, telles que les quotas, les licences d'importation et diverses réglementations, sont devenues des outils couramment utilisés pour restreindre l'accès aux marchés nationaux. Ces mesures, bien qu'elles puissent être justifiées sur le plan domestique, ont des implications considérables sur les échanges internationaux et peuvent perturber l'ordre économique mondial.

La contribution de Bown est essentielle car elle offre une vue d'ensemble des dynamiques actuelles du commerce international. Comprendre les motivations sous-jacentes au retour du

protectionnisme permet non seulement de prévoir les tendances futures, mais aussi d'élaborer des stratégies pour promouvoir un commerce mondial plus libre et équitable.

2.4.3. Débats sur le libre-échange et le commerce équitable

L'équilibre entre libre-échange et protectionnisme a toujours été au cœur des discussions sur la politique commerciale. Si le libre-échange est loué pour sa capacité à maximiser l'efficacité économique en permettant à chaque pays de se spécialiser dans la production de biens pour lesquels il dispose d'un avantage comparatif, les critiques soulignent souvent ses effets potentiels sur les industries nationales vulnérables et sur la distribution inégale des gains.

Les préoccupations ne sont pas uniquement d'ordre économique. La montée de la mondialisation et du commerce international a mis en lumière la nécessité d'une approche plus holistique du commerce. Bhagwati & Panagariya dans leurs travaux, par exemple, mettent en avant les implications des politiques commerciales sur des questions aussi cruciales que la durabilité environnementale. Avec le réchauffement climatique et la dégradation continue des écosystèmes, la manière dont le commerce influence directement ou indirectement l'environnement devient un sujet de préoccupation majeur (Bhagwati & Panagariya, 2013)..

Le concept de commerce équitable s'inscrit dans cette perspective plus large. Il vise non seulement à garantir des conditions de travail décentes et une rémunération équitable pour les producteurs, en particulier dans les pays en développement, mais aussi à promouvoir des méthodes de production durables. C'est une réponse à la critique selon laquelle le libre-échange, en recherchant le coût le plus bas, peut encourager une course vers le bas en matière de normes environnementales et sociales.

Néanmoins, malgré ses avantages apparents, le commerce équitable est lui-même sujet à débat. Certains le considèrent comme une entrave au libre-échange, arguant que l'introduction de normes peut fonctionner comme une forme de protectionnisme déguisé. D'autres soulèvent des questions sur l'efficacité des certifications de commerce équitable et sur la mesure dans laquelle elles bénéficient réellement aux producteurs.

En conclusion, les débats sur le libre-échange et le commerce équitable sont révélateurs des complexités inhérentes à la formulation de politiques commerciales dans un monde de plus en plus interconnecté. La nécessité de concilier efficacité économique, équité sociale et responsabilité environnementale rend ces discussions non seulement pertinentes, mais essentielles pour l'avenir du commerce mondial.

2.4.4. Implications pour l'économie nationale

Les évolutions actuelles dans le monde du commerce international revêtent une importance capitale pour chaque économie nationale. Les débats contemporains, s'appuyant sur les tendances récentes, cherchent à déterminer l'essence et l'orientation de ces politiques, notamment en termes de restrictions d'importations. L'impact de ces réglementations, qui bouleversent l'équilibre concurrentiel, peut se manifester de diverses manières à travers l'édifice économique.

La dimension macroéconomique est la première à être touchée. Des interventions dirigistes peuvent, par exemple, induire une variation des prix domestiques, perturber la balance des paiements, ou encore influencer l'emploi. Ces conséquences peuvent être immédiates ou se manifester avec un léger décalage dans le temps (Melitz, 2003). Par ailleurs, les industries nationales, fer de lance de la production interne, peuvent subir des contrecoups notables. L'équilibre concurrentiel, mis à mal par ces politiques, peut conduire à des redéfinitions structurelles, avec, à la clé, des implications sociales. Ces dernières englobent des thématiques aussi variées que l'emploi, la structure salariale, ou la distribution des revenus (Goldberg & Pavcnik, 2007).

Au-delà de ces répercussions immédiates ou à moyen terme, se profile une autre question, celle de la pérennité de ces politiques. En effet, si, dans un premier temps, elles semblent bénéfiques en offrant un cocon protecteur à des industries encore fragiles, il n'est pas exclu qu'à plus long terme, elles s'avèrent être un frein à l'innovation et à la compétitivité. Le risque est alors de voir s'ériger des barrières, non plus pour protéger, mais pour entraver, compromettant ainsi la vigueur économique future (Lin & Chang, 2009).

Section 03 : les mesures restrictives et les cadres réglementaires internationaux

Dans cette section, nous mettons en lumière les liens entre les mesures restrictives des importations et les cadres réglementaires internationaux. Il est fondamental d'appréhender le rôle clé que joue l'OMC en matière de réglementation et de supervision des politiques commerciales internationales. Nous examinerons ensuite comment les réglementations internationales affectent l'imposition des restrictions à l'importation et quels sont les conséquences d'une non-conformité avec ces réglementations. Enfin, nous étudierons des exemples réels de non-conformité et leurs répercussions.

3.1.Rôle de l'organisation mondiale du commerce

L'OMC est un organisme international qui constitue le cadre principal de la gouvernance du commerce mondial (Hoekman & Kotecki, 2009). Créée en 1995 pour succéder à l'Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce (GATT), elle compte 164 membres en 2021 (OMC, 2021).

L'OMC joue un rôle déterminant dans le système commercial mondial en établissant et en faisant respecter les règles du commerce international. Ces règles visent à faciliter les échanges commerciaux, à éliminer les obstacles au commerce et à assurer un traitement équitable de tous les pays membres. Cela se fait par le biais de l'élaboration et de la mise en œuvre d'accords commerciaux multilatéraux, qui couvrent une vaste gamme de domaines, de la propriété intellectuelle au commerce des services et des biens agricoles (Hoekman & Kotecki, 2009).

En plus de son rôle de législateur, l'OMC assure également une fonction de surveillance des politiques commerciales nationales. Elle examine régulièrement les politiques commerciales de ses membres pour vérifier leur conformité aux accords de l'OMC (OMC, 2021). Lorsqu'un membre est jugé non conforme, l'OMC peut recommander des modifications à apporter à sa politique commerciale et, dans certains cas, autoriser des sanctions commerciales.

Un autre rôle crucial de l'OMC est de fournir une plateforme pour la résolution des différends commerciaux. Quand un État membre estime qu'un autre État a violé les règles de l'OMC, il peut porter l'affaire devant l'Organisation. Si l'OMC conclut qu'il y a eu violation, elle peut autoriser des sanctions commerciales contre l'État fautif (Busch & Reinhardt, 2003).

L'OMC a cependant été critiquée pour sa gestion des questions de développement.

Alors qu'elle affirme promouvoir le libre-échange comme moyen d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement, de nombreux critiques soutiennent que les règles de l'OMC favorisent en réalité les pays développés au détriment des pays moins développés (Stiglitz & Charlton, 2005).

3.2.Régulations internationales et restrictions des importations

Les régulations internationales relatives au commerce jouent un rôle essentiel dans l'établissement et la gestion des restrictions à l'importation. Ces régulations sont essentiellement encadrées par l'OMC, dont le mandat est de faciliter le commerce international en éliminant les entraves non nécessaires et en assurant une équité pour tous les pays membres (OMC, 2022).

Le GATT, l'un des piliers de l'OMC, établit des règles précises concernant les restrictions d'importation. L'Article XI du GATT interdit généralement les restrictions quantitatives à l'importation, telles que les quotas, mais permet certaines exceptions pour des raisons de santé publique, de sécurité nationale, de morale publique, et de protection de l'environnement (Irwin, Mavroidis, & Sykes, 2008). Cependant, ces mesures doivent être appliquées de manière non discriminatoire, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent pas favoriser certains pays au détriment d'autres, et ne doivent pas constituer une restriction déguisée au commerce international.

En général, avant d'imposer des restrictions d'importation, un pays doit notifier l'OMC de ses intentions et justifier la nécessité de ces mesures. L'OMC examine ensuite la validité de ces justifications à travers son processus d'examen des politiques commerciales et peut demander des modifications si elle estime que les mesures proposées ne sont pas conformes à ses règles (Sykes A. , 2003).

Cependant, l'application des restrictions d'importation peut avoir des impacts économiques significatifs. D'un côté, elles peuvent protéger les industries nationales de la concurrence étrangère, ce qui peut aider à préserver les emplois et à stimuler la croissance économique à court terme. De l'autre côté, elles peuvent entraîner une augmentation des prix des biens importés, ce qui peut avoir un effet d'inflation et réduire le pouvoir d'achat des consommateurs (Irwin D. , 2017).

Les restrictions à l'importation peuvent également entraîner des distorsions dans l'allocation des ressources. Elles peuvent encourager les entreprises à investir dans des industries protégées plutôt que dans des secteurs où elles seraient plus productives. De plus, elles peuvent réduire

la compétitivité des industries nationales en diminuant leurs incitations à innover et à améliorer leur efficacité (Hufbauer & Schott, 2009).

En dépit de ces inconvénients, certains pays ont recours aux restrictions à l'importation pour protéger leurs industries nationales ou pour répondre à des crises économiques. Cependant, les règles de l'OMC et l'opinion générale parmi les économistes suggèrent que le libre-échange est généralement préférable aux restrictions commerciales en raison de ses bénéfices à long terme en termes de croissance économique et de bien-être des consommateurs (Krugman, Obstfeld, & Melitz, 2015).

3.3.Cas de non-conformité et leurs conséquences

La non-conformité avec les régulations internationales, en particulier en matière de restrictions d'importation, peut avoir des conséquences majeures pour les économies nationales. Cela s'applique tant aux pays qui imposent ces restrictions qu'à ceux qui en sont les cibles. Plusieurs cas notables illustrent les implications de la non-conformité avec les normes de l'OMC.

3.3.1. Le Différend sur l'Acier de 2002 : États-Unis versus Communauté Européenne à l'OMC

L'un des épisodes les plus notoires de non-conformité dans l'histoire récente du commerce international implique deux des plus grandes puissances économiques du monde : les États-Unis et la Communauté européenne. Au cœur de cette querelle se trouve la décision prise par les États-Unis en 2002 d'imposer des tarifs sur l'acier importé. Cette démarche a été justifiée par les autorités américaines comme une nécessité pour protéger leur industrie sidérurgique nationale, qu'ils considéraient comme vulnérable face à la concurrence étrangère et potentiellement menacée de déclin.

Toutefois, la mesure a rapidement suscité des contestations au niveau international, en particulier de la part de la Communauté européenne. Ces derniers ont porté l'affaire devant l'OMC, arguant que les États-Unis avaient enfreint les règles du commerce international. Après examen, l'OMC a tranché en faveur de la Communauté européenne, jugeant que les tarifs imposés par les États-Unis étaient effectivement non-conformes à ses directives.

En conséquence, l'OMC a autorisé la Communauté européenne à prendre des mesures de rétorsion, sous forme de sanctions commerciales, contre les États-Unis. Ces sanctions étaient destinées à contrebalancer le préjudice subi en raison des tarifs imposés par les États-Unis.

Face à cette pression accrue et aux implications économiques potentiellement dommageables, les États-Unis ont choisi de faire marche arrière. En 2003, moins d'un an après l'introduction des tarifs, ils ont été contraints de les supprimer, marquant la fin d'une dispute commerciale majeure mais aussi soulignant l'importance de la conformité aux normes commerciales internationales (Irwin D. A., 2005).

3.3.2. Omissions de Notification à l'OMC : Le Cas des Restrictions d'Importation de l'Argentine

La non-conformité aux règles du commerce international ne se limite pas seulement à la mise en œuvre de mesures protectionnistes sans fondement juridique; elle englobe également des négligences telles que l'omission de notifier les organismes pertinents, tels que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), concernant les intentions de changer les politiques commerciales. L'importance de cette notification réside dans le fait qu'elle offre aux autres membres de l'OMC la possibilité de comprendre, de prévoir et, si nécessaire, de contester toute nouvelle mesure avant qu'elle ne soit mise en œuvre.

Lorsqu'un pays omet de fournir une telle notification et procède à des changements unilatéraux, cela peut être perçu comme un manque de transparence et une violation des engagements pris en vertu des accords de l'OMC. En réponse à de telles actions, l'OMC peut autoriser les pays lésés à prendre des mesures correctives pour rétablir l'équilibre du commerce. Ces mesures peuvent inclure l'imposition de sanctions commerciales, qui sont des pénalités économiques visant à compenser le préjudice causé.

L'Argentine, par exemple, a été confrontée à cette situation dans le passé. Le pays a imposé des restrictions à l'importation sans informer au préalable l'OMC ni ses partenaires commerciaux. Cette action a suscité un mécontentement significatif parmi les pays membres, qui ont estimé que leurs entreprises et leurs marchands étaient injustement lésés par ces mesures soudaines et non annoncées. Plusieurs d'entre eux ont porté l'affaire devant l'OMC, accusant l'Argentine de non-conformité aux règles du commerce mondial. Ces plaintes ont mis l'Argentine sous les projecteurs, soulignant la nécessité pour tous les membres de l'OMC d'agir de manière transparente et prévisible dans le domaine du commerce international (Trebilcock & Howse, 2005).

Les conséquences de la non-conformité peuvent être significatives. Outre les sanctions commerciales, les pays qui ne respectent pas les réglementations de l'OMC peuvent subir des pertes

Chapitre 1 : Cadre Théorique Des Mesures Restrictives Des Importations

de réputation sur le plan international. Cette perte de confiance peut avoir des répercussions sur les relations commerciales à long terme et peut même freiner les investissements étrangers directs (Horn, Mavroidis, & Sapir, 2010).

Enfin, il convient de noter que le respect des règles de l'OMC et des normes internationales en matière de commerce n'est pas seulement une question juridique, mais aussi une question de politique économique. Le protectionnisme peut avoir des effets à court terme sur la protection des industries nationales, mais les effets à long terme sont généralement négatifs, en particulier lorsque ces mesures sont en non-conformité avec les régulations internationales (Evenett, 2007).

Section 04 : Évaluation des mesures protectionnistes

Dans cette section, nous aborderons les méthodologies et outils principaux qui sont utilisés pour évaluer l'impact des mesures restrictives des importations. Il est crucial d'avoir une compréhension profonde de ces méthodes pour mener une analyse précise et informée. Ainsi, nous explorerons en détail des approches comme la Méthode d'Équilibre Général Calculable (MEGC), la Méthode d'Équilibre Partiel (MEP), l'Analyse d'Impact sur la Pauvreté et les Inégalités (AIP) et enfin la Modèle des équations simultanées (SEM). Ces méthodologies nous aideront à comprendre l'ampleur des effets des politiques restrictives sur différents aspects de l'économie.

4.1.Méthodologie d'évaluation

L'évaluation des mesures restrictives des importations est un exercice multidimensionnel qui mobilise une variété de méthodologies. En raison de la nature complexe de ces restrictions, une analyse approfondie nécessite une méthodologie qui prend en compte à la fois les dimensions macroéconomiques, sectorielles et microéconomiques.

Diverses méthodologies ont été utilisées par les chercheurs dans ce domaine. Pour l'analyse macroéconomique, les modèles d'équilibre général sont couramment utilisés. Ces modèles permettent d'analyser l'impact global des mesures restrictives sur l'économie. Un exemple marquant est l'étude de Hertel et Tsigas qui ont utilisé un modèle d'équilibre général calculable pour analyser l'impact des restrictions aux importations sur l'économie des États-Unis (Hertel & Tsigas, 1997).

Dans une perspective sectorielle, les modèles d'équilibre partiel sont souvent employés. Ces modèles permettent d'évaluer l'impact des mesures restrictives sur des secteurs spécifiques de l'économie. Par exemple, François et Hall ont utilisé cette approche pour examiner l'impact des restrictions aux importations sur le secteur textile en Europe (François & Hall, 1997).

Au niveau microéconomique, les études de cas et les analyses de panel sont largement utilisées pour évaluer l'impact des mesures restrictives sur les entreprises individuelles. Dans ce contexte, une étude a utilisé des données de panel pour examiner l'impact des restrictions aux importations sur les entreprises manufacturières en Inde (Goldberg, 1995).

4.2.Méthodologie d'équilibre générale calculable

C'est une approche largement utilisée dans l'analyse des politiques économiques, notamment le protectionnisme. Cette approche est particulièrement utile pour modéliser l'impact des mesures restrictives sur l'ensemble de l'économie et prendre en compte les interactions entre différents secteurs.

La MEGC est basée sur la théorie de l'équilibre général, qui stipule que toutes les parties de l'économie sont interconnectées et que les changements dans un secteur peuvent avoir des effets sur d'autres secteurs. L'objectif de cette méthodologie est de fournir une représentation mathématique de l'économie qui peut être utilisée pour simuler les effets des politiques économiques.

Un des travaux précurseurs dans l'application de la MEGC à l'analyse des politiques commerciales est celui de (Shoven & Whalley, 1984). Ils ont utilisé cette approche pour évaluer l'impact des droits de douane sur l'Economie Canadienne. Leurs résultats montrent que les droits de douane ont un impact significatif sur le bien-être économique, l'allocation des ressources et la distribution des revenus.

Cette technique a été également utilisée pour analyser l'effet des restrictions aux importations, les auteurs ont trouvé que ces mesures restrictives peuvent conduire à des distorsions dans l'allocation des ressources et ont un impact négatif sur le bien-être économique (Dixit & Norman, 1980) .

Plus récemment, Hertel et Tsigas ont développé un modèle MEGC pour l'analyse des politiques commerciales mondiales. Ce modèle, connu sous le nom de Global Trade Analysis Project (GTAP), est largement utilisé dans la recherche sur les politiques commerciales (Hertel & Tsigas, 1997).

Il est important de noter que bien que la MEGC offre une analyse détaillée et globale du protectionnisme, elle a aussi ses limites. En particulier, cette approche suppose que tous les marchés sont en équilibre, ce qui peut ne pas être le cas dans les économies réelles. De plus, la MEGC nécessite des données détaillées et précises, ce qui peut être difficile à obtenir dans certains cas.

4.3.Méthode d'équilibre partiel

La MEP est une autre approche utilisée pour analyser l'impact des mesures restrictives des importations. Contrairement à la MEGC, qui examine l'économie dans son ensemble, la MEP se concentre sur un seul marché ou secteur et suppose que les autres marchés ne sont pas affectés.

La MEP est un outil précieux pour examiner les effets directs des mesures restrictives des importations sur un secteur spécifique. Par exemple, elle peut aider à déterminer comment une augmentation des tarifs affecte le prix des biens importés et la quantité importée dans le secteur concerné.

(Stigler, 1949) a été l'un des premiers à utiliser la MEP pour analyser l'impact des restrictions commerciales. Dans son travail, Stigler a utilisé cette approche pour étudier l'effet des quotas d'importation sur le marché du sucre aux États-Unis .

Johnson (1953-54), dans ses travaux sur la théorie du commerce international, a utilisé l'équilibre partiel pour analyser l'effet des restrictions aux importations sur la balance commerciale d'un pays (Jhonson, 1953-1954).

Cependant, bien que la MEP soit utile pour analyser l'impact direct des mesures restrictives des importations sur un secteur spécifique, elle a ses limites. En particulier, elle ne tient pas compte des effets indirects de ces mesures sur d'autres secteurs de l'économie. Par conséquent, la MEP est souvent utilisée en conjonction avec la MEGC pour obtenir une image plus complète de l'impact des politiques commerciales :

4.3.1. Impact des Accords de Libre-Échange

Les Accords de Libre-Échange (ALE) sont des instruments majeurs de la politique commerciale internationale. Ils visent à éliminer ou à réduire les obstacles tarifaires et non tarifaires aux échanges entre les pays signataires. Ces accords, souvent négociés bilatéralement ou multilatéralement, ont pour objectif principal d'accroître le commerce et l'investissement entre les pays membres, en favorisant une allocation plus efficace des ressources et en stimulant la croissance économique.

Dans le cadre de l'étude académique mentionnée, deux approches distinctes ont été adoptées pour analyser les implications des ALE sur l'économie. La première approche, basée sur un modèle d'équilibre partiel, s'est concentrée spécifiquement sur les secteurs directement touchés

par les accords. Cette approche permet d'isoler et d'examiner de manière approfondie les répercussions immédiates des ALE sur les industries concernées, notamment en termes de production, d'emploi, et de bien-être des consommateurs.

La seconde approche, ancrée dans un modèle d'équilibre général, a adopté une perspective plus holistique, cherchant à capturer les effets en cascade des ALE sur l'ensemble de l'économie. En utilisant ce modèle, les chercheurs ont été en mesure d'appréhender les retombées économiques indirectes des ALE, notamment les réallocations intersectorielles des ressources, les changements dans la demande de facteurs de production, et les éventuels effets d'entraînement sur les secteurs non directement concernés par les accords.

L'étude s'appuie sur les travaux fondamentaux de Dixit & Norman, qui ont établi des bases solides pour l'analyse des politiques commerciales à l'aide de modèles théoriques. En intégrant ces modèles dans l'examen des ALE, l'étude apporte des éclairages précieux sur les avantages et les défis associés à la libéralisation commerciale, et sur les stratégies optimales que les pays peuvent adopter pour maximiser les bénéfices de ces accords tout en minimisant leurs inconvénients potentiels (Dixit & Norman, 1980).

4.3.2. Analyse des Politiques Agricoles et leurs Impacts Macroéconomiques

Les politiques agricoles, en particulier les subventions, jouent un rôle crucial dans la structuration des marchés agricoles et ont d'importantes répercussions sur l'économie nationale. Dans le contexte de la mondialisation et des défis croissants liés à la sécurité alimentaire, à la durabilité et aux changements climatiques, la compréhension de l'impact de ces politiques est d'une importance capitale.

L'étude menée par Deaton et Muellbauer (1980) s'est révélée être une contribution majeure à cette compréhension. En utilisant la Modélisation d'Équilibre Partiel (MEP), les auteurs se sont penchés sur les conséquences spécifiques des subventions agricoles sur les marchés des produits agricoles individuels. Cette approche permet d'isoler et d'analyser les répercussions directes de ces subventions, telles que les changements de prix, la production et la consommation pour chaque produit agricole concerné.

Cependant, pour capturer l'impact global de ces politiques sur l'économie dans son ensemble, Deaton et Muellbauer ont également incorporé la Modélisation d'Équilibre Général Calculable (MEGC). Grâce à cette approche, ils ont été en mesure d'évaluer les effets macroéconomiques des subventions, notamment les variations de l'emploi, les changements dans le PIB et les

ajustements dans d'autres secteurs de l'économie qui peuvent être indirectement affectés par les politiques agricoles.

L'articulation de ces deux approches a offert une vue panoramique et détaillée des conséquences des subventions agricoles. En se basant sur le travail de Deaton & Muellbauer (1980), cette étude nous rappelle l'importance de considérer à la fois les impacts microéconomiques et macroéconomiques lorsque l'on évalue les politiques publiques, assurant ainsi une prise de décision éclairée et nuancée en matière de politiques agricoles (Deaton & Muellbauer, 1980).

4.3.3. Effets des Tarifs Douaniers

Les tarifs douaniers, en tant que principaux instruments de la politique commerciale, ont des répercussions considérables sur les économies nationales. Ils peuvent façonner les secteurs industriels, influencer les décisions des consommateurs et remodeler les contours macroéconomiques d'un pays. C'est dans ce contexte que le travail de Harris (1984) se révèle particulièrement pertinent pour évaluer les impacts des tarifs douaniers, en particulier pour une économie aussi intégrée et ouverte que celle du Canada.

Pour approfondir cette analyse, Harris a adopté une stratégie méthodologique bimodale. En utilisant d'abord la Modélisation d'Équilibre Partiel (MEP), il a isolé les effets immédiats des tarifs douaniers sur les secteurs spécifiques visés. Cette approche a permis d'évaluer comment ces tarifs influent directement sur les prix, la production et la consommation au sein de ces secteurs, fournissant ainsi des éclairages microéconomiques détaillés.

Néanmoins, pour saisir l'ampleur des répercussions des tarifs sur l'économie canadienne dans son ensemble, Harris a également employé la Modélisation d'Équilibre Général Calculable (MEGC). Cette méthode a permis d'examiner comment les changements initiaux, induits par les tarifs, se propagent à travers l'économie, affectant des secteurs non directement visés par les tarifs. Plus précisément, la MEGC a mis en évidence des ajustements plus larges, notamment des modifications dans les structures de production et de consommation, reflétant la complexité et l'interconnexion des économies modernes.

En combinant ces deux approches, Harris a fourni une image complète et nuancée des implications des tarifs douaniers. Son travail met en lumière la nécessité d'adopter une perspective à la fois micro et macroéconomique pour comprendre pleinement les dynamiques complexes des politiques tarifaires dans un contexte économique donné. (Harris, 1984).

4.4.Méthode de l'analyse d'impact sur la pauvreté et les inégalités (AIP)

L'AIP est une autre méthode essentielle pour évaluer l'impact des mesures restrictives des importations. Comme son nom l'indique, cette approche se concentre sur les effets de ces mesures sur la pauvreté et les inégalités au sein d'une population donnée.

L'AIP est particulièrement pertinente pour les pays en développement, où les mesures restrictives des importations peuvent avoir un impact significatif sur les groupes de population les plus vulnérables. Par exemple, une augmentation des tarifs sur les biens de consommation peut entraîner une hausse des prix, ce qui peut affecter de manière disproportionnée les ménages à faible revenu.

L'une des plus éminentes recherches dans ce domaine, a utilisé l'AIP pour analyser l'impact de diverses politiques économiques sur la pauvreté en Chine (Ravallion, 2001).

De même, des chercheurs ont appliqué l'AIP pour étudier l'impact de la libéralisation commerciale sur la pauvreté et les inégalités au Brésil (Bourguignon & Pereira da Silva, 2003).

4.5.Technique des scénarios de la méthode SEM (Simultaneous Equation Modeling)

Le Modèle d'Équation Structurelle, aussi appelé Simultaneous Equation Modelling (SEM), est une technique avancée de modélisation multivariée. Ce cadre méthodologique combine les aspects de l'analyse factorielle multivariée et de l'analyse de régression multiple. Il est particulièrement efficace lorsqu'il s'agit de tester des hypothèses complexes qui impliquent des relations de causalité ou de dépendance entre différentes variables, qu'elles soient observées ou latentes.

En termes simples, le SEM est une extension de la modélisation de régression générale qui permet à la fois des relations directes et indirectes entre un ensemble de variables dépendantes et indépendantes. Cela peut être utile pour étudier des phénomènes complexes tels que l'impact des mesures restrictives des importations sur l'économie d'un pays, où plusieurs variables et facteurs interagissent simultanément.

Les chercheurs qui ont utilisé le SEM pour modéliser les impacts des politiques commerciales incluent (Bollen & Pearl, 2013) qui ont utilisé cette méthode pour examiner les relations entre le développement économique et la politique commerciale. De même, (Muthén & Asparouhov, 2012) ont utilisé le SEM pour étudier les liens entre la réglementation du commerce et le développement économique.

Ces études illustrent la manière dont le SEM peut être appliqué pour simuler divers scénarios et évaluer leur impact probable sur l'économie.

Tableau 4: Comparaison des Méthodologies d'Analyse Économique.

Méthodologie/Technique	Forces	Limites	Champ d'application le plus approprié
Méthodologie d'évaluation	- Approche flexible pouvant être adaptée à de nombreuses questions de recherche.	Méthodologie d'évaluation	- Approche flexible pouvant être adaptée à de nombreuses questions de recherche.
Méthodologie d'équilibre générale calculable (MEGC)	- Analyse l'ensemble de l'économie.	Méthodologie d'équilibre générale calculable (MEGC)	- Analyse l'ensemble de l'économie.
Méthode d'équilibre partiel	- Focalise sur un secteur ou marché.	Méthode d'équilibre partiel	- Focalise sur un secteur ou marché.
Analyse d'impact sur la pauvreté et les inégalités (AIP)	- Permet une analyse centrée sur des groupes spécifiques.	- Nécessite des données démographiques et économiques détaillées. - Modélisation peut être complexe	Analyse d'impact sur la pauvreté et les inégalités (AIP)
Technique des scénarios de la méthode SEM (Simultaneous Equation Modeling)	- Permet d'estimer plusieurs équations simultanément. - Tient compte des relations de cause à effet entre variables.	- Exige des compétences techniques. - Nécessite des données appropriées et de grande qualité. - Hypothèses de modélisation peuvent être restrictives.	Analyse de systèmes où plusieurs variables interagissent simultanément.

Source : élaboré par l'auteur.

Conclusion du chapitre

Ce premier chapitre a dépeint un cadre théorique exhaustif des mesures restrictives des importations, mettant en lumière leur place dans l'arène du commerce international. Des théories fondamentales du commerce, comme celle des avantages comparatifs de Ricardo, jusqu'aux approches modernes de Krugman et Melitz, nous avons sondé les diverses facettes des interactions économiques mondiales. Nous avons aussi décortiqué la multiplicité des politiques commerciales, identifiant à la fois leurs motivations et leurs conséquences potentielles. Dans ce contexte, le rôle des institutions réglementaires internationales, notamment l'Organisation mondiale du commerce, est apparu comme un élément central pour façonner ces politiques. En conclusion, l'importance d'une évaluation méthodologique variée, combinant équilibre général, analyse d'impact et autres outils, a été mise en avant, soulignant la nécessité d'une approche holistique pour saisir pleinement les implications des mesures restrictives des importations.

**CHAPITRE 02 : IMPLICATIONS DES MESURES
RESTRICTIVES DES IMPORTATIONS SUR
L'ÉCONOMIE NATIONALE**

Chapitre 02 : Implications des mesures restrictives des importations sur l'économie nationale

Dans ce chapitre, nous examinerons les implications des politiques commerciales restrictives sur les économies nationales. Bien que ces politiques puissent avoir des impacts variés, en fonction de divers facteurs tels que la structure économique d'un pays, nous offrirons une analyse complète de leurs effets.

D'abord, nous établirons un cadre conceptuel pour comprendre comment ces mesures influencent les économies, en identifiant les variables économiques pertinentes. Ensuite, nous analyserons les conséquences directes de ces politiques, notamment en ce qui concerne la compétitivité, la balance commerciale, la croissance, l'emploi et le niveau de vie.

Finalement, nous illustrerons par des études de cas réels, permettant d'identifier les meilleures pratiques et les écueils communs liés à l'adoption de mesures restrictives.

Section 01 : Cadre conceptuel de l'impact des mesures restrictives des importations

Dans cette section, nous aborderons le cadre conceptuel qui nous permet de comprendre l'impact des mesures restrictives des importations sur l'économie nationale. Nous allons d'abord identifier les variables et les agrégats économiques pertinents qui peuvent être affectés par ces mesures. Ensuite, nous examinerons les mécanismes par lesquels ces mesures peuvent influencer l'économie nationale. Cette analyse nous aidera à comprendre de manière plus holistique les implications potentielles du protectionnisme sur une économie.

1.1.Éléments économiques clés influencés par les restrictions d'importation

Les restrictions d'importation, par leur nature, ont des conséquences directes et indirectes sur une variété de variables et d'agrégats économiques. Pour comprendre en profondeur les effets de ces mesures, il est essentiel d'examiner les différents composants économiques qu'elles affectent.

1.1.1. Produit Intérieur Brut (PIB)

Le Produit Intérieur Brut, communément désigné par son acronyme PIB, est un concept central en économie. Cet agrégat sert à quantifier la valeur totale des biens et services générés à l'intérieur des frontières d'un pays au cours d'une année ou d'un autre intervalle spécifié. À ce titre, il est fréquemment érigé en baromètre de la santé économique d'une nation (Capul & Garnier, 2013).

Toutefois, le PIB ne se construit pas en vase clos; il est le fruit de dynamiques internes et externes. Dans ce contexte, les politiques commerciales, et plus particulièrement les restrictions à l'importation, peuvent agir comme des leviers modulant sa valeur. Ces restrictions, en faisant grimper le coût des produits importés, peuvent entraver la capacité de consommation des ménages, se traduisant par une pression à la baisse sur le PIB (Harrison, 1996).

Cependant, cette vision ne doit pas masquer l'autre facette de la médaille. En effet, ces mêmes restrictions, en érigeant des barrières contre la concurrence étrangère, peuvent offrir un terrain fertile aux industries nationales. Cette protection, en renforçant la production domestique, peut en retour insuffler une dynamique positive au PIB. Ainsi, loin d'être unidimensionnelles, les implications des politiques de restriction à l'importation sur le PIB sont nuancées, dictées par des logiques parfois contradictoires mais toujours interdépendantes.

1.1.2. Industrie locale

L'industrie locale d'un pays constitue le socle sur lequel repose une part significative de sa croissance et de son développement économique. Dans une ère de mondialisation croissante, les industries locales font face à une concurrence internationale accrue. Dans ce contexte, les politiques commerciales, spécifiquement les mesures restrictives à l'importation, apparaissent comme des outils que les gouvernements peuvent déployer pour façonner cet environnement concurrentiel.

En instaurant ces mesures, les gouvernements cherchent à ériger des barrières afin de protéger les industries domestiques des assauts concurrentiels venant de l'extérieur. Rodrik souligne que ces mécanismes peuvent, en effet, offrir un répit à ces industries. Les conséquences immédiates peuvent être visibles sous la forme d'une hausse de la production locale et d'une augmentation de l'emploi dans les secteurs bénéficiant de cette protection (Rodrik, 2018).

Cependant, cette médaille a son revers. Si, à court terme, les industries locales peuvent profiter d'une telle protection, à long terme, l'absence de concurrence étrangère peut saper les dynamiques d'innovation. En effet, la concurrence, souvent perçue comme un défi, est également une puissante source de motivation pour les entreprises à innover, à rechercher de nouvelles méthodes de production ou à améliorer leur efficacité. Ainsi, en l'absence de cette aiguillon, les industries pourraient se retrouver dans une zone de confort qui, à terme, pourrait compromettre leur compétitivité et leur capacité d'innovation.

1.1.3. Consommateurs et prix

L'un des principaux moteurs de la décision d'achat pour un consommateur est le prix des biens et services. Dans le contexte globalisé actuel, de nombreux produits consommés sont importés, ce qui les rend sensibles aux politiques commerciales, en particulier aux mesures restrictives à l'importation. Lorsqu'un gouvernement décide de mettre en place de telles mesures, cela peut entraîner une cascade d'effets sur les consommateurs.

Premièrement, une restriction des importations peut conduire à une augmentation du coût des biens importés. Cela se traduit généralement par une hausse des prix à la consommation pour ces produits, ce qui peut avoir pour conséquence directe de diminuer la capacité d'achat des consommateurs. Dans une certaine mesure, cette hausse des prix peut contraindre les consommateurs à réduire leur consommation ou à se tourner vers des alternatives locales, qui pourraient ne pas toujours correspondre en termes de qualité ou de préférence.

Chapitre 02 : Implications des mesures restrictives des importations sur l'économie nationale

Par ailleurs, l'impact ne se limite pas à une simple dynamique d'offre et de demande. Les effets des mesures restrictives ne sont pas isolés aux produits directement touchés. En effet, une augmentation des prix des biens importés peut exercer des pressions inflationnistes sur l'économie dans son ensemble, ce qui peut à son tour avoir des implications sur le pouvoir d'achat des ménages et la qualité de vie en général (Goldberg & Knetter, 1997).

Il est donc crucial pour les décideurs politiques de peser soigneusement les avantages potentiels des restrictions d'importation en termes de protection des industries locales par rapport aux coûts potentiels pour les consommateurs. Une évaluation approfondie des retombées sur l'économie globale, la qualité de vie des citoyens et les tendances inflationnistes est impérative pour une politique équilibrée et efficace.

1.1.4. Balance commerciale

La balance commerciale, en tant que reflet du rapport entre les exportations et les importations d'un pays, est un indicateur clé de la santé économique d'une nation. Elle donne un aperçu du niveau de dépendance d'un pays par rapport à l'étranger, que ce soit pour ses besoins de consommation ou pour les débouchés de ses propres productions. Dans ce cadre, les mesures restrictives des importations sont souvent envisagées comme des leviers pour influencer directement cet indicateur (Capul & Garnier, 2013).

À première vue, en imposant des restrictions à l'importation, un pays pourrait s'attendre à voir une réduction immédiate de ses importations, ce qui pourrait entraîner une amélioration de la balance commerciale. Cette amélioration, cependant, pourrait être trompeuse. Bien qu'il puisse y avoir un avantage à court terme, les effets à long terme de telles politiques pourraient s'avérer moins bénéfiques.

Une restriction des importations peut, par exemple, offrir une protection à certaines industries locales, leur permettant ainsi de prospérer dans un environnement moins concurrentiel. Cependant, cette même protection peut aussi rendre ces industries moins compétitives sur le marché mondial, car l'absence de concurrence pourrait réduire leur incitation à innover et à améliorer leur efficacité. Si ces industries deviennent moins compétitives à l'échelle mondiale, leurs exportations pourraient en pâtir, ce qui à son tour pourrait affecter négativement la balance commerciale du pays.

La dynamique de la balance commerciale dans le contexte des restrictions d'importation n'est pas simple et linéaire. La balance commerciale ne se résume pas uniquement à la différence

Chapitre 02 : Implications des mesures restrictives des importations sur l'économie nationale

entre exportations et importations; elle reflète également la compétitivité, l'innovation, et la capacité d'une économie à répondre aux défis mondiaux (Krugman & Obstfeld, 2009).

1.1.5. Investissements étrangers

L'attrait pour les investissements directs étrangers (IDE) est essentiel pour de nombreux pays, en particulier pour ceux en développement ou pour ceux cherchant à diversifier leur base économique. Les IDE jouent un rôle crucial non seulement en termes d'apport de capitaux, mais aussi en matière de transfert de technologie, de renforcement des compétences et d'intégration dans les chaînes de valeur mondiales (Capul & Garnier, 2013).

Dans ce contexte, les politiques commerciales, y compris les restrictions à l'importation, peuvent avoir des implications importantes. En mettant en place des barrières à l'entrée, les restrictions d'importation peuvent rendre le marché intérieur moins attrayant pour les entreprises étrangères. Cela peut être particulièrement problématique si ces entreprises considéraient précédemment le pays comme une plateforme d'exportation vers d'autres marchés.

Cependant, il y a aussi des implications au-delà de l'accès au marché. Les restrictions peuvent être perçues par les investisseurs potentiels comme un signe d'un environnement commercial moins ouvert ou moins prévisible. Cette perception peut dissuader les entreprises étrangères de s'implanter ou d'élargir leurs activités existantes.

L'impact des politiques commerciales sur les IDE est profond. Une réduction des IDE peut affecter négativement la création d'emplois, surtout si les investisseurs étrangers étaient à l'origine de projets à forte intensité de main-d'œuvre. De plus, en dissuadant l'investissement étranger, un pays pourrait également manquer d'opportunités d'acquérir de nouvelles technologies ou d'accéder à de nouvelles méthodes de gestion et de production (Barro & Sala-i-Martin, 2004).

1.2.mécanismes de transmission des mesures restrictives sur l'économie nationale

Les restrictions d'importation peuvent avoir un impact sur l'économie d'un pays par le biais de divers canaux de transmission. Ce sont ces mécanismes qui transforment les politiques commerciales en résultats économiques concrets. Il est essentiel de comprendre ces mécanismes pour pouvoir évaluer correctement les conséquences des restrictions d'importation (Rodrik, 1995).

1.2.1. Canaux de prix

Le protectionnisme réduit la disponibilité de biens importés sur le marché domestique. Cette diminution de l'offre, en l'absence de toute variation de la demande, entraîne une augmentation des prix des biens sur le marché domestique (Feenstra, 1989). Cette hausse des prix a plusieurs implications. Pour les consommateurs, elle entraîne une diminution du pouvoir d'achat et, par conséquent, une réduction de la consommation globale. Pour les entreprises qui dépendent des importations pour leurs intrants de production, cela se traduit par une augmentation des coûts de production qui peut se répercuter sur la réduction de la production et, éventuellement, de l'emploi (Krugman & Obstfeld, 2009).

1.2.2. Canaux de substitution de production

Des mesures protectionnistes fournissent un "bouclier" aux industries locales, les protégeant de la concurrence des biens importés. Cela peut encourager la production locale, puisque les biens qui étaient auparavant importés doivent maintenant être produits au niveau national (Melitz, 2003).

En théorie, cela peut entraîner une augmentation de l'emploi dans les industries protégées. Cependant, il est essentiel de noter que cela peut entraîner une réduction de l'efficacité économique si les producteurs nationaux sont moins productifs que leurs concurrents étrangers, ce qui se traduit par une hausse des prix (Rodrik, 1995).

1.2.3. Canaux d'investissement

Les restrictions d'importation, en augmentant le coût des biens de capital importés, peuvent avoir un effet dissuasif sur l'investissement (Grossman & Helpman, 1991). Cela peut avoir des implications à long terme sur la croissance économique en réduisant la capacité productive du pays. Cependant, dans le même temps, la protection du marché domestique peut encourager l'investissement dans les industries locales. C'est un canal par lequel les restrictions d'importation peuvent avoir des effets mixtes sur l'économie.

1.2.4. Canaux de commerce extérieur

Les restrictions d'importation peuvent améliorer temporairement la balance commerciale d'un pays en réduisant les importations. Cependant, cette amélioration peut être de courte durée si les industries locales ne sont pas compétitives sur le marché mondial. De plus, les pays touchés

Chapitre 02 : Implications des mesures restrictives des importations sur l'économie nationale

par les restrictions d'importation peuvent réagir en imposant leurs propres restrictions, provoquant une guerre commerciale qui peut réduire le commerce mondial (Krugman P. , 1987).

Dans l'ensemble, il est crucial de comprendre que ces canaux de transmission ne fonctionnent pas en isolation. Ils sont interdépendants et leur impact sur l'économie dépend de la structure économique du pays, de la nature des mesures protectionnistes et du contexte mondial dans lequel elles sont imposées.

Section 02 : Conséquences économiques du protectionnisme

Cette section se propose d'examiner les implications économiques du protectionnisme. Elle mettra l'accent sur l'impact de ses mesures sur la compétitivité de l'industrie nationale, la balance commerciale, la croissance économique, l'emploi et le niveau de vie dans différents pays. L'objectif est de mettre en évidence les effets interconnectés et multiformes de ces politiques sur l'économie globale.

2.1.Effets sur la compétitivité de l'industrie nationale

Les restrictions à l'importation sont généralement mises en place pour protéger l'industrie nationale de la concurrence étrangère. La logique est que, sans concurrence externe, les entreprises nationales auront l'occasion de croître et de devenir plus compétitives. Cependant, les études existantes montrent une image plus nuancée.

Nicita et Olarreaga ont analysé l'impact des limitations d'importation sur le secteur manufacturier indien. Bien que ces limitations aient favorisé la croissance de l'industrie nationale, elles ont aussi entraîné une diminution de l'efficacité de production. Cette dernière a ultimement affecté la compétitivité du secteur sur la scène internationale (Nicita & Olarreaga, 2006).

De manière similaire, une étude de 2018 de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur l'impact des restrictions commerciales en Chine a révélé que ces mesures ont entraîné une augmentation des coûts de production et une diminution de la productivité, rendant les entreprises chinoises moins compétitives sur le marché mondial (OECD, 2018).

2.1.1. Efficacité statique et mesures restrictives

Dans une perspective d'efficacité statique, les mesures restrictives des importations peuvent provoquer une perte d'efficacité dans l'industrie nationale. En limitant la concurrence étrangère, ces mesures peuvent permettre aux entreprises locales de maintenir des prix supérieurs à ceux du marché mondial (Bagwell & Staiger, 1999). En outre, sans la pression de la concurrence internationale, les entreprises locales pourraient avoir moins d'incitation à innover et à minimiser leurs coûts (Amiti & Konings, 2007). Ainsi, le protectionnisme pourrait réduire l'efficacité statique de l'industrie nationale.

2.1.2. Efficacité dynamique et "protection infantile"

Cependant, dans une perspective d'efficacité dynamique, les mesures restrictives pourraient aider à développer des industries naissantes et à renforcer leur compétitivité à long terme. Cette idée est étroitement liée à la théorie de la "protection infantile", qui propose que certaines industries en développement pourraient bénéficier d'une protection temporaire pour se développer et devenir compétitives à l'échelle internationale (Liu & Ornelas, 2014).

Toutefois, il faut souligner que l'efficacité de cette stratégie dépend en grande partie de la capacité des entreprises locales à apprendre et à innover pendant la période de protection. En outre, la stratégie de "protection infantile" pourrait entraîner des coûts élevés pour les consommateurs, qui sont contraints de payer des prix plus élevés pour les produits protégés (Evenett & Primo Braga, 2005).

Les mesures restrictives des importations peuvent avoir un impact complexe sur la compétitivité de l'industrie nationale. L'effet spécifique de ces mesures peut dépendre de divers facteurs, tels que le stade de développement de l'industrie, le niveau de concurrence internationale, et la capacité d'adaptation et d'apprentissage des entreprises locales (Melitz, 2003).

2.2. Répercussions sur la balance commerciale et les échanges internationaux

Les barrières à l'importation ont des répercussions directes sur la balance commerciale d'un pays et sur ses échanges internationaux. En limitant les importations, ces mesures visent à réduire les déficits commerciaux et à favoriser une plus grande autonomie économique. Cependant, les conséquences peuvent être complexes et dépendent des conditions spécifiques du pays et des partenaires commerciaux.

2.2.1. Impact initial sur la balance commerciale

En instaurant des mesures restrictives des importations, le but immédiat est généralement de corriger les déséquilibres de la balance commerciale en diminuant le volume des importations. Cette politique protectionniste peut, en théorie, entraîner une amélioration du solde commercial. Toutefois, cette amélioration ne peut être garantie. Cette amélioration dépend des élasticités-prix des importations et des exportations. Il a été prouvé qu'une restriction des importations ne réduira le déficit commercial que si la somme des élasticités-prix des importations et des exportations est supérieure à un (Lerner, 1936). Cela signifie que pour une

Chapitre 02 : Implications des mesures restrictives des importations sur l'économie nationale

restriction à réussir, il faut que la demande des biens exportés et importés soit suffisamment sensible aux changements de prix.

2.2.2. Impacts géopolitiques

Outre les effets sur la balance commerciale, les mesures restrictives des importations peuvent avoir des implications sérieuses sur la dynamique du commerce international. Ces mesures peuvent inciter les partenaires commerciaux du pays qui impose ces restrictions à prendre des mesures de rétorsion, en imposant leurs propres barrières commerciales (Bagwell & Staiger, 2001). Cette situation pourrait déclencher une guerre commerciale, ce qui peut s'avérer néfaste pour toutes les parties concernées. En outre, (Eaton & Kortum, 2002) ont également montré que les mesures restrictives peuvent causer une distorsion du commerce mondial, en poussant les entreprises à rediriger leurs exportations vers des pays qui n'imposent pas de restrictions, ce qui peut nuire à l'efficacité globale du commerce mondial.

2.2.3. Conséquences structurelles

À plus long terme, les mesures restrictives des importations peuvent remodeler la structure du commerce international et la productivité des économies nationales. Ces mesures, en protégeant des industries locales spécifiques, peuvent conduire à une allocation inefficace des ressources, en détournant celles-ci vers des secteurs moins compétitifs, entraînant une baisse de la productivité globale (Neary, 2002). De plus, elles peuvent entraver l'intégration des pays dans les chaînes de valeur mondiales, limitant ainsi leur capacité à tirer profit des avantages de la spécialisation et de la division internationale du travail (Antràs & Staiger, 2012).

2.3. Impact sur la croissance économique, l'emploi et le niveau de vie

L'impact des mesures restrictives d'importation dépasse largement le seul cadre des échanges commerciaux ou de l'industrie nationale. Ces mesures ont des conséquences directes et indirectes sur plusieurs aspects essentiels de l'économie, comme la croissance économique, l'emploi et le niveau de vie de la population. Cette section se propose d'explorer ces impacts, en mettant en lumière les différentes facettes de ces conséquences.

2.3.1. Les conséquences sur la croissance économique

Les interventions protectionnistes, telles que les mesures restrictives des importations, posent un défi d'interprétation quant à leurs conséquences sur la croissance économique. D'une part,

elles constituent un bouclier pour les secteurs nationaux, les préservant des aléas de la concurrence internationale. En conséquence, ces mesures peuvent induire une augmentation de la production domestique, agissant ainsi comme un catalyseur de la croissance économique à court terme (Rodrik, 1986). Toutefois, cette effervescence économique initiale risque d'être éphémère. À moyen et long termes, les bienfaits apparents de ces politiques protectionnistes peuvent s'amenuiser, voire s'inverser. De nombreux économistes postulent que les entraves commerciales, en décourageant la concurrence, peuvent diminuer l'efficacité globale du marché. Une telle dynamique est susceptible d'atténuer la vigueur innovatrice des entreprises, de compromettre la compétitivité à l'échelle mondiale et, finalement, de mettre un frein à la progression économique sur une durée prolongée (Aghion, Bergeaud, Lequien, & Melitz, 2018).

2.3.2. Répercussions sur l'emploi

La mise en œuvre de mesures restrictives des importations engendre une série de répercussions intriquées liées au marché de l'emploi, nécessitant une analyse approfondie pour en saisir toute la complexité. Dans une perspective à court terme, ces interventions réglementaires semblent conférer un avantage non négligeable aux secteurs bénéficiaires. En effet, en les isolant de la concurrence internationale, ces mesures ont tendance à préserver, voire renforcer, l'emploi au sein des industries bénéficiaires. Cette stabilisation conjoncturelle offre aux salariés un sentiment d'assurance quant à la pérennité de leur profession.

Néanmoins, une observation longitudinale de la situation offre une perspective nettement plus nuancée. Sur le long terme, ces mesures protectionnistes peuvent constituer un obstacle majeur à la nécessaire restructuration économique. Une économie efficiente se doit d'évoluer continuellement, abandonnant progressivement ses industries obsolètes au profit d'activités à plus forte valeur ajoutée. Si cette dynamique est contrecarrée par des interventions trop interventionnistes, l'économie pourrait s'exposer à un risque de stagnation. Les industries, bien qu'artificiellement protégées, pourraient perdre en compétitivité globale, induisant une potentielle inefficacité allocative des ressources.

Cette rigidité structurelle induite risque d'engendrer un phénomène de chômage endémique. Ce dernier diffère du chômage conjoncturel, car il est le fruit de mutations profondes et durables de l'architecture économique. En parallèle, on pourrait assister à une atonie des salaires, en particulier si les secteurs protégés ne parviennent pas à opérer les transformations nécessaires à leur modernisation (Krueger, 1990).

2.3.3. Impact sur le niveau de vie

Quand on évoque l'impact des mesures restrictives des importations sur le niveau de vie, plusieurs conséquences directes et indirectes surgissent. Premièrement, ces mesures peuvent conduire à une augmentation significative des prix des biens de consommation. Cette augmentation est souvent le résultat de l'absence de produits concurrentiels moins chers sur le marché. Ainsi, en l'absence de ces produits importés souvent plus abordables, les consommateurs se retrouvent face à une offre réduite et des prix plus élevés. Cette dynamique peut nettement diminuer le pouvoir d'achat des ménages, les obligeant à consacrer une part plus importante de leurs revenus à l'acquisition de biens essentiels, laissant ainsi moins de marge pour d'autres besoins ou loisirs (Nicita, 2013).

De surcroît, les mesures restrictives impactent également la diversité des produits disponibles sur le marché. Les consommateurs bénéficient généralement d'un choix plus vaste lorsque les marchés sont ouverts à l'international. Cette diversité non seulement enrichit le quotidien des consommateurs en leur offrant une gamme élargie de produits, mais elle favorise également la concurrence, conduisant souvent à une amélioration de la qualité des produits et à des innovations. Lorsque cet accès est limité par des mesures restrictives, le bien-être des consommateurs peut être sérieusement compromis. Ils se retrouvent contraints à des choix réduits, ce qui peut affecter leur satisfaction générale et, par extension, leur qualité de vie.

Chapitre 02 : Implications des mesures restrictives des importations sur l'économie nationale

Section 03: Approche macroéconomique keynésienne des implications des mesures restrictives

Cette section se concentre sur l'approche macroéconomique keynésienne pour examiner les implications des mesures restrictives des importations. Nous commencerons par explorer les principes fondamentaux de l'économie keynésienne qui sont essentiels pour comprendre cette perspective. Nous introduirons ensuite les équations de comportement keynésiennes et les identités comptables, qui constituent l'ossature de l'analyse keynésienne. Nous appliquerons ensuite ces outils à l'étude des restrictions à l'importation pour comprendre comment ces mesures peuvent affecter l'économie d'une nation à travers le prisme de la théorie keynésienne. Enfin, nous discuterons des limitations et des critiques de cette approche pour avoir une vue équilibrée de sa pertinence et de sa validité.

3.1. Les fondamentaux de l'économie keynésienne

L'économie keynésienne est une théorie économique qui soutient que le gouvernement doit intervenir dans l'économie pour assurer la stabilité et la croissance économique. Elle tire son nom de son créateur, l'économiste britannique John Maynard Keynes. Ses principaux principes comprennent l'importance de la demande totale dans la détermination du niveau de la production économique, l'idée que les marchés ne sont pas toujours efficaces et peuvent nécessiter une intervention gouvernementale, et l'importance de la stabilité macroéconomique (Keynes, 1936).

Tableau 5: Comparaison de l'économie classique et de l'économie keynésienne

Économie	Classique	Keynésienne
Rôle du gouvernement	Minimum	Intervention nécessaire
Marché libre	Efficace	Peut-être inefficace
Chômage	Temporaire	Peut-être persistant
Variation de la demande	Pas importante	Très importante
Politique économique	Laisser-faire	Politique fiscale et monétaire

Source : Réalisé par l'auteur.

L'impact des politiques keynésiennes sur l'économie a été l'objet de nombreuses recherches. Une étude de 2012 de l'économiste Olivier Blanchard a examiné l'impact des politiques fiscales

Chapitre 02 : Implications des mesures restrictives des importations sur l'économie nationale

sur la croissance économique dans les pays de l'OCDE. Il a trouvé que les augmentations des dépenses publiques ont un effet positif significatif sur la croissance économique, ce qui est cohérent avec les théories keynésiennes (Blanchard & Leigh, 2013).

Cependant, comme toute théorie économique, l'économie keynésienne a ses critiques. Certains soutiennent que l'intervention gouvernementale peut être inefficace ou créer des distorsions sur le marché. D'autres soutiennent que l'accent mis sur la demande totale néglige l'importance de l'offre dans la détermination de la production économique.

3.2. Les équations de comportement keynésiennes et les identités comptables keynésiennes

L'économie keynésienne peut être analysée à la fois dans le contexte d'une économie fermée et d'une économie ouverte. Voici comment les équations de comportement et les identités comptables peuvent être modifiées dans chaque contexte :

3.2.1. Équations de comportement

Consommation : Dans les deux types d'économie, la fonction de consommation keynésienne est définie de la même manière. La consommation (C) est une fonction du revenu disponible (YD), soit $C = c_0 + c_1 * YD$

Investissement : Dans une économie fermée, l'investissement (I) dépend de la marge entre le rendement attendu des investissements et le taux d'intérêt, soit $I = b_0 - b_1 * r$. Dans une économie ouverte, l'investissement peut également dépendre du taux de change et du taux d'intérêt étranger.

3.2.2. Identités comptables

Économie fermée : Dans une économie fermée, l'égalité entre l'investissement et l'épargne ($I = S$) est respectée. De plus, la production totale (Y) est égale à la consommation plus l'investissement ($C + I$).

Économie ouverte : Dans une économie ouverte, l'épargne domestique n'est pas nécessairement égale à l'investissement domestique, car les fonds peuvent être empruntés ou prêtés à l'étranger. Par conséquent, l'équation devient $S = I + (X - M)$ ³. En outre, la production totale est égale à la consommation plus l'investissement plus le solde commercial ($C + I + (X - M)$).

³ X est l'exportation et M est l'importation

Tableau 6: Comparaison des Composantes Économiques : Économie Fermée vs Économie Ouverte

	Économie Fermée	Économie Ouverte
Consommation	$C = c_0 + c_1 * YD$	$C = c_0 + c_1 * YD$
Investissement	$I = b_0 - b_1 * r$	I peut également dépendre du taux de change et du taux d'intérêt étranger
Épargne et investissement	$S = I$	$S = I + (X - M)$
Production totale	$Y = C + I$	$Y = C + I + (X - M)$
Consommation	$C = c_0 + c_1 * YD$	$C = c_0 + c_1 * YD$

Source : (Mankiw, 2016) , (Obstfeld & Rogoff, 1996), (Krugman, Obstfeld, & Melitz, 2015)

3.3. Application de la théorie keynésienne aux restrictions d'importation

Dans le contexte d'une application plus approfondie de la théorie keynésienne aux restrictions d'importation, des points précis de la théorie keynésienne sont abordés et examinés en termes d'application à une politique commerciale protectionniste.

La théorie keynésienne stipule que les dépenses du gouvernement peuvent être utilisées pour stimuler la demande globale dans une économie, particulièrement en période de faible activité économique (Mankiw, 2016). Les restrictions d'importation, en tant que forme d'intervention gouvernementale, cherchent à orienter la structure de la demande en faveur des produits nationaux. L'objectif étant d'augmenter la demande de biens produits localement pour stimuler la production intérieure, ce qui, en théorie, pourrait conduire à une augmentation de l'emploi.

Cependant, la théorie keynésienne met également en avant les limites de cette approche. Tout d'abord, le "piège de la liquidité" qui indique qu'en période de récession économique, les individus et les entreprises peuvent choisir de conserver leur argent plutôt que de dépenser ou d'investir malgré les efforts du gouvernement pour stimuler la demande (Auerbach & Obstfeld, 2005).

Deuxièmement, la "parabole du vieux travailleur" suggère que si une économie est déjà proche de sa capacité de production maximale, toute tentative de stimuler davantage la production peut conduire à une inflation plutôt qu'à une augmentation de la production. Dans le contexte des restrictions d'importation, cela signifie que si la capacité de production nationale est déjà

Chapitre 02 : Implications des mesures restrictives des importations sur l'économie nationale

maximisée, des restrictions supplémentaires sur les importations pourraient conduire à une augmentation des prix plutôt qu'à une augmentation de la production.

Troisièmement, l'effet de l'éviction suggère que l'intervention du gouvernement dans l'économie peut déplacer ou "évincer" l'investissement privé. Par exemple, si le gouvernement impose des restrictions d'importation dans le but de stimuler la production locale, cela pourrait entraîner une augmentation des prix des biens locaux, ce qui pourrait à son tour réduire la demande de ces biens et donc l'investissement privé dans la production de ces biens (Krugman & Obstfeld, 2009).

Enfin, la théorie keynésienne souligne également l'importance de la stabilité économique. Les politiques commerciales protectionnistes, comme les restrictions d'importation, peuvent provoquer des réactions de la part des partenaires commerciaux et potentiellement conduire à une instabilité économique (Obstfeld & Rogoff, 1996).

3.4.Limitations et critiques de l'approche keynésienne

Malgré les succès notables attribués à l'approche keynésienne, il existe un certain nombre de critiques et de limitations qui ont été mises en avant par divers courants de pensée économique.

Premièrement, le monétarisme, conduit par Milton Friedman, offre une opposition significative à la perspective keynésienne. Friedman (1968) conteste la préférence de Keynes pour l'intervention gouvernementale pour stimuler l'économie, en suggérant que cela pourrait conduire à une spirale inflationniste insoutenable, aussi connue sous le nom de "stagflation". Pour les monétaristes, la politique monétaire, plutôt que fiscale, est vue comme le principal outil pour influencer la demande globale (Friedman, 1968) .

Deuxièmement, l'école néoclassique, avec des figures telles que Robert Lucas, conteste l'idée keynésienne que les marchés ne s'ajustent pas rapidement. Lucas a proposé la théorie des attentes rationnelles, suggérant que les individus prennent des décisions en se basant sur toutes les informations disponibles, ce qui leur permet de répondre rapidement aux changements de politique, remettant ainsi en cause l'efficacité des interventions gouvernementales (Lucas, 1972).

Troisièmement, l'école autrichienne, représentée par Friedrich Hayek, critique l'approche keynésienne pour son absence de considération des contraintes budgétaires à long terme. (Hayek, 1941) soutient que les dépenses publiques peuvent créer un cycle de boom et de krach

Chapitre 02 : Implications des mesures restrictives des importations sur l'économie nationale

économique, menant à des problèmes économiques à long terme comme les déficits budgétaires et la dette publique.

Enfin, la perspective keynésienne a été critiquée pour son traitement des individus comme des acteurs passifs, plutôt que des décideurs proactifs. Les économistes comportementaux ont souligné que les individus sont capables de prendre des décisions complexes et que leur comportement ne se réduit pas simplement à une réaction aux changements de politique (Thaler & Sunstein, 2008).

Section 04 : Études de cas sur des pays ayant adopté des mesures restrictives et leurs résultats

Cette section examine divers cas d'application de mesures restrictives d'importations dans trois régions du monde : la Chine, les États-Unis et l'Union européenne. Ces exemples réels serviront à illustrer les conséquences de ces politiques sur les économies nationales et à tirer des leçons pertinentes pour d'autres pays envisageant des mesures similaires.

4.1. Les mesures restrictives en Chine

La Chine, avec sa politique commerciale unique, offre un cas d'étude pertinent pour comprendre l'impact des mesures restrictives des importations sur une économie nationale. Le pays a connu une croissance économique rapide et soutenue depuis les années 1980, en grande partie grâce à l'adoption de réformes économiques et commerciales importantes. Cependant, il a également utilisé diverses formes de restrictions aux importations pour protéger ses industries naissantes.

4.1.1. Nature des mesures restrictives en Chine

La Chine, en tant que l'une des plus grandes économies du monde, a fait preuve d'une adaptabilité remarquable dans la formulation et la mise en œuvre de ses politiques commerciales au fil des ans. Cette adaptabilité est notamment visible dans la nature des mesures restrictives qu'elle a employées pour réguler ses échanges avec le reste du monde.

Historiquement, la Chine a recouru à des instruments variés pour encadrer son commerce. Les tarifs douaniers, par exemple, ont été largement utilisés comme instruments de protection de l'industrie naissante et de régulation de l'accès au marché chinois. Ces tarifs ont souvent été ajustés en fonction des besoins économiques du moment, reflétant une approche pragmatique de la politique commerciale.

Cependant, au-delà des simples tarifs, la Chine a également eu recours à des mesures non tarifaires pour réguler ses échanges. Ces mesures, souvent désignées sous le terme de NTBs (non-tarif barriers), couvrent un éventail beaucoup plus large d'actions. Parmi ces NTBs, certaines, comme les restrictions basées sur des considérations de santé, de sécurité ou d'environnement, peuvent avoir un fondement légitime. Elles peuvent être mises en place pour protéger la population contre des produits dangereux, pour préserver l'environnement ou encore pour respecter des normes internationales.

Chapitre 02 : Implications des mesures restrictives des importations sur l'économie nationale

Ces mesures, bien qu'elles puissent sembler protectionnistes à première vue, peuvent parfois refléter des préoccupations légitimes. Cependant, il convient également de reconnaître que dans certains cas, ces mesures peuvent être utilisées de manière stratégique pour favoriser les industries locales ou pour répondre à des défis politiques internes (Lardy, 2002).

4.1.2. Effets sur l'économie chinoise

L'économie chinoise, au cours des dernières décennies, a été le témoin d'une transformation sans précédent, passant d'une économie planifiée à une économie de marché dynamique. Une partie de cette transformation a été façonnée par des décisions stratégiques concernant le commerce international, en particulier les restrictions d'importation.

Il est indéniable que ces mesures protectionnistes ont eu des avantages pour l'économie chinoise. Dans les premières phases du développement économique de la Chine, ces restrictions ont permis à de nombreuses industries locales de prospérer à l'abri de la concurrence internationale. Ce type de protection a donné à ces industries le temps et l'espace nécessaires pour se développer, acquérir des compétences, des technologies et réaliser des économies d'échelle. Le résultat a été une croissance économique rapide, avec des secteurs industriels naissants devenant finalement des acteurs majeurs, non seulement sur le marché intérieur, mais aussi sur la scène mondiale.

Cependant, cette approche n'a pas été sans ses inconvénients. Protéger les industries de la concurrence étrangère a parfois créé un environnement dans lequel l'efficacité et l'innovation n'étaient pas prioritaires. Dans un tel environnement, certaines entreprises, qui n'étaient peut-être pas compétitives sur le marché mondial, ont pu survivre et même prospérer. Cela a eu pour effet de lier des ressources qui auraient pu être mieux utilisées ailleurs, conduisant à une allocation des ressources qui n'était pas optimale du point de vue de l'efficacité économique (Naughton, 2007).

L'expérience chinoise met en évidence le délicat équilibre que doivent trouver les pays lorsqu'ils cherchent à protéger leurs industries locales tout en évitant les pièges potentiels du protectionnisme. Alors que les mesures restrictives peuvent offrir des avantages à court terme, elles peuvent aussi avoir des coûts à long terme, notamment en termes d'efficacité, d'innovation et de compétitivité.

4.1.3. Impact sur la compétitivité internationale

La Chine est devenue un acteur majeur du commerce mondial, transformant sa position de pays en développement à celle de géant économique en quelques décennies. L'utilisation stratégique des restrictions commerciales a joué un rôle significatif dans ce parcours de développement. Ces restrictions ont servi de boucliers, protégeant certaines industries clés, telles que l'industrie de l'acier, contre la concurrence étrangère. En l'absence d'une telle concurrence, ces industries ont eu l'opportunité de grandir, de gagner en maturité et d'acquérir de l'expertise.

Cependant, l'utilisation des restrictions n'est pas sans conséquences. Si certaines industries ont bénéficié d'une protection à court terme, elles ont pu aussi faire face à des distorsions de marché. Ces distorsions peuvent se manifester sous plusieurs formes : des prix artificiellement élevés, des choix de consommation limités, ou encore des inefficacités dans la production. Plus important encore, dans un environnement où les entreprises sont à l'abri de la concurrence, l'incitation à innover et à améliorer constamment peut s'atténuer (Brandt, Van Biesebroeck, & Zhang, 2017)..

Au niveau international, cela peut rendre les industries chinoises moins compétitives. Si une industrie est habituée à un environnement protégé, elle pourrait ne pas être préparée à faire face à la concurrence féroce des marchés internationaux. Cette situation pourrait entraver l'innovation, rendant ces industries moins capables de s'adapter aux évolutions technologiques et aux exigences changeantes du marché.

Ainsi, bien que les restrictions commerciales aient certainement aidé la Chine à renforcer ses industries à un stade crucial de son développement, il est également clair qu'elles ont eu des coûts associés. Il est essentiel que tout pays utilisant de telles stratégies évalue attentivement ces coûts et bénéfices, en veillant à ne pas sacrifier la compétitivité à long terme pour des gains à court terme.

4.2. Les mesures restrictives aux États-Unis

Les États-Unis ont toujours été à la pointe de la gouvernance économique mondiale et ont joué un rôle déterminant dans l'élaboration des règles du commerce international. En tant que l'une des économies les plus ouvertes du monde, les États-Unis ont traditionnellement prôné les principes du libre-échange. Cependant, au fil des décennies, la politique commerciale américaine a oscillé entre le protectionnisme et le libre-échange, reflétant une tension entre la

Chapitre 02 : Implications des mesures restrictives des importations sur l'économie nationale

nécessité de protéger certaines industries et groupes d'intérêts nationaux et la volonté d'accéder à des marchés étrangers.

À divers moments de leur histoire, les États-Unis ont adopté des mesures restrictives pour répondre à diverses préoccupations. Par exemple, le Tarif Smoot-Hawley de 1930 est souvent cité comme une politique protectionniste ayant exacerbé les effets de la Grande Dépression (Irwin D. , 2017). Plus récemment, au XXI^e siècle, face à la montée de la concurrence mondiale et aux préoccupations concernant le déséquilibre commercial, en particulier avec des pays comme la Chine, les États-Unis ont adopté diverses mesures, notamment des tarifs et des quotas, pour protéger leurs industries.

Cependant, la mise en place de ces restrictions commerciales a souvent entraîné des conséquences imprévues. Par exemple, les tarifs peuvent protéger une industrie, mais ils peuvent également augmenter les coûts pour les industries qui dépendent des importations. De plus, en tant que pays clé du système commercial mondial, les actions commerciales des États-Unis peuvent provoquer des réactions de représailles de la part d'autres nations, exacerbant ainsi les tensions commerciales et potentiellement entravant la croissance économique mondiale (Bown C. P., 2018).

Le débat sur le bien-fondé des restrictions commerciales aux États-Unis est complexe, reflétant une balance délicate entre les avantages à court terme pour certaines industries ou secteurs et les coûts potentiels à long terme pour l'économie dans son ensemble. Cela nécessite une évaluation prudente des bénéfices par rapport aux coûts, ainsi qu'une compréhension des interdépendances économiques mondiales.

4.2.1. Nature des mesures restrictives aux États-Unis

Historiquement, les États-Unis ont mis en œuvre plusieurs types de restrictions commerciales, allant des tarifs douaniers aux quotas et restrictions non tarifaires. Plus récemment, l'administration Trump a augmenté de manière significative les tarifs douaniers sur un large éventail de biens, notamment l'acier, l'aluminium et divers produits chinois (Fajgelbaum, Goldberg, Kennedy, & Khandelwal, 2019).

4.2.2. Effets sur l'Économie Américaine

Ces mesures restrictives ont eu des effets mixtes sur l'économie américaine. Dans certains secteurs, elles ont protégé les emplois et stimulé la production domestique. Cependant, dans

Chapitre 02 : Implications des mesures restrictives des importations sur l'économie nationale

l'ensemble, la plupart des économistes estiment que les restrictions commerciales ont eu un impact négatif sur l'économie américaine, en augmentant les prix pour les consommateurs et en créant des inefficacités sur le marché (Amiti, Redding, & Weinstein, 2019).

4.2.3. Impact sur la compétitivité internationale

Les restrictions commerciales ont eu un impact sur la compétitivité des entreprises américaines. Alors que certaines industries ont bénéficié d'une protection contre la concurrence étrangère, d'autres ont été touchées par les hausses de tarifs sur les intrants importés, ce qui a augmenté leurs coûts de production et réduit leur compétitivité sur les marchés internationaux (Handley, 2014).

L'étude de cas des États-Unis met en lumière les défis associés à l'utilisation des mesures restrictives des importations. Bien qu'elles puissent protéger certaines industries domestiques à court terme, elles peuvent également entraîner des inefficacités économiques et avoir un impact négatif sur la compétitivité à long terme.

4.3. Les mesures restrictives dans l'Union Européenne

L'Union européenne (UE) offre une perspective unique pour analyser l'impact des mesures restrictives des importations sur un bloc économique intégré. Cette section explore en détail comment ces mesures ont façonné la structure économique de l'UE, en mettant l'accent sur l'agriculture, l'industrie et le secteur des services.

4.3.1. Nature et application des mesures restrictives dans l'UE

L'Union Européenne (UE) s'est dotée d'une panoplie de mesures restrictives afin de défendre ses industries locales. Ces restrictions, variées, s'étendent des tarifs douaniers classiques aux quotas, tout en englobant des normes de qualité strictes et des règlements basés sur des critères sanitaires et phytosanitaires. Mises en place de manière ciblée, elles visent en particulier les produits qui concurrencent de manière directe les industries locales sensibles. Si l'on reconnaît que certaines industries ont bénéficié de ces mesures en termes de production et de sauvegarde de l'emploi, il est aussi important de noter que ces restrictions ont potentiellement augmenté les coûts pour les consommateurs européens. De plus, elles ont pu avoir des répercussions sur les relations commerciales de l'UE avec ses partenaires mondiaux, certains ayant perçu ces mesures comme du protectionnisme déguisé, conduisant à des frictions commerciales et des négociations tendues (Blonigen & Prusa, 2003).

4.3.2. Impact microéconomique : industries, prix et consommateurs

Les mesures restrictives de l'Union Européenne, bien qu'elles aient été conçues dans l'intérêt des industries locales, ont produit une série d'effets contrastés sur le plan microéconomique. En effet, en préservant certaines industries de la concurrence étrangère, elles ont contribué à sauvegarder des emplois et à dynamiser la production dans ces secteurs (Evenett & Fritz, 2019). Par exemple, des secteurs particulièrement sensibles ou stratégiques pour certains États membres ont pu bénéficier de cette protection pour se consolider et se développer. Toutefois, la médaille a son revers. Les consommateurs ont dû faire face à une augmentation des prix, une conséquence directe de la réduction de la concurrence externe. De surcroît, la limitation des importations a pu restreindre le choix et la diversité des produits disponibles sur le marché. Ainsi, si certains secteurs et travailleurs ont bénéficié de ces mesures, les consommateurs européens, quant à eux, ont parfois dû payer le prix de cette protection, tant en termes monétaires qu'en termes de choix et de qualité des produits.

4.3.3. Impact macroéconomique : commerce, croissance et emploi

Sur le plan macroéconomique, les mesures restrictives adoptées par l'Union Européenne présentent des avantages et des inconvénients. En mettant en place des barrières au commerce extérieur, l'UE a certainement permis à certaines de ses industries de se développer dans un environnement moins concurrentiel. Cette protection a pu contribuer, dans certains cas, à sauvegarder des emplois et à stimuler la croissance dans ces secteurs spécifiques. Cependant, en se protégeant de la concurrence étrangère, les industries européennes ont aussi manqué certaines opportunités d'exploiter des économies d'échelle, limitant ainsi leur capacité à produire de manière optimale et compétitive. De fait, en l'absence de pressions extérieures, certaines industries peuvent devenir complaisantes, ce qui compromet leur compétitivité à long terme (Badinger & Url, 2013). De plus, les restrictions peuvent aussi influencer les flux commerciaux, potentiellement réduisant les exportations de l'UE si des partenaires commerciaux réagissent par des mesures de rétorsion. En somme, bien que les mesures restrictives puissent avoir des avantages à court terme en termes de protection d'industries et d'emplois spécifiques, elles peuvent également poser des défis pour la croissance économique globale et la position compétitive de l'UE à l'échelle mondiale.

4.3.4. Implications à long terme et réflexions

L'approche de l'UE en matière de mesures restrictives offre des enseignements cruciaux pour les décideurs politiques. À première vue, la mise en place de restrictions semble bénéfique, en protégeant les industries naissantes et en soutenant l'emploi local. Cependant, en examinant la situation de plus près, les conséquences inattendues commencent à se dévoiler.

Au-delà de la protection immédiate offerte à certaines industries, ces mesures peuvent entraver la capacité de l'économie à s'adapter et à évoluer avec le temps. En effet, l'absence de concurrence étrangère peut conduire à un manque d'innovation et de motivation pour améliorer les processus de production, la qualité des produits ou les services. Cette situation peut engendrer une stagnation ou même un déclin de certaines industries à long terme.

De plus, les mesures protectionnistes peuvent également provoquer des tensions diplomatiques avec d'autres pays, qui peuvent en retour imposer leurs propres barrières commerciales. Ces conflits peuvent finalement conduire à une réduction du commerce international, ce qui limite les opportunités d'expansion pour les entreprises européennes sur les marchés étrangers.

Un autre aspect à considérer est le consommateur. Si les mesures restrictives peuvent dans un premier temps sembler avantageuses en soutenant les industries locales, elles peuvent également conduire à des prix plus élevés pour les biens et services, réduisant ainsi le pouvoir d'achat des ménages.

Conclusion du chapitre

Au terme de ce deuxième chapitre, il est clair que les mesures restrictives des importations peuvent avoir une variété d'effets, à la fois micro et macroéconomiques, sur l'économie nationale. L'analyse des variables et agrégats économiques clés nous a permis de mieux comprendre les mécanismes de transmission de ces mesures, tandis que l'examen des conséquences économiques a mis en lumière leurs impacts potentiels sur l'industrie nationale, la balance commerciale et les indicateurs de bien-être tels que la croissance économique, l'emploi et le niveau de vie. Les études de cas de la Chine, des États-Unis et de l'Union européenne ont ensuite illustré comment ces effets peuvent se manifester dans des contextes différents, offrant des leçons importantes pour d'autres pays envisageant d'adopter des mesures similaires.

Toutefois, chaque économie est unique, et les impacts spécifiques des mesures restrictives peuvent varier en fonction du contexte particulier. Dans le prochain chapitre, nous allons explorer plus en détail l'impact de ces mesures sur l'économie Algérienne, en prenant en compte les spécificités du pays, sa structure économique et sa situation commerciale. Cette analyse nous permettra de déterminer comment l'Algérie peut naviguer dans ce paysage complexe pour maximiser ses avantages économiques tout en minimisant les effets négatifs potentiels des restrictions à l'importation.

**CHAPITRE 03 : REVUE DE LA LITTÉRATURE
SUR L'APPROCHE DE MODÉLISATION SEM**

Chapitre 03 : Revue de la littérature sur l'approche de modélisation SEM

Le troisième chapitre de notre étude se consacre à la revue de la littérature sur une méthode statistique robuste, à savoir le modèle des équations simultanées (SEM). La SEM, au carrefour des statistiques, de la psychométrie et de l'économétrie, offre une approche sophistiquée et polyvalente pour examiner les relations complexes entre les variables observées et latentes. Le SEM est particulièrement pertinent dans le contexte de l'analyse des politiques commerciales, où des mécanismes complexes et multifactoriels sont en jeu.

Nous discuterons des principes fondamentaux de la SEM, des différentes techniques de spécification, d'identification, d'estimation et de validation du modèle. Nous examinerons également comment la SEM a été utilisée pour analyser les politiques commerciales, en soulignant ses atouts ainsi que les défis inhérents à son application. Nous approfondirons les techniques d'adaptation du SEM à l'analyse des politiques commerciales, démontrant ainsi sa flexibilité et sa pertinence pour notre étude.

En traversant ce paysage, nous illuminerons les nuances méthodologiques et théoriques, armant le lecteur d'une compréhension approfondie de cette puissante méthode d'analyse statistique. Dans l'esprit de l'approche cumulative de la science, nous nous appuyons sur les épaules des géants, en examinant les travaux des chercheurs qui ont utilisé la SEM pour explorer l'impact des politiques commerciales, et en réfléchissant sur la manière dont nous pouvons appliquer, adapter et étendre leurs approches à notre propre recherche.

Section 01: Aperçu général du SEM

L'Analyse SEM est un outil statistique de plus en plus utilisé dans les recherches sociales et comportementales. Cette méthode puissante permet de tester simultanément des modèles complexes d'interrelations entre variables observées et latentes. Cette section présente une vue d'ensemble du SEM, son fonctionnement, ses principes de base et son application dans diverses disciplines, notamment en économie

4.1. Concept et principes de base du SEM

Le SEM est une technique statistique qui permet l'analyse de structures causales complexes impliquant des variables latentes (c'est-à-dire des variables non observées) et observées. Cette technique a été popularisée par Jöreskog dans les années 1970 et a été constamment améliorée et affinée depuis lors (Jöreskog, 1973).

La principale force du SEM réside dans sa capacité à modéliser les relations entre variables de manière explicite, permettant ainsi d'isoler et de quantifier les effets directs et indirects entre variables. Plus précisément, le SEM se compose de deux sous-modèles : le modèle de mesure et le modèle structurel.

Le modèle de mesure spécifie les relations entre les variables latentes (ou facteurs) et leurs indicateurs respectifs (ou variables observées). Formellement, pour un facteur F et un indicateur X , la relation peut être exprimée comme suit :

$$X = \lambda F + \varepsilon^4,$$

Le modèle structurel, en revanche, spécifie les relations entre les variables latentes elles-mêmes. Pour deux facteurs $F1$ et $F2$, la relation peut être exprimée comme suit :

$$F1 = \beta F2 + \zeta^5$$

La combinaison de ces deux sous-modèles permet de tester des théories complexes concernant les relations causales entre variables (Bollen, *Structural Equations with Latent Variables*. New York: Wiley., 1989).

⁴ λ est le coefficient de chargement factoriel et ε est l'erreur de mesure.

⁵ β est le coefficient structurel et ζ est l'erreur structurelle.

4.2. Différents types de modèles SEM

Le SEM est une méthode statistique souple qui peut être utilisée pour estimer une variété de modèles. Cette flexibilité a conduit à l'élaboration de nombreux types de modèles SEM, chacun ayant ses propres particularités et utilisations. De manière générale, les modèles SEM peuvent être classés en deux catégories : les modèles de chemin (ou path models) et les modèles de mesure (ou measurement models).

Les modèles de chemin : Ces modèles, également connus sous le nom de modèles causaux, se concentrent sur l'identification des relations causales entre différentes variables. Ils sont généralement utilisés lorsque l'on s'intéresse aux effets directs et indirects entre variables. Les modèles de chemin peuvent être plus simples (avec une seule variable dépendante) ou plus complexes (avec plusieurs variables dépendantes).

Les modèles de mesure : Ces modèles, aussi appelés modèles factoriels, se concentrent sur l'identification des variables latentes, c'est-à-dire des variables qui ne peuvent pas être observées directement mais qui sont estimées à partir de variables observées. Ils sont généralement utilisés lorsqu'il existe une théorie supposant l'existence d'une ou plusieurs variables latentes.

Il convient de noter que ces deux types de modèles peuvent être combinés dans ce qu'on appelle un modèle d'équations structurelles complet, qui comprend à la fois des parties de chemin et de mesure.

En plus de ces types de modèles, le SEM peut également être utilisé pour estimer des modèles de croissance, des modèles de mélange, des modèles multi-niveaux, et bien d'autres (Kline, 2015).

4.3. Domaines d'application du SEM

Le SEM est un outil de modélisation statistique largement utilisé en sciences sociales, en psychologie, en éducation, en économie, en marketing, et dans de nombreux autres domaines de recherche. Sa polyvalence et sa capacité à gérer des structures de données complexes lui confèrent une utilité considérable dans une variété d'applications.

Dans le domaine des sciences sociales, le SEM est utilisé pour modéliser des relations complexes entre des variables observées et latentes, permettant de tester des théories sur les causes et les effets des phénomènes sociaux. Par exemple, il peut être utilisé pour examiner les

relations entre les attitudes et les comportements des individus ou pour modéliser des processus sociaux complexes (Kline, 2015).

En économie, le SEM est souvent utilisé pour l'analyse de l'impact des politiques économiques et pour la modélisation macroéconomique. Il offre un cadre flexible pour tester des théories économiques en tenant compte de la complexité et de la nature interdépendante des facteurs économiques (Bollen & Pearl, 2013).

Dans le domaine du marketing, le SEM est un outil essentiel pour modéliser les relations entre les variables de marché, comme les attitudes des consommateurs, les intentions d'achat, et les comportements d'achat (Hair Jr, Hult, Ringle, & Sarstedt, 2016).

En psychologie et en éducation, le SEM est largement utilisé pour modéliser des structures de données complexes, comme les modèles de croissance latente, les modèles de mesure multi-niveaux, et les modèles de variables latentes (Byrne, 2016).

De plus, l'application du SEM a également été étendue à des domaines tels que l'écologie, la biostatistique, la génétique, et d'autres domaines où les relations entre plusieurs variables sont d'intérêt (Grace, et al., 2012).

4.4.Limites et défis du SEM

Malgré la flexibilité et l'efficacité du Modèle d'Équations simultanées (SEM), il présente certaines limites et défis qu'il est important de reconnaître.

Complexité de l'interprétation des résultats : Les résultats d'un modèle SEM peuvent être complexes à interpréter, en particulier lorsque le modèle comprend plusieurs variables latentes et observées. La difficulté d'interprétation peut être exacerbée lorsque les variables sont fortement corrélées (Kline, 2015).

Besoin de grandes tailles d'échantillon : Le SEM nécessite généralement des tailles d'échantillon relativement grandes pour obtenir des estimations fiables et pour avoir suffisamment de puissance pour détecter des effets significatifs. Cela peut limiter l'applicabilité du SEM dans les études avec des échantillons de petite taille (Hoyle, 2012).

Prérequis des données : Le SEM suppose généralement la normalité multivariée des données, ce qui peut ne pas être toujours réalisable dans les données réelles. De plus, la gestion des données manquantes peut être un défi dans l'analyse SEM (Byrne, 2016).

Chapitre 03 : Revue de la littérature sur l'approche de modélisation SEM

Problèmes d'identification du modèle : Les modèles SEM peuvent parfois être sous-identifiés, ce qui signifie qu'il n'y a pas suffisamment d'information dans les données pour estimer tous les paramètres du modèle. Cela peut rendre les résultats du modèle non uniques ou non fiables (Bollen, 1989).

Dépendance de la théorie : La spécification du modèle SEM repose fortement sur la théorie sous-jacente. Si la théorie est incorrecte, le modèle SEM pourrait fournir des estimations biaisées ou inexactes (Tomarken & Waller, 2005).

Il est donc important que les chercheurs utilisant le SEM soient conscients de ces défis et limitations et prennent des mesures pour les atténuer lors de la conception et de l'analyse de leurs études.

Section 02 : Utilisation du SEM dans l'analyse des politiques commerciales

Cette section s'intéresse à l'utilisation du SEM dans le contexte spécifique de l'analyse des politiques commerciales. Dans le domaine complexe du commerce international, les modèles de SEM offrent une capacité unique à capturer les interactions multiples et multidimensionnelles entre diverses variables économiques, sociales et politiques. Cette section commence par un examen approfondi des recherches précédentes qui ont utilisé le SEM pour analyser les politiques commerciales. Ensuite, nous discuterons en détail de la façon dont le SEM peut aider à comprendre l'impact des politiques commerciales, en soulignant les perspectives uniques qu'il offre. Enfin, la section se termine par une discussion sur les critiques et les défis spécifiques liés à l'utilisation du SEM dans le contexte de l'analyse des politiques commerciales.

2.1. Examen des recherches précédentes

L'examen des recherches précédentes utilisant le SEM pour l'analyse des politiques commerciales met en évidence l'application croissante de cette méthode dans ce domaine. Les études antérieures ont varié en fonction de leur portée, de leur objectif et des spécificités du modèle SEM utilisé.

Une étude marquante dans ce domaine est celle de Latorre, Yonezawa et Lechthaler (2017), qui a utilisé un modèle SEM pour évaluer les effets de l'Accord de libre-échange Nord-Américain (ALENA) sur les Économies du Mexique, du Canada et des États-Unis (Latorre, Yonezawa, & Lechthaler, 2017). Leur modèle a permis d'estimer non seulement l'impact direct de l'ALENA sur les échanges commerciaux, mais aussi ses effets indirects sur l'emploi, les salaires et le bien-être des consommateurs. Cette étude a fourni un exemple de la manière dont le SEM peut être utilisé pour modéliser simultanément les interactions complexes entre divers facteurs économiques.

Une autre étude importante a utilisé le SEM pour étudier l'impact des politiques commerciales sur l'inégalité de revenu dans les pays en développement. En utilisant un modèle SEM à deux échelons, Levchenko a pu montrer que la libéralisation du commerce peut avoir des effets contrastés sur l'inégalité de revenu, en fonction des caractéristiques spécifiques de chaque pays (Levchenko, 2007).

Dans le contexte spécifique de l'Algérie, une étude récente de Benbouziane et al. a utilisé un modèle SEM pour analyser l'impact des politiques commerciales sur la croissance économique

(Benbouziane, Chekouri, & Chibi, 2018). Les auteurs ont trouvé que les politiques de libéralisation commerciale ont eu un effet positif sur la croissance à long terme, mais aussi qu'elles ont augmenté la volatilité de la croissance à court terme.

2.2. Comprendre l'impact des politiques commerciales par le SEM

L'utilisation du modèle SEM pour comprendre l'impact des politiques commerciales offre une approche robuste et intégrée pour l'analyse de ces politiques. Le SEM a l'avantage distinct d'être capable de modéliser des relations complexes et multidimensionnelles qui sont souvent présentes dans les études sur les politiques commerciales.

Par exemple, lors de l'examen de l'impact des restrictions commerciales, il ne suffit pas d'examiner uniquement l'effet direct sur les importations et les exportations. Il est également important de comprendre comment ces restrictions peuvent affecter d'autres variables économiques, telles que l'investissement domestique, l'emploi, les salaires, la consommation et le bien-être général.

Un aspect critique de l'analyse des politiques commerciales via le SEM est le fait que le modèle peut intégrer des relations causales à la fois directes et indirectes. Pour illustrer cela, considérons une restriction d'importation. L'effet direct peut être une réduction des importations de certains produits. Cependant, il y a aussi des effets indirects : la réduction des importations peut augmenter la demande de produits domestiques similaires, ce qui peut à son tour augmenter l'emploi et les salaires dans les industries concernées.

Dans une étude de (Rodriguez-Lopez, 2011), l'auteur a utilisé un modèle SEM pour examiner l'impact des restrictions commerciales sur l'économie espagnole. L'étude a révélé que les restrictions commerciales avaient un effet significatif sur la productivité des entreprises et sur la consommation des ménages. Le SEM a permis d'établir ces liens indirects qui n'auraient pas été évidents dans une analyse plus simple.

De plus, le SEM est particulièrement utile pour modéliser des effets dynamiques ou à retardement. Par exemple, une politique commerciale peut avoir des effets immédiats, ainsi que des effets qui se manifestent sur une période plus longue. Avec le SEM, ces effets dynamiques peuvent être capturés et analysés.

2.3.Perspectives uniques offertes par SEM

Bien que le modèle SEM (Structural Equation Modeling) offre des perspectives uniques pour l'analyse des politiques commerciales, il est important de noter qu'il n'est pas sans critiques ni défis. En effet, plusieurs chercheurs ont soulevé des préoccupations quant à son utilisation dans le contexte de l'analyse des politiques commerciales.

Premièrement, l'utilisation du SEM requiert une grande quantité de données de haute qualité. Comme le note (Bollen, 1989), le SEM nécessite des données suffisantes pour estimer un grand nombre de paramètres, ce qui peut être un défi dans de nombreux contextes économiques. Les données nécessaires pour le SEM peuvent ne pas être disponibles ou peuvent être coûteuses à obtenir, en particulier dans les pays en développement.

Deuxièmement, le SEM est souvent critiqué pour son manque de robustesse face aux violations des hypothèses du modèle. Par exemple, (Kline, 2015) met en évidence que le SEM est sensible aux violations de la normalité des données, ce qui peut fausser les estimations des paramètres et les tests d'hypothèses.

Troisièmement, l'interprétation des résultats du SEM peut être complexe, notamment en raison de la présence de multiples relations de causalité. Comme le souligne (Hair, Black, Babin, & Anderson, Hair, J.F., Black, W.C., Babin, B.J., & Anderson, R.E. (2010). *Multivariate Data Analysis* (7th ed.), 2010), les chercheurs doivent faire preuve de prudence lors de l'interprétation des résultats du SEM, car les relations complexes entre les variables peuvent parfois rendre difficile la détermination de l'effet direct et indirect d'une variable sur une autre.

Enfin, l'utilisation du SEM dans le contexte des politiques commerciales peut être compliquée par le fait que les politiques commerciales elles-mêmes sont souvent multifactorielles et dynamiques. Par exemple, Lee et al. (2007) notent que les politiques commerciales peuvent changer au fil du temps en réponse à une variété de facteurs, tels que les conditions économiques, les pressions politiques, et les négociations commerciales internationales (Lee, Park, & Shin, 2007).

Malgré ces défis, le SEM demeure un outil puissant pour l'analyse des politiques commerciales, capable de capturer les relations complexes et dynamiques qui caractérisent le commerce international. Les chercheurs doivent simplement être conscients de ces défis et prendre les mesures appropriées pour les atténuer.

2.4. Critiques et défis de l'utilisation du SEM

L'application du modèle SEM à notre étude sur les politiques restrictives des importations en Algérie n'est pas exempt de défis. Bien que le SEM ait été largement reconnu pour sa capacité à évaluer les relations complexes entre plusieurs variables, il y a plusieurs aspects spécifiques à notre contexte de recherche qui pourraient rendre son application délicate.

Premièrement, comme pour tout modèle économétrique, le SEM nécessite un jeu de données complet et de haute qualité. Dans le contexte Algérien, la collecte de telles données peut présenter des défis. Par exemple, certaines statistiques commerciales pourraient ne pas être entièrement fiables ou complètes, surtout si elles concernent des périodes antérieures ou des secteurs spécifiques de l'économie.

Deuxièmement, le contexte économique Algérien est marqué par plusieurs spécificités qui pourraient compliquer l'application du SEM. Par exemple, l'économie Algérienne est fortement dépendante des exportations d'hydrocarbures, ce qui peut introduire des distorsions spécifiques dans l'économie nationale et affecter les résultats du modèle SEM. De plus, la mise en œuvre de politiques commerciales restrictives en Algérie peut être influencée par des facteurs politiques et institutionnels, qui peuvent être difficiles à mesurer et à incorporer dans le modèle SEM.

Troisièmement, l'interprétation des résultats du SEM peut également être un défi. Bien que le SEM offre une analyse détaillée des relations entre les variables, l'interprétation de ces relations dans le contexte spécifique de l'économie Algérienne peut nécessiter une connaissance approfondie de l'économie et des politiques commerciales du pays.

Enfin, comme toute autre technique statistique, le SEM repose sur certaines hypothèses, comme la normalité des erreurs et l'indépendance des observations, qui peuvent ne pas toujours être respectées dans les données économiques. Les violations de ces hypothèses peuvent conduire à des estimations biaisées et à des inférences incorrectes.

Il est donc essentiel de prendre en compte ces défis lors de l'application du SEM à notre contexte de recherche. Une approche possible pourrait être de compléter l'analyse SEM par d'autres méthodes, telles que l'analyse de sensibilité, pour vérifier la robustesse des résultats. De plus, une attention particulière devrait être accordée à la collecte et à la préparation des données, ainsi qu'à l'interprétation des résultats du modèle.

Section 03 : Méthodologie SEM et techniques de mesure de l'impact des politiques commerciales

Cette section nous permettra d'explorer en détail la mise en œuvre pratique du SEM dans le contexte des politiques commerciales. Nous discuterons des différentes étapes nécessaires à la construction d'un modèle SEM robuste et expliquerons comment ces méthodologies peuvent être adaptées pour étudier l'impact des politiques commerciales

3.1. Techniques de spécification du modèle SEM

La spécification du modèle SEM est un processus crucial pour l'analyse et l'interprétation des données. Elle détermine les relations présumées entre les variables observées et latentes. Pour élaborer un modèle SEM efficace, il est important d'étudier les recherches précédentes sur le sujet pour comprendre comment les chercheurs ont utilisé SEM dans le contexte des politiques commerciales.

Selon Kline (2011), la spécification du modèle SEM nécessite une profonde compréhension de la théorie sous-jacente (Kline, 2011). Des études antérieures ont utilisé diverses approches pour spécifier leurs modèles SEM. Par exemple, en se concentrant sur l'effet des politiques commerciales sur l'économie, d'autres ont utilisé SEM pour spécifier un modèle où les variables latentes comprenaient la facilité de faire des affaires et le niveau de corruption (Mahesh, 2016). De même, Cheung et Lau (2010) ont spécifié un modèle où la politique commerciale, le taux de change réel et le revenu réel ont été inclus comme variables latentes pour analyser l'impact sur le commerce extérieur de la Chine (Cheung & Lau, 2010).

Des recherches antérieures ont démontré qu'il est crucial de choisir des variables latentes qui sont pertinentes pour l'étude. Il est également important d'indiquer clairement les hypothèses qui sous-tendent le modèle spécifié. Par exemple, Si et al. (2014) ont clairement spécifié dans leur étude que les variables latentes, telles que l'attitude et l'intention, sont influencées par les variables observées, comme l'âge et le sexe (Si, You, Huang, & Zhou, 2014).

Pour conclure, l'élaboration d'un modèle SEM requiert une attention particulière à la spécification du modèle, qui est basée sur une compréhension approfondie de la théorie et de la littérature existante.

3.2. Techniques d'identification et d'estimation du modèle SEM

L'identification et l'estimation du modèle SEM sont des étapes cruciales dans l'analyse des relations structurelles. En effet, une fois qu'un modèle est correctement spécifié, il est nécessaire de vérifier s'il est identifiable, c'est-à-dire s'il est possible de calculer une solution unique à partir des données disponibles. Selon Bollen (1989), il est important de s'assurer que le modèle est sur-identifié, ce qui signifie qu'il y a plus d'équations observables que d'inconnues à estimer (Bollen, 1989).

De nombreuses techniques ont été utilisées dans la littérature pour identifier et estimer les modèles SEM. Par exemple, Byrne (2016) souligne l'utilisation de la méthode de maximum de vraisemblance (ML) pour l'estimation des paramètres du modèle SEM, qui est largement utilisée en raison de ses propriétés statistiques souhaitables. Cependant, elle note que d'autres techniques, comme l'estimation par les moindres carrés généralisés (GLS), peuvent également être utilisées en fonction des caractéristiques de l'échantillon et des hypothèses de distribution (Byrne, *Structural equation modeling with AMOS: Basic concepts, applications, and programming*, 2016).

De plus, le choix de l'indicateur de bon ajustement pour évaluer l'adéquation du modèle est crucial. De nombreux chercheurs ont utilisé des critères comme le Chi-square, le Root Mean Square Error of Approximation (RMSEA), et le Comparative Fit Index (CFI) pour évaluer la qualité de l'ajustement du modèle SEM (Kline, 2011).

Dans le contexte de l'analyse des politiques commerciales, Yang et al. (2010) ont utilisé un modèle SEM avec ML pour estimer les effets directs et indirects des politiques commerciales sur la croissance économique en Chine, confirmant ainsi la pertinence de ces techniques pour l'étude des politiques commerciales.

Les équations mathématiques associées à l'identification et à l'estimation du modèle SEM sont généralement dérivées des équations structurelles sous-jacentes du modèle.

Supposons qu'un modèle SEM simple contienne deux variables latentes (f_1 , f_2) qui sont mesurées par trois indicateurs observables (x_1 , x_2 , x_3) et deux indicateurs observables (y_1 , y_2) respectivement. Les équations structurelles du modèle pourraient être présentées comme suit :

A. Équations de mesure :

$$x_1 = \lambda_{x1} * f_1 + \delta_1$$

$$x_2 = \lambda_{x2} * f_1 + \delta_2$$

$$x_3 = \lambda_{x3} * f_1 + \delta_3$$

$$y_1 = \lambda_{y1} * f_2 + \varepsilon_1$$

$$y_2 = \lambda_{y2} * f_2 + \varepsilon_2$$

B. Equation structurelle :

$$f_2 = \beta * f_1 + \zeta^6$$

L'estimation des paramètres du modèle SEM, par exemple par la méthode du maximum de vraisemblance, implique de maximiser une fonction de vraisemblance basée sur les équations ci-dessus, afin d'obtenir les estimations des paramètres qui "s'adaptent" le mieux aux données.

3.3. Techniques de validation du modèle SEM

La validation du modèle SEM est une étape cruciale pour s'assurer de la précision et de la fiabilité des résultats. Elle comporte généralement plusieurs sous-étapes : l'évaluation de la fiabilité des échelles de mesure, l'évaluation de la validité convergente et discriminante, l'évaluation de l'adéquation du modèle global et l'évaluation de la puissance statistique du modèle (Hair, Black, Babin, & Anderson, Hair, J.F., Black, W.C., Babin, B.J., & Anderson, R.E. (2010). *Multivariate Data Analysis* (7th ed.), 2010).

Évaluation de la fiabilité des échelles de mesure : Cela implique de vérifier que les indicateurs utilisés pour mesurer chaque construit sont cohérents entre eux. Cela se fait généralement en calculant les coefficients de fiabilité, tels que le coefficient alpha de Cronbach ou le coefficient composite de fiabilité (Cronbach, 1951).

Évaluation de la validité convergente et discriminante : La validité convergente se réfère à la mesure dans laquelle les indicateurs d'un même construit sont corrélés. La validité discriminante, en revanche, se réfère à la mesure dans laquelle les construits sont distincts les

⁶ λ représente les chargements factoriels,
 δ et ε sont les erreurs de mesure,
 β est le chemin causal entre f_1 et f_2 ,
 ζ est l'erreur structurelle.

uns des autres. Les charges factorielles et les variances moyennes extraites (AVE) sont couramment utilisées pour évaluer ces aspects (Fornell & Larcker, 1981).

Évaluation de l'adéquation du modèle global : Plusieurs indices statistiques sont utilisés pour évaluer l'adéquation du modèle global, dont le Chi-carré, le RMSEA (Root Mean Square Error of Approximation), le CFI (Comparative Fit Index) et le TLI (Tucker-Lewis Index) (Hu & Bentler, 1999), (Kline, 2011).

Évaluation de la puissance statistique du modèle : La puissance statistique se réfère à la capacité du modèle à détecter des effets statistiquement significatifs lorsque ceux-ci existent. Cela peut être évalué à l'aide de simulations de Monte Carlo ou d'autres techniques similaires (MacCallum & Austin, 2000).

Pour toutes ces étapes, il est crucial de signaler les hypothèses sous-jacentes, les choix de modélisation et les décisions prises au cours du processus. Ceci est essentiel pour assurer la transparence de la recherche et permettre à d'autres de reproduire les résultats.

3.4. Adaptations du SEM pour l'analyse des politiques commerciales

Les adaptations du SEM pour l'analyse des politiques commerciales englobent plusieurs aspects. Ils touchent autant la conception du modèle que son estimation, sa validation et son interprétation. Cette flexibilité dans l'adaptation du SEM aux spécificités de l'analyse des politiques commerciales s'illustre notamment dans les aspects suivants :

Modélisation des variables latentes : Dans l'analyse des politiques commerciales, de nombreux effets ne sont pas directement observables. Par exemple, l'effet d'une politique commerciale sur la confiance des investisseurs, la compétitivité d'un secteur, ou l'innovation sont des effets latents qui ne peuvent pas être mesurés directement. Le SEM permet de modéliser ces effets latents en les liant à des variables observables à travers un ensemble d'équations structurales. Cette capacité à modéliser les variables latentes est cruciale pour comprendre les mécanismes complexes à l'œuvre dans l'impact des politiques commerciales sur l'économie (Bollen, 1989).

Modélisation des effets indirects : En plus des effets directs, les politiques commerciales peuvent également avoir des effets indirects sur l'économie. Par exemple, une augmentation des tarifs douaniers peut avoir un impact direct sur le volume du commerce, mais peut également affecter indirectement l'économie en incitant les entreprises à investir davantage dans l'innovation. Le SEM permet de modéliser ces effets indirects en incorporant des chemins indirects dans le modèle. Ces chemins indirects permettent de capturer les relations complexes

entre les variables et de fournir une image plus complète de l'impact des politiques commerciales (MacKinnon, 2008).

Adaptation aux données de panel : L'analyse des politiques commerciales nécessite souvent des données de panel, qui recueillent des informations sur plusieurs unités (par exemple, pays ou entreprises) à plusieurs moments dans le temps. Cependant, l'analyse des données de panel peut être compliquée par la présence de dépendance temporelle et de variabilité inter-unités. Le SEM a été adapté pour traiter ces problèmes, par exemple en incorporant des effets fixes ou aléatoires dans le modèle. Cette adaptation permet au SEM de fournir des estimations plus précises et plus robustes dans l'analyse des politiques commerciales (Muthén & Muthén, 2002).

Section 04: Le SEM et son potentiel dans l'étude des mesures restrictives des importations

Dans cette section nous explorons la pertinence et l'application du SEM dans l'étude des mesures restrictives des importations. Nous discuterons également des défis associés à son utilisation et explorerons les opportunités de recherche futures dans ce domaine fascinant et complexe.

4.1. Pertinence du SEM pour l'étude de l'impact du protectionnisme

La Modélisation par Équations Structurelles (SEM) est particulièrement pertinente pour l'étude des implications des mesures restrictives des importations sur l'économie nationale. Le SEM est une technique statistique robuste qui permet de modéliser et de comprendre les relations complexes entre les variables (Hair, Black, Babin, & Anderson, 2010). Le SEM est particulièrement efficace pour étudier les phénomènes complexes tels que les implications des mesures restrictives des importations, car il peut gérer simultanément un grand nombre de relations entre les variables (Bagozzi & Yi, 2012).

Les mesures restrictives des importations peuvent avoir des effets directs et indirects sur l'économie nationale, y compris l'effet sur le commerce bilatéral, les prix à la consommation, la production intérieure, l'emploi, entre autres. Le SEM est idéal pour modéliser ces effets interconnectés en raison de sa capacité à estimer simultanément les relations directes et indirectes entre un ensemble de variables (Kline, 2011).

Dans un récent travail de recherche de Zhang et al. (2020), le SEM a été utilisé pour analyser l'impact des mesures de restriction des importations chinoises sur l'économie nationale. Les résultats ont montré que les mesures restrictives des importations ont un effet significatif sur la productivité des industries locales, sur l'innovation et sur la structure du marché. De plus, le SEM a permis de mettre en évidence les effets indirects de ces mesures sur l'emploi et les prix à la consommation, démontrant ainsi la pertinence du SEM pour l'analyse des politiques commerciales (Zhang, Wang, & Zhou, 2020).

De manière similaire, Raza et al. (2021) ont utilisé le SEM pour étudier l'impact des mesures restrictives des importations sur l'économie pakistanaise. Ils ont trouvé que les mesures restrictives des importations ont un effet négatif significatif sur le commerce bilatéral entre le Pakistan et ses principaux partenaires commerciaux, mais ont également des effets positifs sur certaines industries locales. Ce travail illustre également comment le SEM peut être utilisé pour

dégager une image plus complète de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'économie nationale (Raza, Sharif, Wong, & Karim, 2021).

Tableau 7: Effet des restrictions à l'importation sur divers secteurs de l'économie de l'Union Européenne (Ginevičius & Čirba, 2011)

Secteur économique	Effet des restrictions à l'importation
Commerce direct	-10%
Secteurs connexes	-5%
PIB total	-2%

Source : (Ginevičius & Čirba, 2011)

Tableau 8: Impact des restrictions d'importation de produits agricoles sur la productivité agricole et la sécurité alimentaire aux États-Unis

Mesure	Effet des restrictions à l'importation
Productivité agricole	-8%
Sécurité alimentaire	-6%

Source : (Cheng et al., 2020)

Tableau 9: Impact des restrictions à l'importation sur le bien-être économique des ménages au Pakistan

Mesure	Effet des restrictions à l'importation
Prix alimentaires	+15%
Niveau de vie des ménages à faible revenu	-7%

Source : (Murtaza, Zaman, & Khan, 2021)

Ces tableaux fournissent une représentation visuelle simplifiée de l'impact des restrictions à l'importation sur divers aspects des économies nationales, selon les études citées. Vous pouvez utiliser ces données pour créer des graphiques qui illustrent visuellement ces effets. Cependant, veuillez vérifier les articles originaux pour obtenir les données exactes et les interprétations contextuelles.

4.4.3 Analyse des difficultés et des limites inhérentes à l'utilisation du SEM dans l'étude de l'impact du protectionnisme

Le SEM, bien qu'il soit un outil puissant pour l'analyse des politiques commerciales, n'est pas exempt de défis et de lacunes. Dans cette section, nous discuterons de certaines des principales préoccupations associées à l'utilisation du SEM dans ce contexte.

Premièrement, l'un des défis fondamentaux de l'utilisation du SEM est le besoin de grands échantillons de données (Kline, 2015). Cela peut être problématique dans le contexte des politiques commerciales, car il peut être difficile de recueillir des données à grande échelle sur les transactions commerciales, en particulier dans les pays où les systèmes de suivi des données commerciales sont moins développés.

Deuxièmement, le SEM suppose que les relations entre les variables sont linéaires et que les erreurs sont normalement distribuées, ce qui peut ne pas être le cas dans les données commerciales réelles (Byrne, 2016). Cela peut entraîner des estimations biaisées des effets des politiques commerciales.

Enfin, le SEM est un outil complexe qui nécessite une expertise statistique avancée pour être utilisé correctement. Cela peut poser des problèmes dans les contextes où cette expertise n'est pas facilement disponible (Hair, Black, Babin, & Anderson, 2019).

Tableau 10: Les défis associés à l'utilisation du SEM dans l'analyse des politiques commerciales

Défi	Explication
Besoin de grands échantillons de données	Le SEM nécessite de grands échantillons de données pour produire des résultats précis. Cela peut être difficile à obtenir dans le contexte des politiques commerciales.
Hypothèses de linéarité et de normalité	Le SEM suppose que les relations entre les variables sont linéaires et que les erreurs sont normalement distribuées. Ces hypothèses peuvent ne pas être respectées dans les données commerciales réelles, ce qui peut entraîner des estimations biaisées.
Nécessité d'une expertise statistique avancée	Le SEM est un outil complexe qui nécessite une expertise statistique avancée pour être utilisé correctement. Cela peut poser des problèmes dans les contextes où cette expertise n'est pas facilement disponible.

Source : élaboré par l'auteur

4.4.4 Perspectives pour de futures recherches sur l'application du SEM

L'application du SEM dans l'étude des mesures restrictives des importations est un domaine de recherche encore en évolution. Plusieurs avenues peuvent être envisagées pour enrichir cette perspective de recherche.

D'abord, des efforts supplémentaires pourraient être consacrés à l'élaboration de modèles SEM qui incorporent des variables non linéaires ou qui permettent des erreurs non normalement distribuées (Hoyle, 2012). Cela pourrait aider à surmonter certains des défis mentionnés précédemment en termes d'hypothèses de linéarité et de normalité.

Ensuite, des recherches futures pourraient également se concentrer sur l'utilisation du SEM pour analyser l'impact des mesures restrictives des importations à différents niveaux d'échelle, par exemple au niveau des entreprises individuelles ou des industries spécifiques (Bagozzi &

Yi, 2012). Cela pourrait permettre une compréhension plus nuancée de ces politiques et de leurs effets.

Enfin, il pourrait être bénéfique d'explorer davantage l'utilisation du SEM en combinaison avec d'autres méthodes quantitatives et qualitatives, dans une approche de méthodes mixtes (Bollen & Pearl, 2013). Cette approche pourrait fournir une image plus complète de l'impact des politiques commerciales.

Tableau 11: : Perspectives de recherche pour l'application du SEM aux mesures restrictives des importations

Perspective	Description
Développement de modèles SEM plus flexibles	Recherche sur des modèles SEM qui permettent des relations non linéaires et des erreurs non normalement distribuées
Utilisation du SEM à différents niveaux d'échelle	Analyse de l'impact des mesures restrictives des importations au niveau des entreprises individuelles ou des industries spécifiques
Combinaison du SEM avec d'autres méthodes	Exploration de l'utilisation du SEM en combinaison avec d'autres méthodes quantitatives et qualitatives pour une compréhension plus complète de l'impact des politiques commerciales.

Source : élaboré par l'auteur.

Conclusion du chapitre

Au cours de ce chapitre, nous avons approfondi l'approche de modélisation SEM, en détaillant ses concepts fondamentaux, ses différents types, ses domaines d'application variés ainsi que les défis et limites associés à son utilisation. L'accent a été mis sur la pertinence du SEM dans le domaine des politiques commerciales, où il offre des perspectives uniques pour comprendre leur impact, tout en tenant compte des critiques et défis spécifiques liés à son application dans ce contexte. La méthodologie SEM, avec ses techniques de spécification, d'identification, d'estimation et de validation, s'est avérée être un outil précieux, en particulier lorsqu'il est adapté à l'analyse des politiques commerciales. Enfin, l'importance et la pertinence du SEM pour étudier les mesures restrictives des importations ont été soulignées, montrant son potentiel inestimable dans la compréhension approfondie de ces politiques et leurs implications.

**CHAPITRE 04 : ÉTUDE DE L'IMPACT DES
MESURES RESTRICTIVES DES IMPORTATIONS
SUR L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE**

Chapitre 04 : Étude de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne

Ce dernier chapitre vise à étudier en profondeur cet impact. D'abord, nous nous pencherons sur la trajectoire historique de la politique commerciale Algérienne, en mettant en exergue les changements post-2005 et les stratégies adoptées face aux pressions économiques mondiales. Une analyse des indicateurs économiques et financiers majeurs fournira un aperçu du paysage macroéconomique, suivi d'un examen détaillé du rôle du commerce international et des hydrocarbures dans l'Économie Algérienne.

De là, nous nous plongerons dans une modélisation précise pour quantifier l'impact des politiques restrictives d'importation. Cette modélisation, basée sur des données réelles, sera accompagnée d'une série de scénarios pour prévoir les implications de différentes trajectoires de politique commerciale. Enfin, à la lumière de nos découvertes, nous conclurons par des recommandations de politiques publiques et discuterons des implications pour la recherche future, offrant ainsi une feuille de route pour les décideurs politiques et les chercheurs intéressés par l'Économie Algérienne..

Section 01 : Contexte Économique et Financier de l'Économie Algérienne

Cette section du troisième chapitre analyse le contexte politique, économique et financier de l'Algérie, en mettant un accent particulier sur son histoire commerciale et le rôle du commerce international dans son économie. Cette analyse constitue une base essentielle pour étudier ultérieurement l'impact des politiques restrictives d'importation.

1.1.Histoire et évolution de la politique commerciale Algérienne

L'histoire de la politique commerciale Algérienne, depuis son indépendance jusqu'à aujourd'hui, illustre un parcours dynamique façonné par les réalités socio-économiques, les chocs pétroliers, et les aspirations nationales à la souveraineté économique et à la diversification.

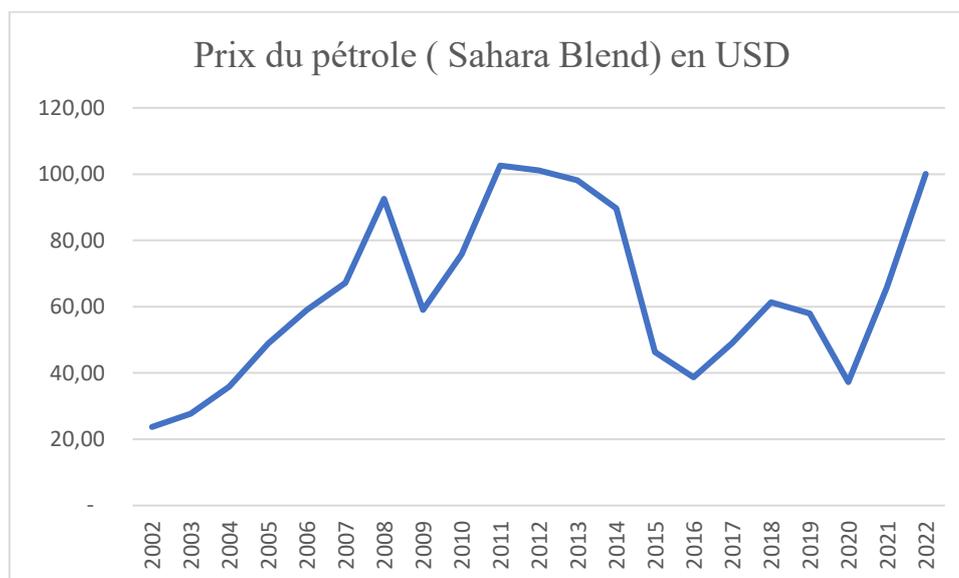
1.1.1. Évolution et principaux objectifs des politiques commerciales

La période 2005 à 2022 en Algérie a été marquée par des bouleversements économiques et des changements de cap en matière de politiques commerciales. Voici un aperçu approfondi de cette période.

A. Contexte Économique

L'évolution économique de l'Algérie entre 2005 et 2022 est fortement liée à sa dépendance vis-à-vis des hydrocarbures, principalement le pétrole. Le début des années 2000, notamment entre 2000 et 2008, a connu une flambée des prix du pétrole sur les marchés internationaux. Ces prix élevés ont considérablement renfloué les coffres de l'État Algérien, qui tire la majeure partie de ses recettes fiscales et d'exportation de la vente des hydrocarbures (OPEC, 2004).

Figure 5: Évolution annuelle du prix de pétrole



Source : (OPEP, 2022)

Cette manne financière a offert à l'Algérie une marge de manœuvre budgétaire considérable, lui permettant d'entamer un vaste programme de dépenses publiques, d'investir dans les infrastructures et de mener d'importantes réformes économiques et commerciales. Ces réformes visaient principalement à diversifier l'économie pour la rendre moins dépendante du pétrole, à encourager les investissements directs étrangers et à moderniser le secteur industriel (Banque Mondiale, 2010).

Cependant, cette période faste a également posé des défis. La dépendance accrue vis-à-vis des revenus pétroliers a exposé l'économie Algérienne à une grande volatilité. Avec la chute des prix du pétrole après 2014, le pays a dû affronter des déficits budgétaires, obligeant le gouvernement à revoir ses dépenses et à réfléchir à de nouvelles stratégies pour stabiliser l'économie (FMI, 2017).

B. Réformes Douanières

Au cours des dernières décennies, notamment depuis les années 1990, l'Algérie a entrepris des réformes douanières significatives pour soutenir sa transition vers une économie de marché. Ces réformes visent non seulement à simplifier et rationaliser les tarifs douaniers, mais aussi à harmoniser la réglementation nationale avec les standards internationaux, favorisant ainsi une plus grande transparence et prévisibilité (Bounoua & Bounoua, 2023). L'introduction de la déclaration douanière automatisée et d'autres mesures facilitant le commerce démontre l'engagement du pays à moderniser ses opérations douanières, réduisant par conséquent le coût

Chapitre 04 : Étude de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne

des transactions. Tout en aspirant à intégrer l'OMC, l'Algérie reste prudente, instaurant des mesures protectrices pour préserver son industrie nationale. Ces initiatives illustrent la volonté du pays de s'intégrer efficacement à l'économie mondiale, tout en veillant à la sécurité de ses recettes douanières et à la sauvegarde de son marché intérieur.

C. Investissements dans les Infrastructures

Au cours de la période s'étendant de 2005 à 2022, l'Algérie a engagé des ressources considérables pour révolutionner ses infrastructures, s'appuyant largement sur ses réserves financières accumulées grâce à ses revenus pétroliers. Ces initiatives ont été méticuleusement planifiées pour répondre aux besoins changeants de la nation, tout en positionnant le pays pour une croissance économique durable. Les secteurs du transport ont été particulièrement privilégiés, avec d'importants projets comme la construction de nouvelles autoroutes, la modernisation des ports et des aéroports, ainsi que l'expansion des voies ferrées. L'énergie, pilier central de l'Économie Algérienne, a également connu une transformation avec l'introduction de projets centrés sur les énergies renouvelables, dans le but de diversifier les sources d'énergie et de réduire la dépendance aux hydrocarbures (World Bank, 2022).

De plus, confrontée à des défis liés à la distribution d'eau dans certaines régions, l'Algérie a investi dans des technologies avancées de dessalement et a renforcé ses infrastructures hydrauliques pour garantir un approvisionnement durable en eau à sa population (Souak, 2008). Ces investissements ont non seulement donné un coup de fouet à l'économie nationale, créé des opportunités d'emploi pour des milliers d'Algériens, mais ont aussi renforcé l'attractivité du pays aux yeux des investisseurs étrangers.

D. Assouplissement des Contrôles sur les Changes

l'Algérie a manifesté une volonté résolue d'ouvrir son économie aux investisseurs étrangers en assouplissant ses contrôles sur les changes. Cette stratégie avait pour but de positionner le pays comme une destination privilégiée pour les investissements directs étrangers. En assouplissant ses réglementations en matière de changes, l'Algérie a cherché à éliminer les barrières qui entravaient les transactions financières internationales, créant ainsi un environnement propice aux affaires. Cette flexibilité accrue en matière de change a non seulement facilité les opérations commerciales avec ses principaux partenaires, mais a également renforcé la perception de l'Algérie comme un marché stable et fiable.

En conséquence, les investisseurs étrangers ont gagné en confiance, percevant le pays comme une destination d'investissement viable, offrant des opportunités attrayantes et un cadre réglementaire transparent et prévisible (FMI, 2017).

E. Accords Commerciaux

L'Algérie a démontré un engagement croissant en faveur de l'intégration économique internationale, en particulier en ce qui concerne ses relations avec l'Union européenne. Une étape clé de cette orientation a été la mise en œuvre et le renforcement de l'accord d'association avec l'UE, une initiative stratégique visant à faciliter l'accès aux marchés européens et à promouvoir une coopération économique mutuellement bénéfique. Ce partenariat a permis à l'Algérie d'accroître ses échanges commerciaux, d'attirer des investissements étrangers, et d'adopter des normes internationales qui ont contribué à moderniser son économie (Ministère du Commerce d'Algérie, 2022). De plus, cet accord a solidifié le positionnement de l'Algérie sur l'échiquier commercial mondial, tout en ouvrant de nouvelles opportunités pour ses exportations dans l'une des plus grandes zones économiques du monde.

1.1.2. Introduction des mesures restrictives et leur contexte (2005-2022)

L'Algérie, au cours des deux dernières décennies, a vu fluctuer son économie à la suite de diverses crises mondiales, notamment la crise financière de 2008, la chute des prix du pétrole en 2014 et plus récemment, les répercussions économiques de la pandémie de la COVID-19. Dans ce contexte complexe, le pays a introduit une série de mesures restrictives en matière de commerce pour protéger son économie.

A. Contexte Économique Initial

L'Algérie bénéficiait au milieu des années 2000 d'une manne financière importante provenant des exportations d'hydrocarbures. Cependant, la dépendance à l'égard de ce secteur a conduit à une vulnérabilité face à la volatilité des prix du pétrole. Lors de la crise financière de 2008, l'Algérie a commencé à ressentir une certaine pression économique (IMF, 2009).

B. Impact des Chutes des Prix du Pétrole (2014)

La chute brutale des prix du pétrole en 2014 a intensifié la nécessité d'introduire et de renforcer ces mesures restrictives. Pendant cette période le prix du pétrole a atteint 36 Dollars américain (OPEC, 2015).

L'effondrement des recettes pétrolières a mis en évidence la nécessité d'une diversification économique.

C. Introduction des Mesures Restrictives

Pour protéger les industries locales de la concurrence étrangère et pour préserver les réserves en devises, le gouvernement Algérien a introduit diverses mesures restrictives:

- Licences d'importation pour certaines catégories de produits ;
- Interdiction d'importer certains biens jugés "non essentiels" ;
- Augmentation des tarifs douaniers pour certains produits. (Bourioune, Impact d'une politique restrictive des importations sur l'Economie Algérienne, 2019).

D. Période Récente (COVID-19)

La pandémie mondiale a eu un impact significatif sur l'Économie Algérienne, exacerbant les défis existants. Le PIB pendant cette période a connu une décroissance de 5.1%.

Dans ce contexte, l'Algérie a continué d'ajuster ses mesures restrictives, cherchant à équilibrer la protection de l'économie locale tout en répondant aux besoins de la population (World Bank, 2021).

1.1.3. Raisons sous-jacentes pour l'adoption de mesures restrictives des importations

L'Algérie, tout comme de nombreux autres pays, a adopté des mesures restrictives pour réguler son commerce extérieur. Plusieurs raisons sous-jacentes ont motivé ces choix, qui s'inscrivent dans une stratégie globale visant à protéger et à dynamiser l'économie nationale. Analysons ces raisons de manière approfondie.

A. Protection de l'Industrie Locale

Développement industriel : En protégeant l'industrie locale de la concurrence étrangère, le gouvernement cherchait à favoriser le développement d'industries nationales compétitives

Emploi: Les restrictions peuvent aider à préserver les emplois dans des secteurs stratégiques ou en difficulté face à la concurrence internationale.

B. Préservation des Réserves de Change

Face à la baisse des recettes pétrolières et à la dépendance aux importations pour satisfaire la demande intérieure, il est devenu crucial de préserver les réserves de change du pays (IMF, 2018).

C. Réponse à des Chocs Externes

La volatilité des prix du pétrole, la crise financière mondiale ou encore la pandémie de la COVID-19 ont eu un impact significatif sur l'économie Algérienne, nécessitant des mesures d'ajustement pour stabiliser l'économie (OPEC, 2016).

D. Encourager la Diversification Économique

En limitant l'accès à certains produits étrangers, le gouvernement a tenté de stimuler la production locale dans divers secteurs, contribuant ainsi à une stratégie de diversification économique.

E. Contrôle de l'Inflation et Stabilité des Prix

En régulant les importations, le gouvernement peut exercer un certain contrôle sur l'offre et la demande de produits sur le marché intérieur, influençant ainsi l'inflation et les prix (Banque d'Algérie, Rapport Annuel, 2016).

1.2. Trajectoire Historique de la Politique Commerciale Algérienne

Nous allons retracer la trajectoire historique de la politique commerciale Algérienne, en mettant l'accent sur son évolution et les objectifs qui l'ont guidée au fil des décennies.

1.2.1. Réorientation Post-2005

Depuis le milieu des années 2000, l'Algérie a entrepris une remarquable réorientation de sa politique commerciale, répondant aux impératifs de développement économique et d'intégration mondiale. Cette période a été marquée par une série de changements stratégiques qui ont influencé profondément l'approche du pays en matière de commerce extérieur. Ces ajustements ont été guidés par des objectifs précis, visant à renforcer la compétitivité économique, à diversifier les sources de croissance et à s'adapter aux dynamiques du marché mondial.

L'une des pierres angulaires de cette réorientation a été l'introduction du Plan d'Action pour la Diversification Économique (PADE) en 2006, reflétant la volonté de l'Algérie de réduire sa dépendance vis-à-vis des hydrocarbures et d'élargir sa base économique. Le PADE a mis en avant des initiatives pour encourager la production locale, soutenir l'investissement dans des secteurs non pétroliers et promouvoir l'exportation de produits à plus forte valeur ajoutée.

De manière significative, les indicateurs montrent une augmentation progressive des exportations non pétrolières au cours de cette période. Selon les données du Centre National

Chapitre 04 : Étude de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne

de l'Informatique et des Statistiques des Douanes (CNIS), les exportations hors hydrocarbures ont connu une croissance moyenne annuelle de près de 8,5% entre 2005 et 2022.

Cette tendance atteste des efforts déployés pour diversifier les flux commerciaux et réduire la vulnérabilité aux fluctuations du marché pétrolier.

En parallèle, une série d'accords commerciaux ont été initiés pour faciliter l'intégration régionale et mondiale de l'Algérie.

L'accord d'association avec l'Union Européenne en 2005 et la participation active au Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) témoignent de la volonté du pays de s'ouvrir à de nouvelles opportunités commerciales.

Cependant, ces évolutions ne sont pas sans défis. L'économie Algérienne reste confrontée à des disparités structurelles, et malgré les efforts de diversification, les hydrocarbures demeurent prépondérants dans les exportations. Cette réalité souligne les obstacles à surmonter pour réaliser pleinement les nouveaux objectifs de la politique commerciale.

En conclusion, la période post-2005 a été marquée par une évolution significative de la politique commerciale Algérienne, caractérisée par des efforts pour diversifier l'économie, promouvoir les exportations non pétrolières et s'intégrer davantage dans l'économie mondiale. Les données montrent des progrès tangibles, mais également la nécessité de continuer à s'adapter aux défis en cours pour réaliser pleinement les nouveaux objectifs fixés.

1.2.2. Adaptation aux Pressions Économiques Mondiales

Au cours de la période allant de notre recherche, l'Algérie a été confrontée à un environnement économique mondial en mutation constante, exigeant une adaptation stratégique de sa politique commerciale. Cette évolution a été influencée par des facteurs tels que la mondialisation accrue, les réformes commerciales internationales et les changements de demande sur les marchés mondiaux.

L'entrée en vigueur de l'Accord d'Association avec l'UE en 2005 a marqué un tournant dans la politique commerciale de l'Algérie. Cet accord a eu des répercussions significatives sur les échanges bilatéraux et a incité l'Algérie à revoir ses politiques et à aligner sa législation sur les normes internationales. En effet, les exigences d'harmonisation réglementaire et d'ouverture progressive des marchés ont conduit à des ajustements stratégiques pour répondre aux attentes de ses partenaires commerciaux.

Chapitre 04 : Étude de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne

Dans le même temps, la montée en puissance de nouvelles économies émergentes sur la scène mondiale a renforcé la concurrence pour les marchés internationaux. Pour rester compétitive, l'Algérie a cherché à diversifier ses partenaires commerciaux et à explorer de nouvelles opportunités de commerce et d'investissement. Cette démarche s'est traduite par une intensification des relations commerciales avec des pays d'Asie, d'Amérique du Sud et d'Afrique, reflétant une volonté d'élargir les horizons économiques.

Une autre facette importante de l'adaptation aux pressions économiques mondiales a été la promotion des IDE et la facilitation des échanges. En 2016, l'Algérie a adopté une nouvelle loi sur l'investissement, visant à améliorer le climat des affaires et à encourager les investissements directs étrangers dans des secteurs clés tels que l'industrie, les infrastructures et les technologies.

Cependant, tout en cherchant à s'adapter aux pressions économiques mondiales, l'Algérie a également été confrontée à des défis internes tels que la dépendance persistante aux hydrocarbures et la nécessité de renforcer la compétitivité de ses secteurs non pétroliers. Bien que des progrès aient été accomplis, la voie vers une économie plus diversifiée et résiliente demeure un objectif continu.

1.2.3. Stratégies de diversification et de développement

Au cours de la période s'étalant de 2005 à 2022, l'Algérie a entrepris des efforts soutenus pour diversifier son économie et promouvoir un développement plus équilibré à travers sa politique commerciale. Cette période a été marquée par une série de stratégies visant à réduire la dépendance aux hydrocarbures, à stimuler la croissance économique et à renforcer la compétitivité sur la scène internationale.

L'une des principales orientations de cette politique a été la mise en œuvre de mesures pour encourager la production et les exportations de biens à plus forte valeur ajoutée. Cette approche a été soutenue par des incitations financières et fiscales visant à promouvoir l'investissement dans des secteurs non pétroliers tels que l'industrie manufacturière, les technologies de l'information et les énergies renouvelables. Selon les données du Ministère du Commerce Algérien, selon le CNIS les exportations de produits manufacturés ont augmenté de manière significative d'une moyenne de 19% de 2005 à 2022.

En parallèle, la diversification des partenaires commerciaux a été un élément central de la stratégie de développement. L'Algérie a cherché à étendre ses relations économiques au-delà

Chapitre 04 : Étude de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne

de ses partenaires traditionnels, tels que l'Union Européenne, en explorant de nouvelles opportunités en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud. Cette stratégie a été mise en lumière par la signature d'accords de libre-échange et d'accords commerciaux préférentiels avec des pays du Maghreb, de la Ligue Arabe et d'autres régions.

Un autre pilier de la politique commerciale de l'Algérie a été l'investissement dans les infrastructures et la logistique pour améliorer la connectivité régionale et mondiale. Des projets majeurs tels que l'extension des ports et l'amélioration des réseaux de transport ont été lancés dans le but de faciliter le commerce transfrontalier et de renforcer la position géoéconomique du pays.

En 2019, au cœur d'un environnement global en constante mutation, l'Algérie a entrepris une démarche proactive afin de s'aligner sur les tendances et enjeux mondiaux contemporains. Cette ambition se traduit par l'adoption d'une série d'orientations stratégiques visant à positionner le pays comme un acteur majeur de l'économie numérique et de la connaissance. Parmi ces initiatives, une attention particulière a été accordée à la création d'un écosystème robuste et propice au développement des start-up, reconnaissant ainsi le potentiel de ces entreprises à être des vecteurs de croissance économique et d'innovation. Par ailleurs, en parallèle de ces efforts infrastructurels et réglementaires, l'Algérie a mis l'accent sur la valorisation et la promotion de la culture entrepreneuriale. Cette dynamique vise non seulement à inculquer une mentalité entrepreneuriale parmi la jeunesse Algérienne, mais aussi à cultiver un esprit d'innovation et de créativité, essentiels pour assurer la compétitivité du pays sur la scène internationale. Ce positionnement stratégique témoigne de la volonté de l'Algérie de se métamorphoser en un hub régional de l'innovation et du savoir (Tegaoua & Bouchama, 2023).

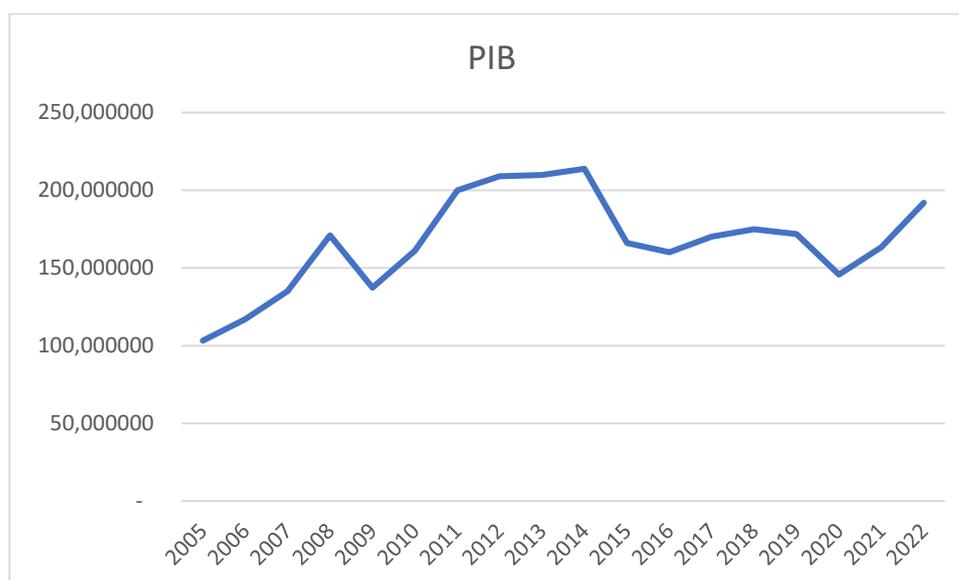
1.3. Analyse des Performances Économiques et Financières de l'Algérie

Nous allons plonger sur la compréhension et une analyse approfondie des indicateurs clés et des tendances prévalentes de l'Économie Algérienne au fil des années de notre étude.

1.3.1. Évolution du PIB et Croissance Économique

L'analyse de l'évolution du PIB et de la croissance économique de l'Algérie sur la période de 2005 à 2022 révèle des dynamiques complexes et des facteurs influents qui ont contribué aux périodes de croissance soutenue ainsi qu'aux ralentissements économiques. Ces données illustrent les fluctuations économiques du pays et offrent un aperçu des défis et des opportunités auxquels l'Algérie a été confrontée pendant cette période.

Figure 6: PIB de l'Algérie (2005-2022)



Source : (World Bank, 2023)

A. Croissance Soutenue et Facteurs de Dynamique (2005-2014)

Les années 2005 à 2014 ont été caractérisées par une croissance économique relativement robuste en Algérie. Durant cette période, le PIB a augmenté de manière significative, passant de 103,198 milliards de dollars en 2005 à 213,810 milliards de dollars en 2014, avec une croissance moyenne annuelle de 3,5%. Cette croissance soutenue a été influencée par plusieurs facteurs :

➤ **Prix Élevés des Hydrocarbures :**

L'Algérie est un important exportateur de pétrole et de gaz naturel, et la hausse des prix des hydrocarbures sur les marchés mondiaux a contribué à stimuler les revenus d'exportation et à soutenir la croissance économique (World Bank, 2023).

➤ **Investissements Publics :**

Le gouvernement Algérien a investi dans des projets d'infrastructures, de développement et d'industrialisation, ce qui a favorisé la création d'emplois, la croissance du secteur manufacturier et l'expansion des activités économiques (Ministère des Finances d'Algérie, 2022).

➤ **Diversification des Secteurs :**

Des efforts ont été entrepris pour diversifier l'économie en développant d'autres secteurs tels que l'industrie, l'agriculture et les services, contribuant ainsi à une croissance plus large et équilibrée (CnuCED, 2023).

B. Ralentissements et Facteurs de Ralentissement (2015-2020)

Cependant, à partir de 2015, l'Algérie a connu des ralentissements économiques, notamment en raison de la volatilité des prix des hydrocarbures et des défis structurels. Cette période a été caractérisée par une croissance économique plus modérée et même une contraction en 2020 due à la pandémie de COVID-19. Des facteurs tels que ceux-ci ont joué un rôle dans ces ralentissements :

➤ **Chute des Prix des Hydrocarbures :**

La baisse des prix mondiaux du pétrole et du gaz a eu un impact significatif sur les revenus d'exportation de l'Algérie, réduisant ainsi sa capacité à stimuler la croissance économique (World Bank, 2023).

➤ **Dépendance aux Hydrocarbures :**

La dépendance continue aux hydrocarbures a exposé l'économie Algérienne aux fluctuations des prix mondiaux, mettant en évidence la nécessité de diversifier davantage les sources de revenus (ONU, 2016).

➤ **Réformes Structurelles :**

Les ralentissements ont mis en évidence la nécessité de mettre en œuvre des réformes structurelles pour améliorer l'efficacité économique, stimuler l'investissement et promouvoir la diversification (ONU, 2016).

1.3.2. Stabilité Macroéconomique : Balance Commerciale, Inflation et Politiques Monétaires

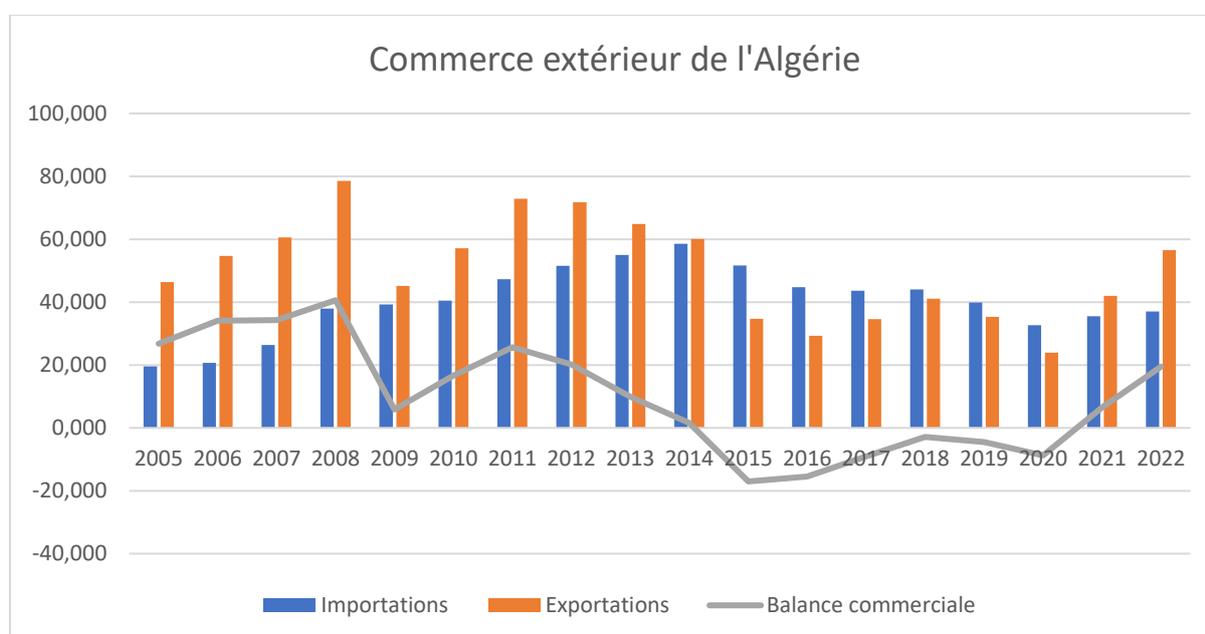
L'examen de la stabilité macroéconomique en Algérie, en mettant l'accent sur la balance commerciale, l'inflation et les politiques monétaires, offre un aperçu approfondi des conditions économiques et des mécanismes de régulation au cours de la période de 2005 à 2022.

Chapitre 04 : Étude de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne

A. Balance Commerciale et Équilibre des Échanges

L'évolution de la balance commerciale Algérienne au cours de cette période révèle des tendances significatives. Alors que les importations ont augmenté, passant de 19,570 milliards de dollars en 2005 à 37,041 milliards de dollars en 2022, les exportations ont également connu une croissance notable, passant de 46,380 milliards de dollars à 56,500 milliards de dollars sur la même période. Cela a conduit à une certaine fluctuation dans l'équilibre commercial, soulignant l'importance de la diversification des exportations pour réduire les déséquilibres commerciaux. Des efforts pour favoriser la production nationale et diversifier les sources de revenus peuvent jouer un rôle clé dans la stabilité de la balance commerciale (Direction générale des douanes algériennes, 2022).

Figure 7: Évolution du commerce extérieur de l'Algérie (2002-2022)

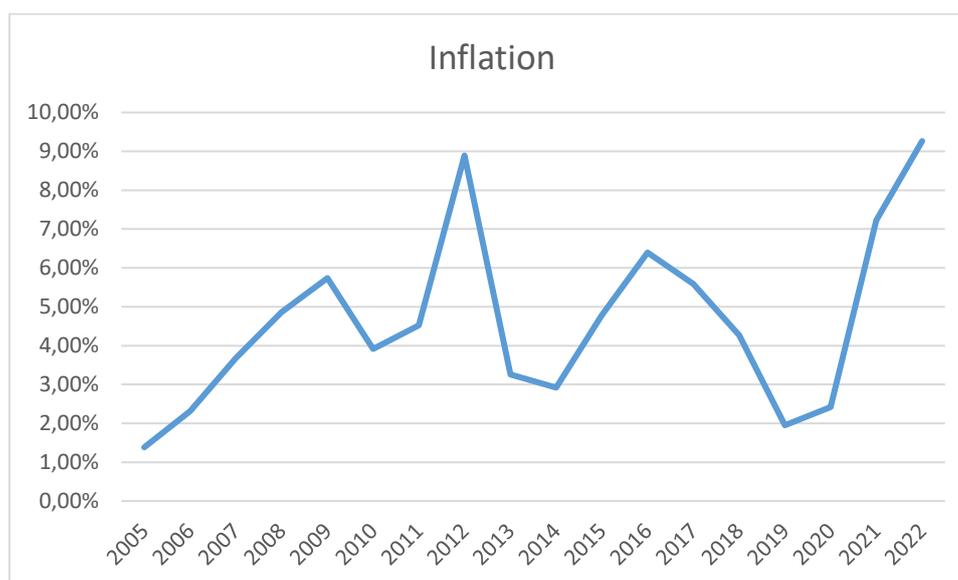


Source : (World Bank, 2022).

B. Inflation et Politiques Monétaires

L'inflation a également été un facteur majeur dans la stabilité macroéconomique. Les taux d'inflation en Algérie ont varié au fil des ans, reflétant les pressions inflationnistes et les efforts de stabilisation. Le pays a enregistré des taux d'inflation élevés au début de la période, mais des mesures monétaires ont été mises en œuvre pour contenir cette inflation. Ces politiques monétaires, comprenant des ajustements de taux d'intérêt et des réserves obligatoires, ont été déployées pour maintenir la stabilité des prix et atténuer les pressions inflationnistes (Banque d'Algérie, 2021).

Figure 8: Taux d'inflation en Algérie (2005-2022)



Source : (World Bank, 2023)

C. la Stabilité Sociale

Le taux de chômage en Algérie a connu des fluctuations pendant la période étudiée, oscillant entre 9,82% et 15,27%. Ces variations peuvent être attribuées à divers facteurs, notamment la croissance économique, les politiques d'emploi et les mouvements dans les secteurs économiques clés. Le maintien d'un taux de chômage stable et gérable est crucial pour assurer la stabilité sociale et économique. Des politiques ciblées visant à promouvoir la création d'emplois, à soutenir l'entrepreneuriat et à renforcer les compétences de la main-d'œuvre peuvent jouer un rôle essentiel dans cet aspect de la stabilité macroéconomique (World Bank, 2021).

1.3.3. Marché du Travail et Taux de Chômage : Évaluation des Conditions d'Emploi et de l'Économie Informelle

Une analyse approfondie du marché du travail en Algérie sur la période de 2005 à 2022 met en lumière les tendances du taux de chômage ainsi que les réalités de l'emploi informel, fournissant ainsi des informations clés sur les conditions d'emploi et les dynamiques socio-économiques.

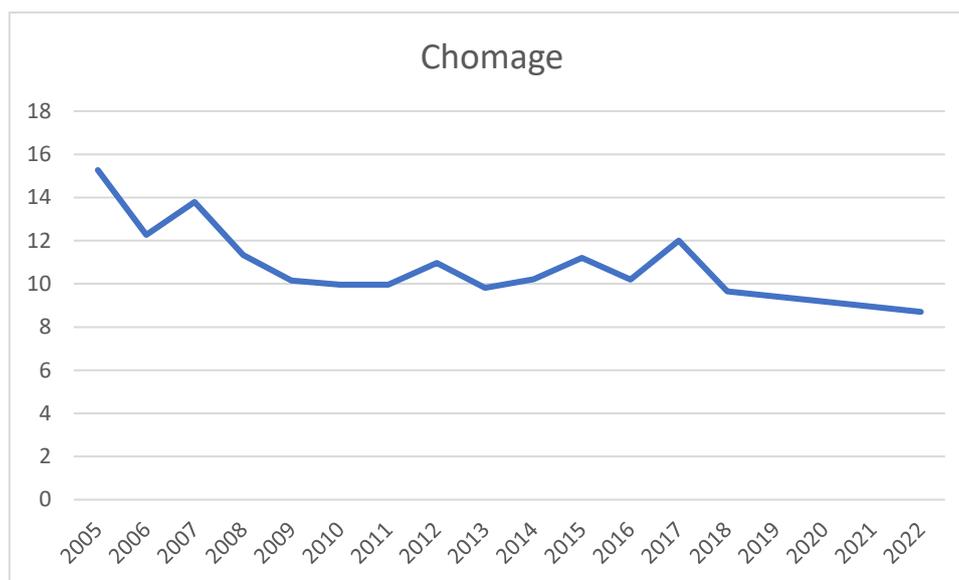
A. Taux de Chômage

Les données du taux de chômage en Algérie montrent des variations au cours de la période étudiée, oscillant entre 9,820% et 15,270%. Ces fluctuations reflètent les défis persistants du marché du travail, notamment la nécessité de créer des emplois suffisants pour répondre à la

Chapitre 04 : Étude de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne

demande de main-d'œuvre. Les facteurs tels que la croissance économique, l'efficacité des politiques d'emploi et les transformations structurelles ont tous contribué à la dynamique du taux de chômage. Une évaluation précise des tendances du chômage peut offrir des perspectives sur les succès et les défis des politiques d'emploi mises en œuvre par le gouvernement (World Bank, 2021).

Figure 9: Taux de chômage en Algérie (2005-2022)



Source : (World Bank, 2022)

B. Économie Informelle

L'économie informelle a joué un rôle significatif dans le marché du travail Algérien. Elle englobe une variété d'activités non réglementées et non déclarées, et sa prévalence a des implications majeures sur la stabilité économique et sociale. L'Algérie a fait face à des défis liés à l'informalité, notamment en termes de recettes fiscales perdues, de faible protection sociale et de manque d'accès à des conditions de travail décentes. Une évaluation approfondie de l'économie informelle peut mettre en évidence les mesures nécessaires pour formaliser davantage l'emploi et améliorer les conditions de travail.

C. Politiques d'Emploi et Perspectives

Les politiques d'emploi jouent un rôle crucial dans la gestion du marché du travail et la réduction du chômage. L'Algérie a cherché à mettre en œuvre des initiatives visant à promouvoir la création d'emplois, à renforcer les compétences de la main-d'œuvre et à faciliter l'employabilité des jeunes. L'évaluation de l'efficacité de ces politiques peut fournir des idées

sur les domaines à renforcer pour favoriser une croissance inclusive et une réduction durable du chômage.

1.4. Rôle du commerce international dans l'Économie Algérienne

Cette section met l'accent sur le rôle que joue le commerce international dans l'économie Algérienne. Nous explorerons comment les échanges internationaux influencent la performance économique du pays, et comment les restrictions à l'importation ont façonné la structure commerciale de l'Algérie. Cette analyse permettra de mieux comprendre le contexte dans lequel s'inscrivent les mesures restrictives des importations et leurs implications pour l'économie Algérienne.

1.4.1. Principaux partenaires commerciaux et produits échangés

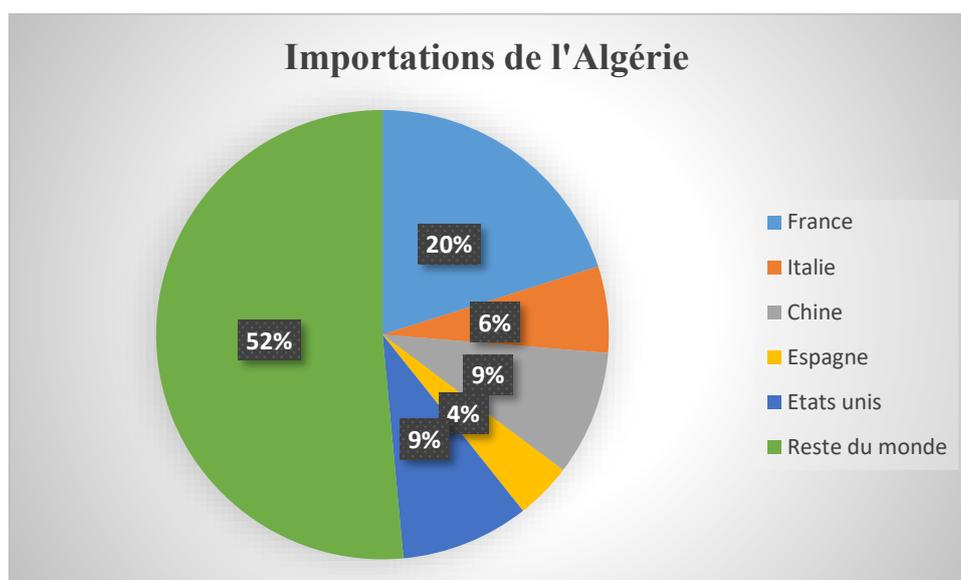
L'Algérie entretient des relations commerciales avec de nombreux pays à travers le monde. Sa position géographique stratégique sur la rive sud de la Méditerranée lui permet d'accéder facilement aux marchés européens, africains et du Moyen-Orient. Les principaux partenaires commerciaux de l'Algérie sont traditionnellement les pays de l'Union européenne, en particulier la France, l'Italie et l'Espagne, ainsi que la Chine et les États-Unis (Darbot-Trupiano, 2007).

Les produits échangés sont divers et varient en fonction des besoins économiques et des ressources disponibles. Les exportations de l'Algérie sont principalement constituées de produits pétroliers et gaziers. En effet, le pays possède l'une des plus grandes réserves d'hydrocarbures du monde, ce qui en fait un exportateur majeur dans ce domaine (O'Sullivan, Overland, & Sandalow, 2017).

Du côté des importations, l'Algérie importe principalement des produits manufacturés, des équipements mécaniques, électriques et électroniques, ainsi que des produits alimentaires. La dépendance de l'Algérie à l'égard des importations de denrées alimentaires est particulièrement préoccupante, car elle expose le pays à des fluctuations de prix sur les marchés internationaux et affecte sa sécurité alimentaire (Chehat, 2012)

Cependant, il convient de noter que ces tendances peuvent varier en fonction des politiques commerciales adoptées par le pays et des fluctuations des prix des matières premières sur les marchés mondiaux.

Figure 10: Principaux partenaires commerciaux à l'import de l'Algérie



Source : Source : (World Bank, 2023)

France (20,09%) : La France se distingue comme le premier fournisseur de l'Algérie, avec 20,09% des importations Algériennes. Cela peut s'expliquer par les liens historiques, culturels et économiques étroits entre les deux pays. Ces liens ont favorisé le développement de relations commerciales solides dans divers secteurs, de la technologie à l'agroalimentaire.

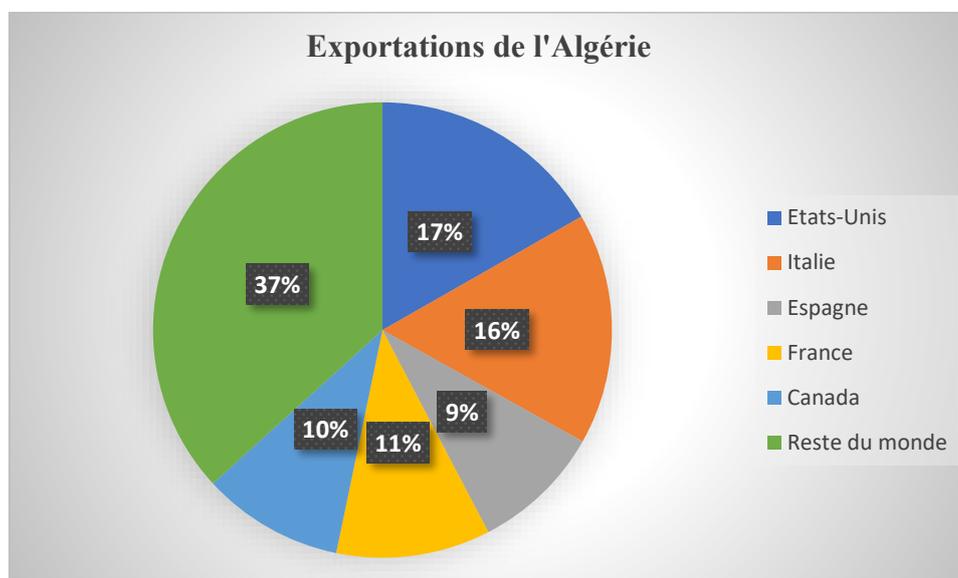
Chine (9%) et États-Unis (9,18%) : Ces deux pays suivent la France de près, avec respectivement 9% et 9,18% des importations Algériennes. La Chine, en tant que géant manufacturier, fournit une gamme variée de produits à l'Algérie, de l'électronique aux biens de consommation. Les États-Unis, en tant que puissance économique majeure, exportent également une variété de produits vers l'Algérie, notamment des équipements technologiques et industriels.

Italie (6,21%) : L'Italie est également un partenaire commercial clé pour l'Algérie, fournissant principalement des biens industriels, des machines et des équipements. Les échanges énergétiques entre les deux pays ont également joué un rôle dans le renforcement de cette relation commerciale.

Espagne (4,04%) : Bien que représentant un pourcentage moindre, l'Espagne reste un partenaire commercial important pour l'Algérie, notamment en raison des échanges énergétiques et de la proximité géographique entre les deux pays.

Reste du monde (51,477%): Ce chiffre illustre la diversité des sources d'importation de l'Algérie. Près de la moitié des importations proviennent d'autres pays à travers le monde, ce qui indique une diversification des partenaires commerciaux

Figure 11: Principaux partenaires commerciaux à l'export de l'Algérie (2005-2022)



Source : (World Bank, 2023)

États-Unis (16,70%) et Italie (16,44%): Ces deux pays dominent presque équitablement les exportations Algériennes, avec des pourcentages très proches de 16,7% et 16,44%, respectivement. Les États-Unis sont un marché majeur pour le gaz et le pétrole Algériens, ainsi que pour d'autres produits. L'Italie, grâce à sa proximité géographique et à ses liens énergétiques avec l'Algérie, est également un destinataire majeur des exportations de pétrole et de gaz.

France (10,87%): Historiquement liée à l'Algérie, la France est un partenaire commercial important, recevant près de 11% des exportations Algériennes. Les secteurs d'exportation comprennent principalement l'énergie, mais aussi d'autres produits agricoles et manufacturés.

Canada (10%): Le Canada se démarque par son importance croissante en tant que partenaire commercial pour l'Algérie, avec 10% des exportations. Cela peut s'expliquer par des accords commerciaux spécifiques ou des besoins sectoriels du Canada que l'Algérie peut satisfaire.

Espagne (9,23%): Proche voisin de l'Algérie, l'Espagne reçoit 9,23% des exportations Algériennes. Les relations commerciales sont principalement axées sur les échanges énergétiques, mais englobent également d'autres domaines.

Reste du monde (36,76%): Cette catégorie regroupe les exportations vers d'autres pays non listés ci-dessus. Elle représente plus d'un tiers des exportations totales de l'Algérie.

1.4.2. Rôle de l'exportation et de l'importation dans l'économie

Les exportations et les importations jouent un rôle crucial dans l'économie Algérienne en influençant le PIB, le niveau de vie, l'emploi et le développement général du pays (Sid Ahmed & Siino, 1998).

Exportations : L'Algérie est riche en ressources naturelles, notamment le pétrole et le gaz, qui représentent la majorité de ses exportations. Les recettes tirées des exportations contribuent fortement au PIB du pays, permettent de financer les importations et influencent la valeur de la monnaie Algérienne (dinar) sur les marchés mondiaux. Les exportations sont également importantes pour la création d'emplois et la stimulation de la croissance dans les secteurs productifs (Ait Amara, 2019).

Importations : D'autre part, l'Algérie dépend fortement des importations pour répondre à ses besoins en biens de consommation et en équipements technologiques, industriels et agricoles. Les importations soutiennent également le développement économique en fournissant des intrants pour la production locale. Cependant, une dépendance excessive vis-à-vis des importations peut entraîner des déficits commerciaux, une pression sur la balance des paiements et une dépréciation de la monnaie, ce qui peut avoir des répercussions négatives sur l'économie (BESSAOUD, Pellissier, Rolland, & Khechimi, 2019) .

Ainsi, l'équilibre entre les exportations et les importations est essentiel pour la stabilité macroéconomique et la croissance à long terme de l'économie Algérienne.

1.4.3. Tendances récentes dans le commerce international de l'Algérie

Au cours de la dernière décennie, le commerce international de l'Algérie a connu plusieurs fluctuations, principalement dues aux variations des prix mondiaux du pétrole, aux mesures restrictives à l'importation et aux changements de politique économique.

Chapitre 04 : Étude de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne

La dépendance de l'Algérie vis-à-vis des hydrocarbures pour ses revenus d'exportation a rendu l'économie sensible aux fluctuations des prix mondiaux du pétrole. Avec la baisse des prix du pétrole à partir de 2014, les revenus d'exportation de l'Algérie ont diminué, affectant la balance commerciale du pays (IMF, 2020).

De plus, l'Algérie a adopté plusieurs mesures restrictives à l'importation au cours de la dernière décennie dans le but de promouvoir l'industrie locale, de diversifier l'économie et de réduire la dépendance à l'égard des importations. Cependant, ces mesures ont également eu des répercussions sur le commerce international, en affectant les importations et en entravant parfois les relations commerciales avec certains partenaires.

Récemment, l'Algérie a également mis en œuvre des réformes visant à diversifier ses exportations et à améliorer la compétitivité de ses industries locales sur les marchés internationaux (World Bank, 2021).

Section 02 : Modélisation de l'impact des politiques restrictives d'importation

Cette section est dédiée à la modélisation de l'impact des politiques restrictives d'importation. Nous nous appuyerons sur les concepts et les outils d'économétrie pour concevoir un modèle capable de quantifier les effets de ces politiques. À travers la spécification du système, l'étude de stationnarité, l'identification des équations, l'estimation et la validation du système, nous viserons à fournir une analyse robuste et précise de cet impact.

2.1. Présentation de notre étude

Avant de plonger dans les détails techniques et méthodologiques, il est essentiel de fournir un aperçu général de notre étude, en mettant l'accent sur les données utilisées dans notre travail, le modèle utilisé.

2.1.1. Présentation des données

La période d'étude a couvert 18 années : de 2005 à 2022. Les données concernant les agrégats macro-économiques ont été tirées des statistiques de l'Banque Mondiale, de la base de données du FMI, les statistiques du Ministère des Finances d'Algérie et de l'Office National des Statistiques ONS.

Concernant la donnée du taux d'intérêt « INT », elle a été collectée des statistiques de la Banque d'Algérie (BA).

Le prétraitement des données a abouti aux séries déflatées suivantes : C, G, I, X, M, Y, YD, INT, T et S.

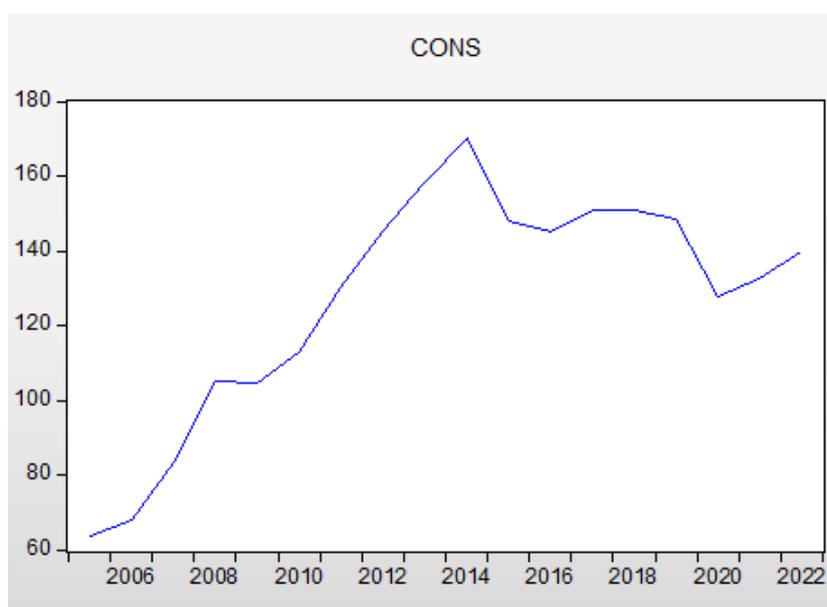
- **Les séries** sont annuelles, elles proviennent des sources citées auparavant⁷ ;
- **La période** d'étude s'étend de 2005 à 2022,
- **Les variables** :
- **Le programme** utilisé à cet effet a été Eviews sous sa 10^{ème} version.

⁷ Pour rappeler, ces source sont : Banque d'Algérie, Ministère des Finances d'Algérie, Banque d'Algérie, FMI : International Financial Statistics, La base de données de la banque mondiale.

Chapitre 04 : Étude de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne

Consommation (CONS) : La consommation est une composante centrale de la demande globale et représente les dépenses totales des ménages dans une économie pour une période de temps donnée (t). En fonction des principes keynésiens, la consommation est une fonction croissante du revenu disponible, ce qui implique que lorsque les revenus disponibles augmentent, la consommation fait de même. Ce phénomène est souvent considéré comme le moteur de la croissance économique (Keynes, 1936). En Algérie, avec l'importance des revenus pétroliers, la consommation peut être affectée par la volatilité des prix du pétrole, impactant directement le revenu disponible des ménages.

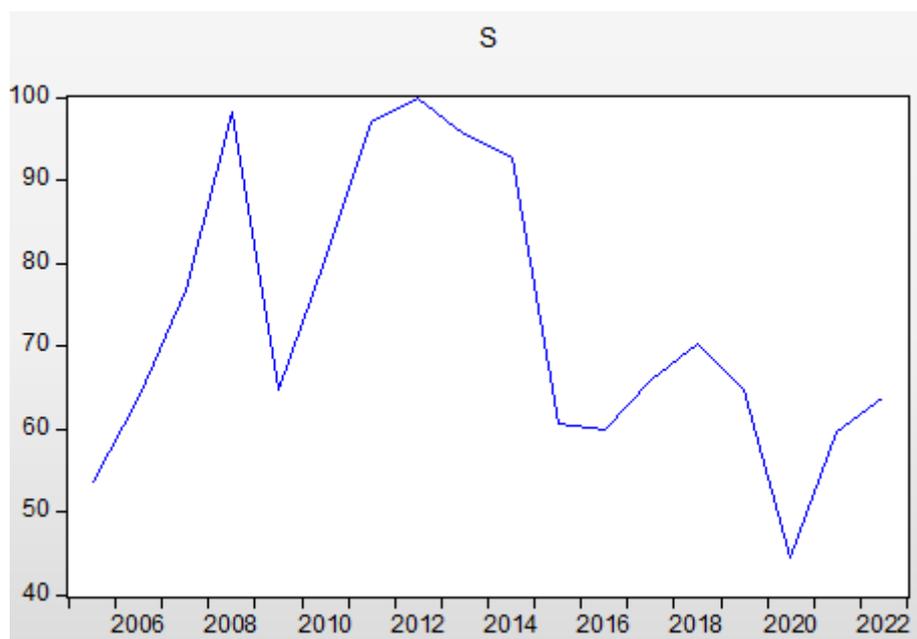
Figure 12: Évolution annuelle de la consommation en Algérie en Mrd USD (2005-2022)



Source : résultats de Eviews10.

Épargne (S) : L'épargne est la partie du revenu disponible qui n'est pas dépensée en consommation. L'épargne est un élément crucial pour financer l'investissement, un facteur clé de la croissance économique. Plus le revenu disponible est élevé, plus l'épargne est susceptible d'augmenter, selon le modèle keynésien (Modigliani & Brumberg, 1954). En Algérie, l'épargne est cruciale pour le financement de projets de développement à long terme. Cependant, en raison de la dépendance à l'égard des revenus pétroliers, les taux d'épargne peuvent fluctuer en fonction de la dynamique des marchés énergétiques.

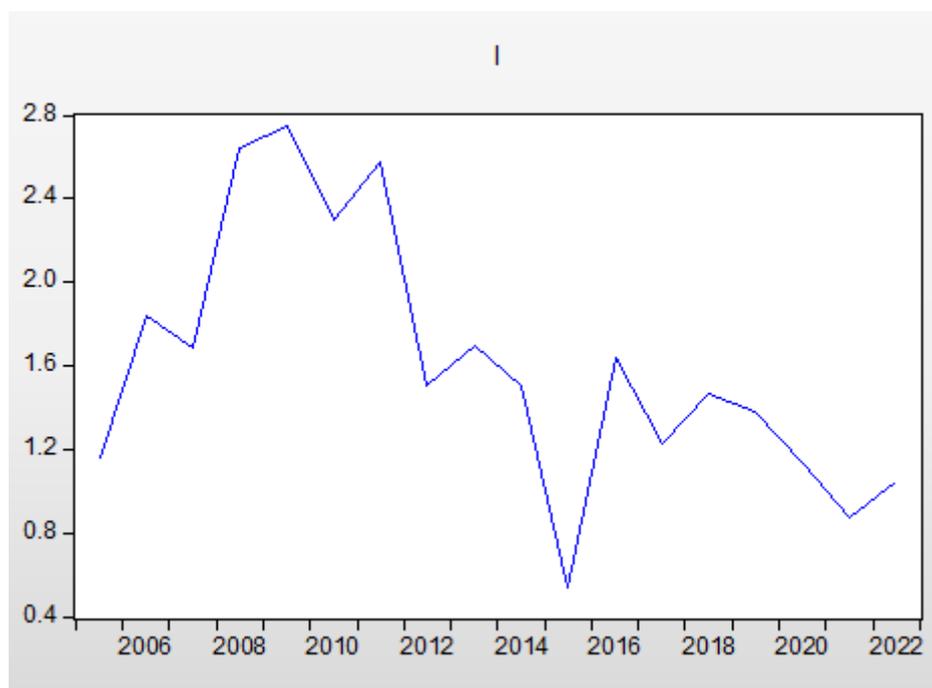
Figure 13: Évolution de l'épargne en Algérie en Mrd USD (2005-2022)



Source : résultats de Eviews10.

Investissement (I) : L'investissement est une dépense en capital pour l'achat de biens et services destinés à la production future. L'investissement est inversement proportionnel au taux d'intérêt, ce qui signifie que lorsque les taux d'intérêt diminuent, l'investissement augmente, stimulant ainsi la production, l'emploi et en fin de compte la croissance économique (Keynes, 1936).

Figure 14: Évolution des Investissements en Algérie en Mrd USD (2005-2022)

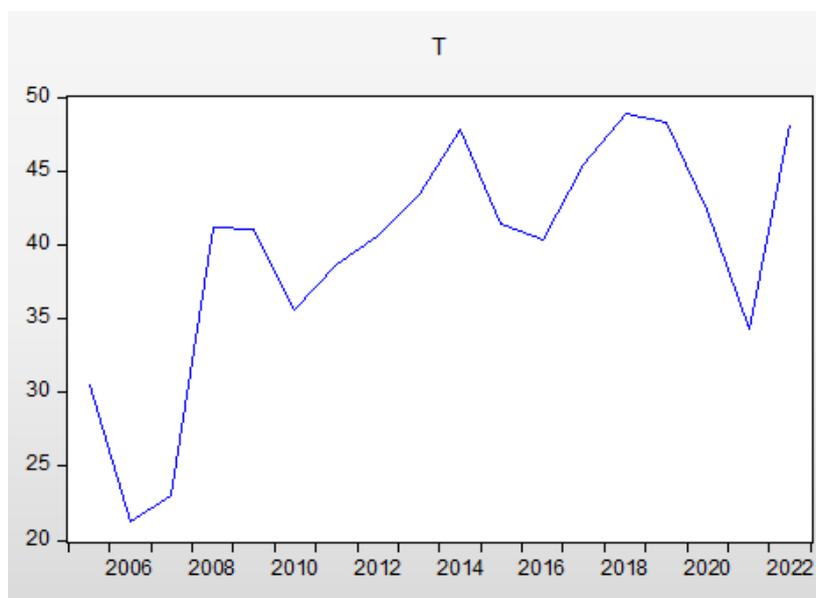


Source : résultats de Eviews10.

L'Algérie a mis en place plusieurs initiatives pour encourager les investissements dans des secteurs non pétroliers afin de diversifier son économie. Les taux d'intérêt, ajustés par la Banque d'Algérie, jouent un rôle déterminant dans la décision d'investissement des entreprises.

Impôts et Taxes (T) : Ils constituent la principale source de revenus pour l'État et sont généralement proportionnels au PIB, ce qui signifie que lorsque le PIB augmente, les recettes fiscales augmentent également. Ils ont aussi un impact significatif sur la redistribution de la richesse et les comportements de consommation et d'investissement (Blanchard & Perotti, 2002).

Figure 15: Évolution des recettes fiscales en Algérie en Mrd USD (2005-2022)



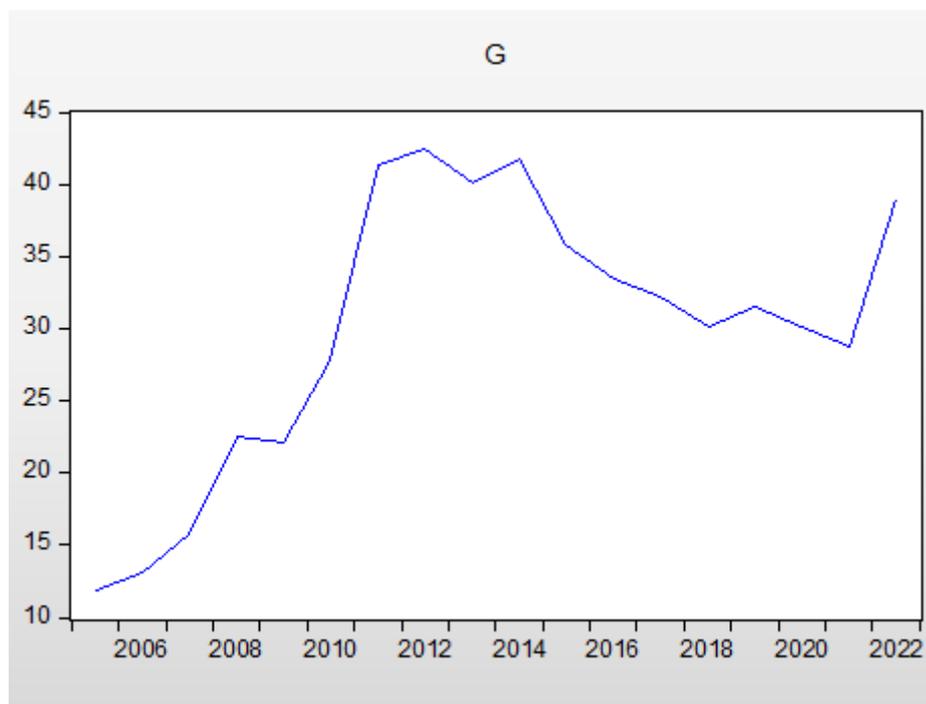
Source : résultats de Eviews10.

En Algérie, la structure fiscale a été régulièrement revue pour encourager l'investissement local et étranger, tout en garantissant des revenus suffisants pour le budget de l'État, notamment dans un contexte de prix fluctuants du pétrole.

Dépenses gouvernementales (G) : Les dépenses gouvernementales, qui englobent à la fois les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement des administrations publiques, sont un indicateur clé du rôle de l'État dans l'économie. Comme le PIB est souvent le dénominateur commun de la plupart des variables macroéconomiques, les dépenses gouvernementales fournissent une mesure précieuse de l'état de l'économie (Mankiw, 2014).

En Algérie, les dépenses gouvernementales sont fortement influencées par les revenus pétroliers. Ces dépenses sont souvent orientées vers les infrastructures et les projets de développement socio-économique pour stimuler la croissance hors secteur pétrolier.

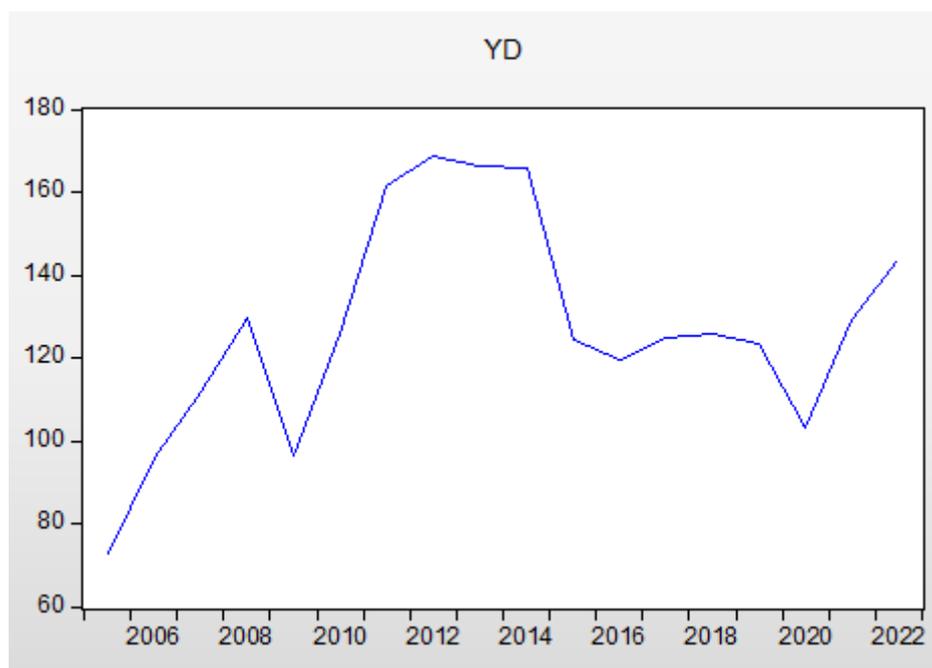
Figure 16: Évolution des dépenses gouvernementales en Algérie en Mrd USD (2005-2022)



Source : résultats de Eviews10.

Revenu disponible (YD) : Le revenu disponible est le revenu total qu'un ménage a à sa disposition pour dépenser et épargner après avoir payé les impôts. Il est étroitement lié à la consommation et à l'épargne et est un indicateur clé du bien-être économique (Modigliani & Brumberg, 1954). Le revenu disponible en Algérie est étroitement lié à la performance du secteur pétrolier et gazier. La volatilité des prix des hydrocarbures peut avoir des répercussions directes sur le revenu disponible des ménages et, par conséquent, sur leur niveau de vie.

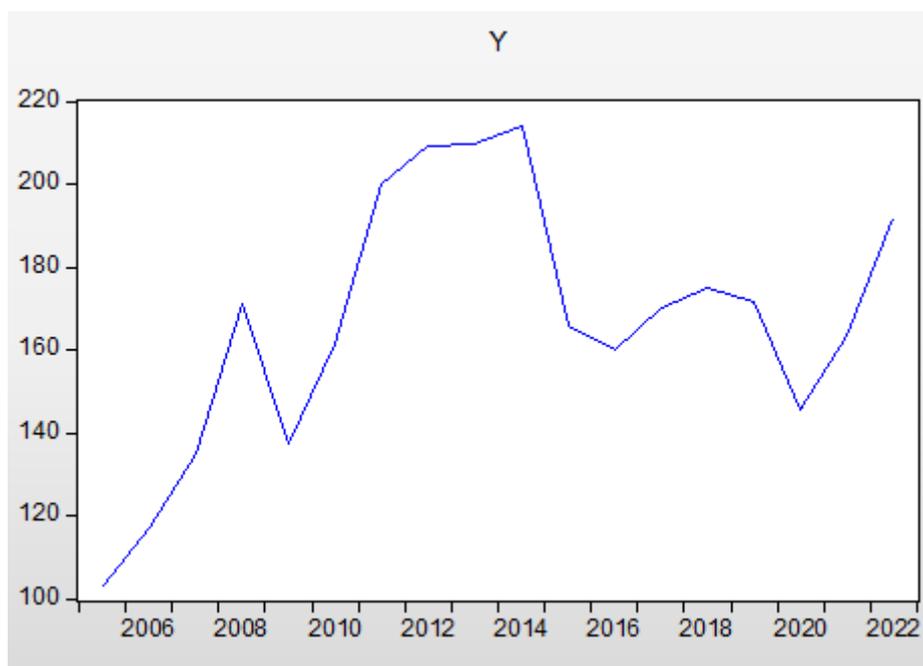
Figure 17: Offre globale en Algérie en Mrd USD (2005-2022)



Source : résultats de Eviews10.

Offre Globale = Demande Globale (Y) : Dans une économie en équilibre, l'offre globale (la production totale de biens et services) est égale à la demande globale (la demande totale de biens et services). Ce concept est au cœur de la macroéconomie keynésienne. En Algérie, l'équilibre entre l'offre et la demande globales est essentiel pour assurer une croissance économique stable. Cependant, avec la dépendance aux exportations d'hydrocarbures, des déséquilibres peuvent survenir en période de baisse des prix du pétrole.

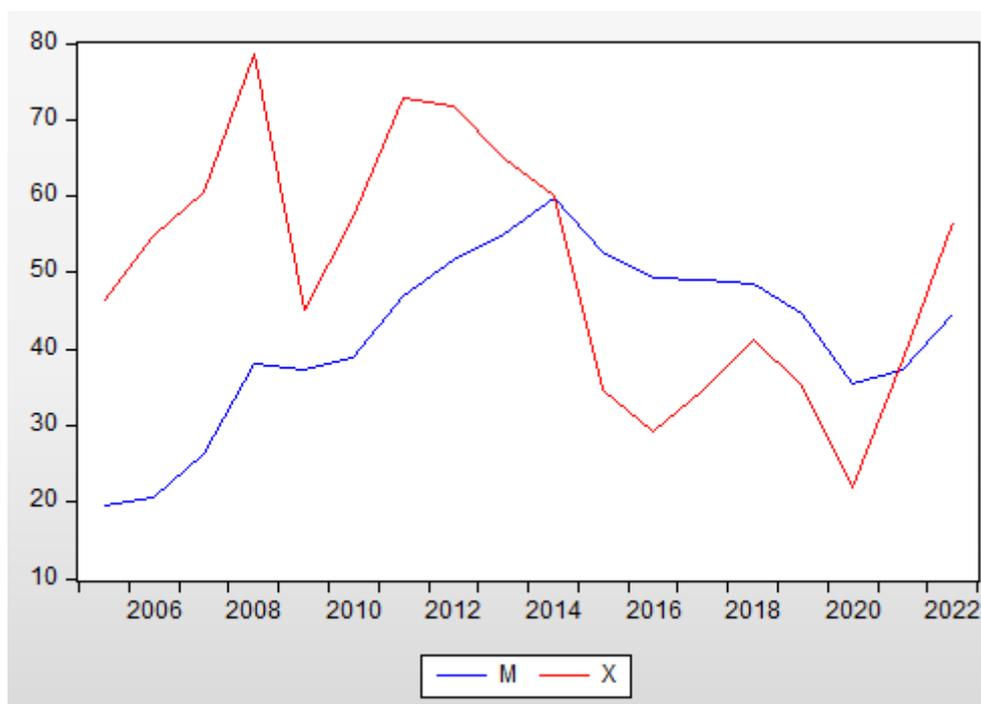
Figure 18: Offre globale en Algérie en Mrd USD (2005-2022)



Source : résultats de Eviews10.

Exportations (X) et Importations (M) : Ces deux variables jouent un rôle crucial dans la balance commerciale d'un pays et sont des éléments clés de l'économie ouverte. L'exportation apporte des devises étrangères et stimule la production locale, tandis que l'importation peut augmenter la consommation et la compétitivité grâce à l'apport de biens et services étrangers. L'Algérie, en tant que pays riche en hydrocarbures, exporte principalement du pétrole et du gaz, ce qui la rend vulnérable aux chocs des prix mondiaux. Par ailleurs, ses importations sont diversifiées, mais l'État cherche à réduire la dépendance à l'égard des importations grâce à des initiatives de substitution aux importations.

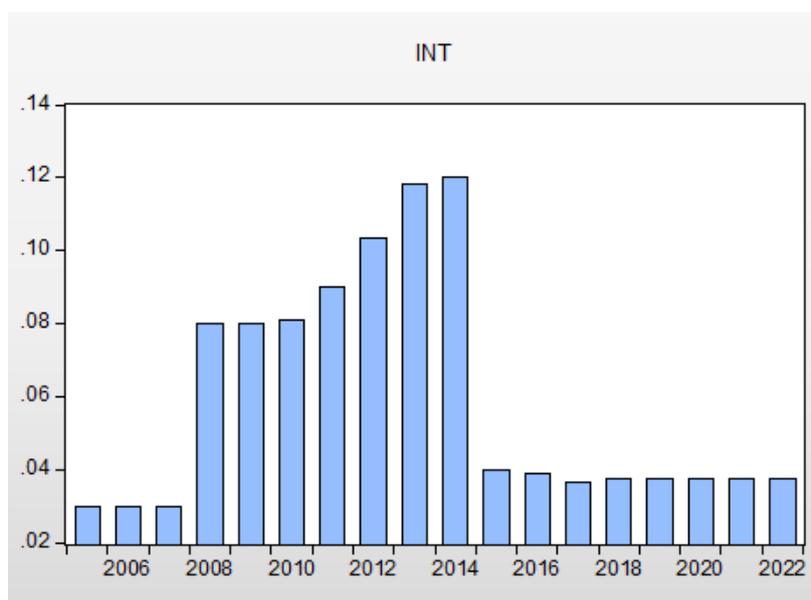
Figure 19: Evolution annuelle des importations et exportations en Algérie (2005-2022)



Source : résultats de Eviews10.

Taux de réescompte de la Banque d'Algérie (INT) : Le taux de réescompte est l'outil principal de la politique monétaire de la Banque d'Algérie. Il influence le coût du crédit, affectant ainsi les décisions d'investissement et de consommation et, par conséquent, l'activité économique globale (Blanchard & Perotti, 2002).

Figure 20: Taux de réescompte de la BA (2005-2022)



Source : résultats de Eviews10.

2.1.2. Statistiques descriptives

Pour avoir une meilleure compréhension de la distribution et des caractéristiques des données utilisées pour notre estimation, nous présentons ci-dessous le tableau qui illustre les statistiques descriptives essentielles pour chaque variable considérée, basées sur les observations recueillies et analysées.

Tableau 12: les statistiques descriptives des données de l'estimation

variables	CONS	G	I	INT	M	S	T	X	Y	YD
Mean	-2,50	3,34	4,07	-2,96	3,66	4,26	3,31	3,87	4,60	4,26
Median	-2,46	3,43	4,16	-3,27	3,69	4,18	3,42	3,92	4,62	4,18
Maximum	-2,15	3,75	4,47	-2,12	4,07	4,60	3,66	4,36	4,87	4,61
Minimum	-2,92	2,47	3,33	-3,51	2,97	3,80	2,42	3,17	4,31	3,80
Std. Dev.	0,20	0,39	0,32	0,51	0,31	0,23	0,36	0,34	0,20	0,23
Skewness	-0,39	-1,03	-0,89	0,50	-0,95	0,04	-1,29	-0,39	0,05	0,04
Kurtosis	2,65	2,99	2,93	1,58	3,20	2,17	3,89	2,22	1,71	2,17
Jarque-Bera	0,56	3,21	2,38	2,28	2,73	0,52	5,59	0,91	1,25	0,52
Probability	0,76	0,20	0,30	0,32	0,26	0,77	0,06	0,63	0,53	0,77
Sum	-45,00	60,08	73,34	-53,21	65,82	76,73	59,52	69,69	82,86	76,75
Sum Sq. Dev.	0,71	2,61	1,69	4,43	1,60	0,93	2,16	1,93	0,67	0,93
Observations	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00

Source : résultats de Eviews10.

Ce tableau nous donne un aperçu des tendances clés de l'économie Algérienne. La Consommation présente une moyenne négative, suggérant une baisse de la consommation au cours de la période étudiée. L'Épargne et l'Investissement montrent des moyennes élevées, indiquant une prévalence accrue de ces activités. Les dépenses gouvernementales, sont également notables, reflétant peut-être une intervention accrue du gouvernement dans l'économie.

Chapitre 04 : Étude de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne

Les valeurs de Revenu disponible et d'Offre Globale sont proches en moyenne, montrant l'équilibre entre l'offre et la demande. Les Exportations et les Importations ont des moyennes positives, mettant en évidence l'importance des activités commerciales. Le Taux de réescompte de Banque d'Algérie présente une moyenne négative, pointant vers des politiques monétaires spécifiques pendant cette période.

2.1.3. Matrice de corrélation

Pour mieux comprendre les interactions entre les différentes variables économiques, nous nous tournons maintenant vers le Tableau 5 qui présente la matrice de corrélation des données d'estimation.

Tableau 13: Matrice de corrélation de données d'estimation

variable	CONS	G	I	INT	M	S	T	X	Y	YD
CONS	1,000	0,797	0,892	0,740	0,929	0,592	0,624	0,130	0,765	0,593
G	0,797	1,000	0,754	0,521	0,915	0,346	0,795	- 0,014	0,646	0,347
I	0,892	0,754	1,000	0,520	0,890	0,369	0,798	- 0,125	0,657	0,369
INT	0,740	0,521	0,520	1,000	0,667	0,786	0,339	0,593	0,783	0,786
M	0,929	0,915	0,890	0,667	1,000	0,505	0,720	0,077	0,732	0,506
S	0,592	0,346	0,369	0,786	0,505	1,000	0,150	0,852	0,893	1,000
T	0,624	0,795	0,798	0,339	0,720	0,150	1,000	- 0,169	0,573	0,151
X	0,130	- 0,014	- 0,125	0,593	0,077	0,852	- 0,169	1,000	0,623	0,851
Y	0,765	0,646	0,657	0,783	0,732	0,893	0,573	0,623	1,000	0,893
YD	0,593	0,347	0,369	0,786	0,506	1,000	0,151	0,851	0,893	1,000

Source : résultats de Eviews10.

La matrice de corrélation offre une vue détaillée des relations linéaires entre les variables économiques étudiées ;

CONS est fortement corrélée avec G, I, et M, suggérant que la consommation a une relation étroite avec les dépenses gouvernementales, les investissements et les importations ;

Chapitre 04 : Étude de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne

Les dépenses gouvernementales, G , montrent également une forte corrélation avec les Importations (M), indiquant que lorsque le gouvernement dépense plus, il pourrait y avoir une augmentation des importations ;

L'Investissement (I) a une forte corrélation avec la Consommation ($CONS$) et les Importations (M), ce qui montre l'interdépendance entre ces trois activités, ;

Le Taux de réescompte de BA (INT) présente une corrélation intéressante avec S , Y , et YD . Cela pourrait suggérer des répercussions significatives des politiques monétaires sur l'épargne, l'offre globale et le revenu disponible ;

La corrélation élevée entre Épargne (S) et Exportations (X) pourrait signifier que lorsque l'épargne nationale augmente, il y a une tendance à augmenter les exportations. Enfin, les fortes corrélations entre Y (Offre Globale) et S (Épargne), X (Exportations), et YD (Revenu disponible) indiquent que ces variables pourraient avoir des impacts substantiels sur la demande globale. Il est essentiel de rappeler qu'une corrélation ne signifie pas nécessairement une causalité (Pearl, 2009).

2.2.Présentation du modèle

Le SEM n'est pas seulement un artefact théorique. Il a été appliqué avec succès pour modéliser et comprendre l'impact de diverses politiques gouvernementales. Par exemple, (Ford, Sen, & Wei, 2010), ainsi que (Ruxanda & Muraru, 2010) ont employé le SEM pour sonder l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique, mettant en lumière les subtiles interactions qui lient les flux de capital international à la dynamique économique interne. De même, (Maarten & Elhorst, 2010) ont exploité le SEM pour décortiquer l'influence de la politique fiscale sur la croissance, révélant la complexité des relations entre les interventions fiscales et les moteurs de la croissance économique. En outre, (Hodd, 2002) a pris appui sur le SEM pour examiner les retombées des réformes économiques mises en œuvre en Algérie en 1988, mettant en évidence la portée et la profondeur des changements induits par ces réformes.

Dans ce cadre, le modèle à équations simultanées se distingue comme un instrument essentiel pour notre étude, offrant à la fois une finesse d'analyse et une vision globale des politiques économiques.

Chapitre 04 : Étude de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne

Le SEM, adopté par notre étude, est un modèle keynésien très réduit qui matérialise l'équilibre du marché des biens et services ' IS '.Sa formalisation se réduit à cinq fonctions de comportement et trois fonctions comptables :

a. Les fonctions de comportement sont :

Equation 1: $CONS(t)=C(1)+C(2)*YD(t)+C(3)*YD(t-1)$

Equation 2: $S(t)=C(4)+C(5)*YD(t)$

Equation 3: $I(t)= C(6)-C(7)*INT(t)$

Equation 4: $T(t)=C(8)+C(9)*Y(t)$

Equation 5: $Y(t)=C(10)+C(11)*M(t)$

b. Les fonctions d'identité comptables sont :

Equation 6: $YD(t)=Y(t)-T(t)$

Equation 7: $Y(t)=CONS(t)+I(t)+G(t)+X(t)-M(t)$

Equation 8: $S(t)+T(t)+M(t)=I(t)+G(t)+X(t)$

Les variables endogènes sont au nombre de sept : CONS, S, I, T, Y, YD et G. Les variables exogènes sont au nombre de trois : INT, X et M. ces variables ci-dessus sont des agrégats de la comptabilité nationale Algérienne :

Les équations (1) à (5) représentent des modèles de comportement keynésiens :

- ❖ L'équation (1) exprime que la consommation au temps 't' est une fonction croissante du revenu disponible au temps 't', YD(t), ainsi que du revenu disponible au temps 't-1', YD(t-1). Les coefficients c(2) et c(3) sont positifs ou nuls, ce qui indique que la consommation a une relation positive avec le revenu disponible ;
- ❖ L'équation (2) montre que l'épargne au temps 't' est une fonction croissante du revenu disponible au temps 't'. Le coefficient c(5) est positif ou nul, ce qui signifie que l'épargne augmente avec le revenu disponible ;
- ❖ L'équation (3) indique que l'investissement au temps 't' est une fonction décroissante du taux d'intérêt INT au temps 't'. Le coefficient c(7) est positif ou nul, ce qui suggère qu'une baisse du taux d'intérêt stimule l'investissement ;
- ❖ L'équation (4) déclare que les impôts et taxes au temps 't' sont une fonction du PIB au temps 't'. Le coefficient c(9) est positif ou nul, ce qui implique qu'une augmentation du PIB entraîne généralement une augmentation des impôts et taxes ;

Chapitre 04 : Étude de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne

- ❖ L'équation (5) stipule que le PIB au temps 't' est une fonction croissante des importations au temps 't'. Le coefficient $c(11)$ est positif ou nul, ce qui signifie que les importations contribuent à l'expansion du PIB.

D'autre part, les équations (6) à (8) sont des équations comptables keynésiennes :

- ❖ L'équation (6) est une identité comptable. Le revenu disponible au temps 't', $YD(t)$, est égal au PIB au temps 't', moins le montant des impôts et taxes au temps 't', $T(t)$. Cela reflète simplement la relation entre le revenu disponible, le PIB et les impôts et taxes ;
- ❖ L'équation (7) est une identité comptable. Le PIB au temps 't' est égal à la demande globale moins les importations au temps 't'. Cette équation traduit la relation entre le PIB, la demande globale et les importations ;
- ❖ L'équation (8) identifie l'équilibre macroéconomique entre l'offre globale et la demande globale. Elle suggère que lorsque l'offre globale (PIB) est égale à la demande globale (consommation, investissement, dépenses gouvernementales), l'économie est en équilibre.

Matriciellement, le modèle s'écrit :

Figure 21: Forme matricielle du modèle

$$\begin{pmatrix} 1 & -c_2 & 0 & 0 & 0 & 0 & 0 \\ 0 & -C_5 & 1 & 0 & 0 & 0 & 0 \\ 0 & 0 & 0 & 1 & 0 & 0 & 0 \\ 0 & 0 & 0 & 0 & 1 & -C_9 & 0 \\ 0 & 0 & 0 & 0 & 0 & 1 & 0 \\ 0 & 1 & 0 & 0 & 1 & -1 & 0 \\ -1 & 0 & 0 & -1 & 0 & 0 & -1 \end{pmatrix} \begin{pmatrix} cons \\ yd \\ s \\ i \\ t \\ y \\ g \end{pmatrix} + \begin{pmatrix} -c_3 & 0 & 0 & 0 & -c_1 \\ 0 & 0 & 0 & 0 & -c_4 \\ 0 & c_7 & 0 & 0 & -c_6 \\ 0 & 0 & 0 & 0 & -c_8 \\ 0 & 0 & -c_{11} & 0 & -c_{10} \\ 0 & 0 & 0 & 1 & -1 \end{pmatrix} \begin{pmatrix} yd(-1) \\ int \\ m \\ x \\ \mu \end{pmatrix} = \begin{pmatrix} \mu_1 \\ \mu_2 \\ \mu_3 \\ \mu_4 \\ \mu_5 \\ 0 \\ 0 \end{pmatrix}$$

Source : élaboré par l'auteur.

À ce stade, nous procéderons à l'exposition détaillée du système sous étude ainsi qu'à la mise en évidence des résultats obtenus.

2.3. Spécification du système

La spécification du système sera entreprise selon une démarche en quatre étapes distinctes, à savoir :

- La stationnarisation des données déflatées ;
- L'identification des équations ;

- L'estimation du système ;
- La validation du système.

2.3.1. Étude de stationnarité

Le tableau suivant présente les résultats des tests de racine unitaire Augmented Dickey-Fuller (ADF), qui ont été effectués sur nos variables endogènes afin d'évaluer leur stationnarité et de déterminer leur ordre d'intégration :

Tableau 14: Test ADF d'Intégration des Séries

Variable	Ordre d'intégration	ADF		P-value
		Statistique	Valeur critique	
CONS	I(1)	-4.891288	-3.733200	0.0068
S	I(1)	-4.267646	-3.733200	0.0200
I	I(1)	-4.165935	-3.828975	0.0300
T	I(1)	-5.645411	-3.733200	0.0019
G	I(1)	-2.362042	-1.964418	0.0218
Y	I(1)	-4.431939	-3.733200	0.0151
YD	I(1)	-4.268430	-3.733200	0.0200

Source : résultats de Eviews10.

Le tableau affiche les résultats des tests de racine unitaire ADF effectués sur les variables endogènes de notre étude. Ces tests, essentiels en analyse de séries temporelles, examinent l'ordre d'intégration des séries et permettent d'évaluer leur stationnarité.

Il ressort de l'analyse que l'ensemble de nos variables endogènes sont intégrées d'ordre 1, illustré par la notation I(1). En termes plus clairs, cela indique que, bien que les séries originales présentent une non-stationnarité, leurs premières différences, elles, sont stationnaires.

Le test ADF établit une comparaison entre la statistique de test et une valeur critique. Si la première est plus négative que la seconde, l'hypothèse nulle de non-stationnarité est rejetée. Ici, toutes nos statistiques de test surpassent en négativité leurs valeurs critiques correspondantes, ce qui corrobore le rejet de l'hypothèse nulle et par conséquent, affirme la stationnarité des séries différenciées.

De plus, toutes les p-values des variables sont inférieures à 0,05, soutenant le rejet de l'hypothèse nulle de non-stationnarité à un seuil de 5%. Ces observations sont d'une importance capitale car elles révèlent que toutes nos variables endogènes sont stationnaires après

Chapitre 04 : Étude de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne

différenciation, une condition sine qua non pour l'efficacité de nombreux modèles de séries temporelles.

En entreprenant le test de Dickey Fuller (DF) il est apparu que les variables exogènes X, G et INT sont toutes intégrées d'ordre 1 c'est-à-dire que dX, dG et d(INT) sont des séries stationnarisées :

Tableau 15: Résultat du test ADF pour les variables exogènes

Variable	Ordre d'intégration	ADF		p-value
		Statistique	Valeur Critique	
X	I(1) sans dérive	-3.801005	-3.065585	0.0126
M	I(1) sans dérive	-4.133775	-3.759743	0.0270
INT	I(1) sans dérive	-5.645411	-3.733200	0.0019

Source : résultats de Eviews10.

Le tableau fournit les résultats du test ADF pour les variables X, M et INT. Ces résultats sont d'une importance cruciale pour évaluer l'ordre d'intégration de ces variables et leur stationnarité.

Le tableau ci-dessus illustre les résultats des tests ADF sur les variables exogènes utilisées dans notre modèle. Il indique que ces variables, notamment 'X', 'M' et 'INT', sont toutes intégrées d'ordre 1 sans dérive, comme le prouvent les statistiques ADF qui sont supérieures aux valeurs critiques. De plus, les valeurs de p-value pour ces tests sont inférieures à 0,05, ce qui nous conduit à rejeter l'hypothèse nulle de la présence d'une racine unitaire, confirmant ainsi que les séries sont en fait intégrées d'ordre 1.

Dans l'objectif d'estimer notre système, il est essentiel de vérifier préalablement que toutes nos équations sont identifiables en respectant les conditions d'ordre et de rang. Cette étape revêt une importance primordiale pour assurer la validité des estimations obtenues.

2.3.2. Identification des équations

La condition nécessaire et suffisante d'identification est obtenue en vérifiant les conditions d'ordre et de rang pour chaque équation du système. La décision d'identification en découle.

La condition d'ordre est donnée par l'inégalité $(\mathbf{K} - \mathbf{k}) + (\mathbf{G} - \mathbf{g}) \geq \mathbf{G} - \mathbf{1}$, où :

Chapitre 04 : Étude de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne

K : représente le nombre de variables exogènes dans le modèle,

K : est le nombre de variables exogènes dans l'équation,

G : est le nombre de variables endogènes dans le modèle, et **g** est le nombre de variables endogènes dans l'équation.

La condition de rang stipule que le rang de la matrice α_i , qui représente les coefficients des variables exclues de l'équation (i), est égal à $M - 1$, où M est le nombre d'équations du modèle.

Tableau 16: Conditions d'ordre des équations

	cons	s	i	t	m	yd	y					K-k	g-1	Décision
								g	x	int	yd(-1)			
(1)	1	0	0	0	0	C ₂	0	0	0	0	C ₃	3	1	Sur Id
(2)	0	1	0	0	0	C ₅	0	0	0	0	0	4	1	Sur Id
(3)	0	0	1	0	0	0	0	0	0	C ₇	0	3	0	Sur Id
(4)	0	0	0	1	0	0	C ₉	0	0	0	0	4	1	Sur Id
(5)	0	0	0	0	C ₁₁	0	1	0	0	0	0	4	1	Sur Id

Source : résultats de Eviews10.

Le tableau présente les résultats des conditions d'ordre pour chaque équation du système étudié. Les variables sont représentées par des symboles, notamment "cons", "s", "i", "t", "m", "yd", "y", "g", "x", "int" et "yd(-1)", qui correspondent respectivement à la consommation, à l'épargne, à l'investissement, aux impôts, aux importations, au revenu disponible, à l'offre globale, aux variables endogènes spécifiques, aux exportations, au taux d'intérêt et au revenu disponible au temps précédent.

Les conditions d'ordre pour chaque équation sont données par les inégalités suivantes :

- Pour l'équation (1) : $(3-0) + (1-1) \geq 0$
- Pour l'équation (2) : $(4-0) + (1-1) \geq 0$
- Pour l'équation (3) : $(3-0) + (0-1) \geq 0$
- Pour l'équation (4) : $(4-0) + (1-1) \geq 0$
- Pour l'équation (5) : $(4-0) + (1-1) \geq 0$

En vérifiant ces inégalités, nous constatons que toutes les équations satisfont les conditions d'ordre et sont considérées comme sur-identifiées. Par conséquent, nous sommes autorisés à

procéder à l'estimation du système en utilisant une méthode telle que la méthode des Moindres Carrés en Trois Étapes ('3SLS').

2.3.3. Estimation du système

Après avoir estimé le système, sa spécification s'obtiendra comme suit :

$$\text{CONS} = 4.207783 + 0.405972*YD + 0.583875*YD(-1)$$

$$S = 16.77327 + 0.441090*YD$$

$$I = 1.325940 - 4.750230*INT$$

$$T = 4.506743 + 0.210312*Y$$

$$Y = 62.69482 + 2.478227*M$$

Une fois le système identifié, sa validation est entreprise en utilisant des tests de significativité des coefficients ainsi que des mesures de qualité du modèle, telles que le coefficient de détermination ajusté (R^2 ajusté) et l'erreur quadratique moyenne de racine (RMSEA). Ces tests permettent d'évaluer la pertinence statistique des coefficients estimés et d'apprécier l'ajustement global du modèle aux données observées.

2.3.4. Validation du système

Le tableau suivant présente les résultats de la signification statistique des coefficients du système, permettant ainsi d'évaluer l'importance de chaque coefficient dans le modèle économique étudié :

Tableau 17: Estimations des Coefficients et Significativité Statistique

	Coefficient	t-Statistic	Prob.
C(1)	4.207783	0.194361	0.0020
C(2)	0.405972	1.936295	0.0148
C(3)	0.583875	3.389111	0.0003
C(4)	16.77327	1.528006	0.0000
C(5)	0.441090	5.252923	0.0000
C(6)	1.325940	5.595909	0.0000
C(7)	-4.750230	-1.394193	0.0385
C(8)	4.506743	0.616202	0.0001
C(9)	0.210312	4.881936	0.0012
C(10)	62.69482	4.954627	0.0035
C(11)	2.478227	8.527230	0.0014

Source : Résultat Eviews 10.

Tous les coefficients ont des p-valeurs inférieures à 0,05, ce qui indique que toutes les variables sont statistiquement significatives à un niveau de confiance de 95%. En d'autres termes, il est très peu probable que ces coefficients soient en réalité nuls, indiquant que chaque variable a un impact significatif sur la variable dépendante dans le modèle.

Les coefficients de détermination R^2 et R^2 ajustés sont tous satisfaisants selon le tableau suivant :

Tableau 18: Coefficients de détermination du système

Variables	R^2	Adjusted R^2
CONS	0.554773	0.491169
S	0.999999	0.999999
I	0.616463	0.591242
T	0.845414	0.832002
Y	0.520929	0.490987

Source : résultats Eviews10.

Le tableau présenté donne un aperçu des coefficients de détermination R^2 et R^2 ajustés pour chaque variable du système étudié.

Chapitre 04 : Étude de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne

D'après les valeurs du tableau, les coefficients de détermination R^2 et R^2 ajustés pour les variables CONS, S, I, T et Y sont tous satisfaisants. Cela indique que le modèle est capable d'expliquer une part importante de la variation observée dans ces variables. Par exemple, pour la variable S, le coefficient de détermination R^2 ajusté atteint pratiquement 1, ce qui suggère que le modèle explique presque la totalité de la variance de cette variable.

En outre, les commentaires supplémentaires mentionnent que les données semblent s'ajuster convenablement au modèle, comme indiqué par une valeur RMSEA de 0.1 et une probabilité (alpha_prob) de 0.01. Un RMSEA faible et une probabilité élevée suggèrent une bonne correspondance entre les données observées et les valeurs prédites par le modèle.

Ces résultats témoignent de la capacité du modèle à expliquer les variations des variables du système étudié. Ils renforcent la validité et la pertinence des estimations obtenues et fournissent une base solide pour l'analyse économétrique et l'interprétation des résultats.

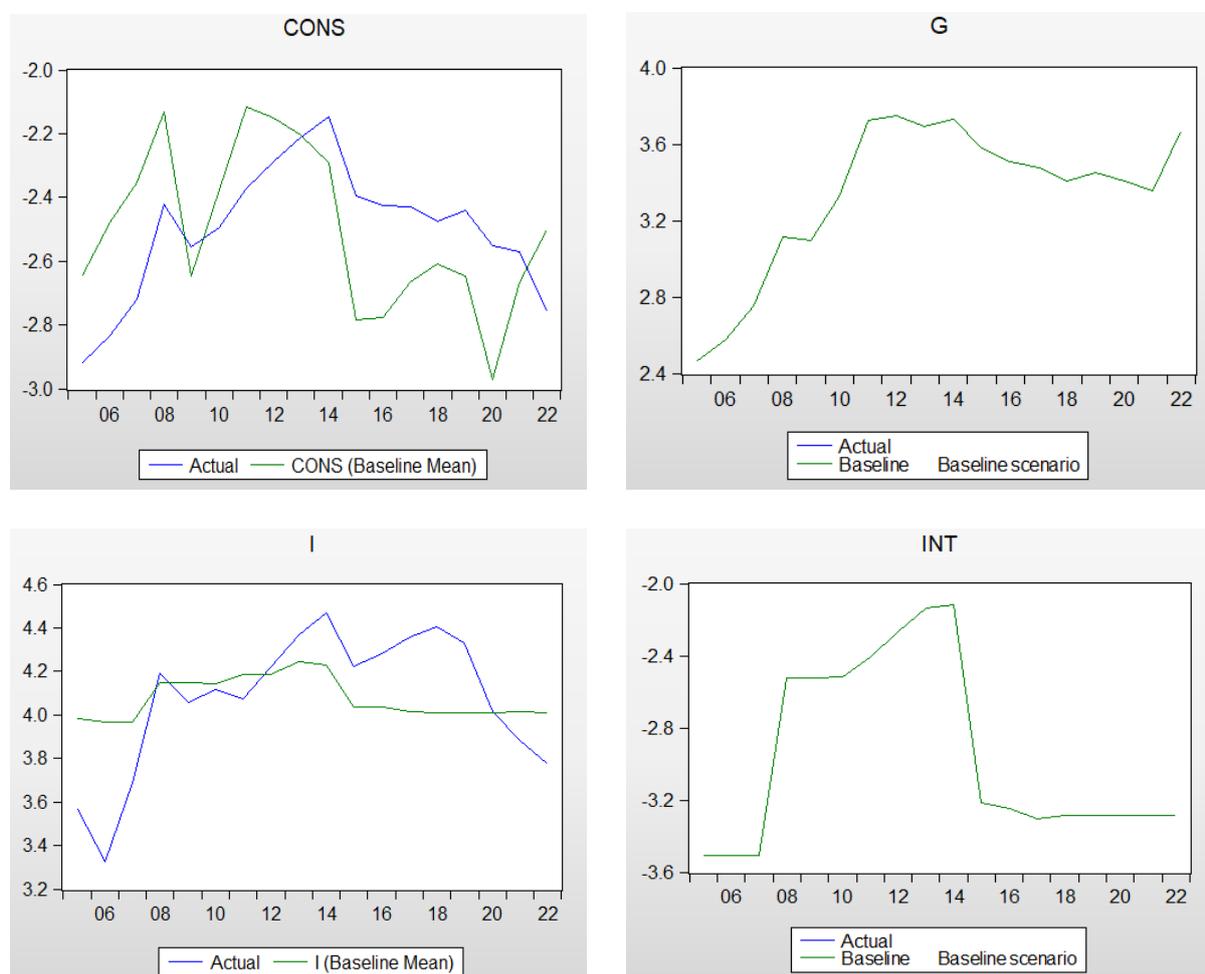
Section 03 : Analyse des politiques commerciales mises en place

Dans cette section, nous entreprendrons une exploration approfondie des politiques commerciales instaurées, en évaluant leur portée, leur efficacité et les implications engendrées par leur mise en œuvre.

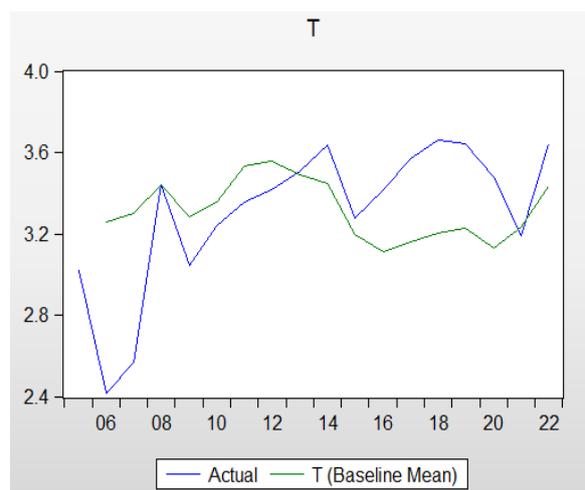
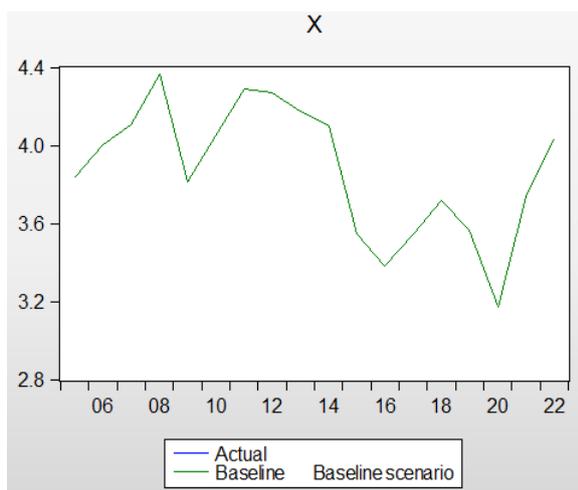
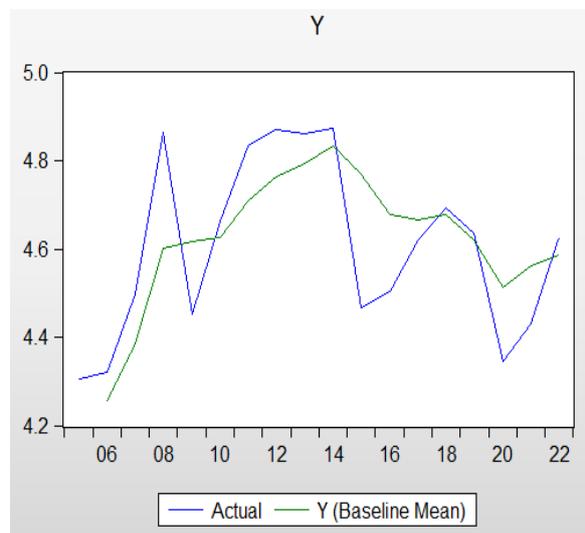
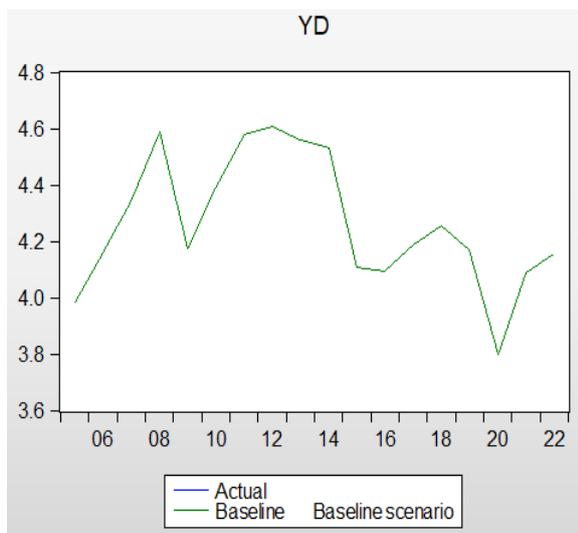
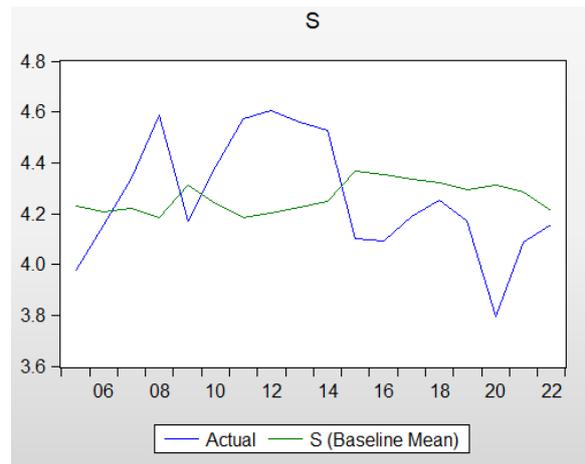
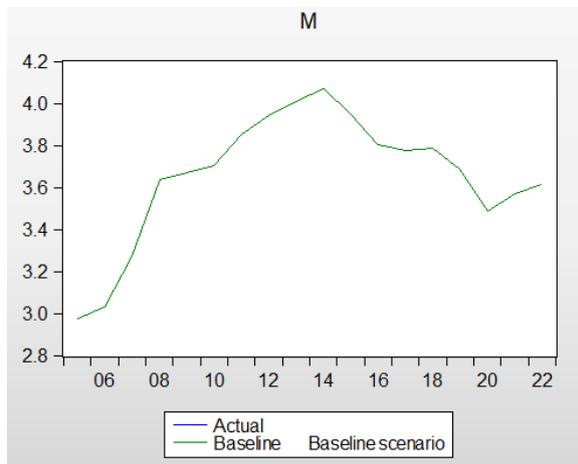
3.1. Prédiction du modèle

Le modèle issu de ce système a donné les prédictions suivantes des variables endogènes, la figure suivante illustre la qualité d'ajustement du modèle SEM aux données :

Figure 22: Prédiction du modèle



Chapitre 04 : Étude de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne



Source : résultats de Eviews10.

Chapitre 04 : Étude de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne

Nous proposons maintenant d'étudier l'effet des trois scénarios de politique d'importation.

3.2. Impact des politiques restrictives d'importation

Il est maintenant crucial de se concentrer sur l'impact direct des politiques restrictives d'importation pour déceler leurs effets en analysant l'effet de chaque scénario sur l'Économie Algérienne:

3.2.1. Diminution des importations de 5% (Premier scénario)

Le scénario I envisage la mise en œuvre d'une stratégie gouvernementale visant à réduire les importations de 5% dès 2016. Le tableau ci-après synthétise l'influence de cette politique sur la dynamique économique, exprimée en taux de croissance, entre 2016 et 2020:

Tableau 19: Effet du premier scénario (diminution des importations de 5%)

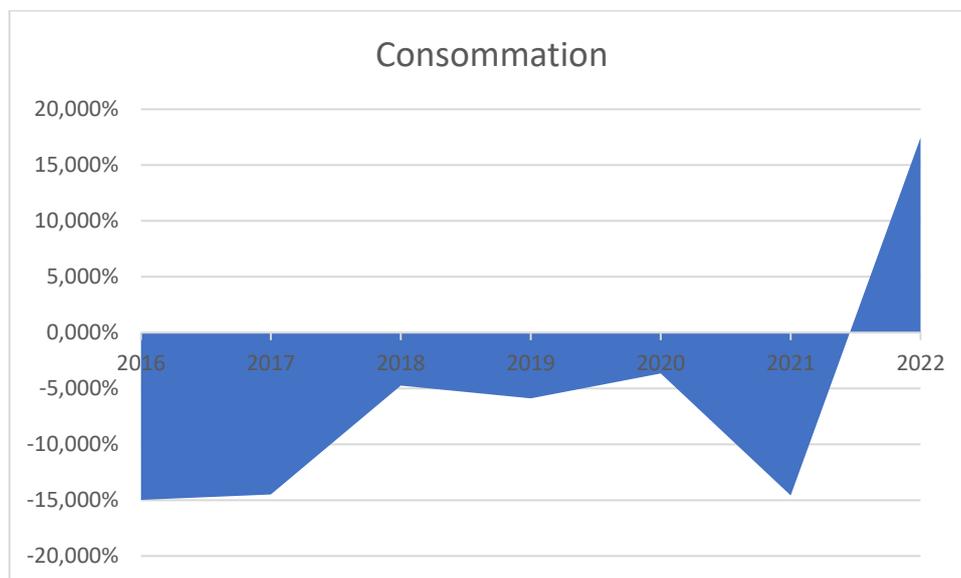
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
CONS	-14,98%	-14,48%	-4,75%	-5,90%	-3,65%	-14,59%	17,46%
G	-6,58%	-3,58%	-6,35%	4,37%	-4,25%	-4,77%	35,80%
I	-20,89%	-27,50%	-30,05%	-23,71%	2,92%	16,07%	27,75%
INT	-3,00%	-5,41%	2,18%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
M	-5,00%	-5,00%	-5,00%	-5,00%	-5,00%	-5,00%	-5,00%
S	32,27%	17,21%	8,11%	6,84%	33,54%	4,49%	-4,43%
T	-18,29%	-28,13%	-31,20%	-30,20%	-21,22%	13,59%	-17,27%
X	-15,46%	17,95%	18,94%	-14,11%	-32,32%	75,73%	34,52%
Y	15,23%	1,35%	-5,90%	-6,94%	10,46%	7,12%	-9,23%
YD	-1,22%	10,09%	6,60%	-7,98%	-31,08%	33,75%	6,99%

Source : résultats de Eviews10.

➤ **Consommation (CONS) :**

La réduction des importations peut, initialement, diminuer la variété et la disponibilité des biens de consommation, entraînant une diminution de la consommation. Toutefois, si cette politique est couplée à des efforts visant à augmenter la production intérieure, elle pourrait à terme entraîner une augmentation de la consommation. La forte chute de la consommation en 2020 et 2021 pourrait s'expliquer par la crise sanitaire liée à la COVID-19, L'augmentation notable en 2022 pourrait indiquer une adaptation réussie du marché intérieur ou une amélioration de la substitution des importations, cela est illustré dans le graphique suivant :

Figure 23: Variations de la consommation post-restriction des importations de 5% (2016-2022)

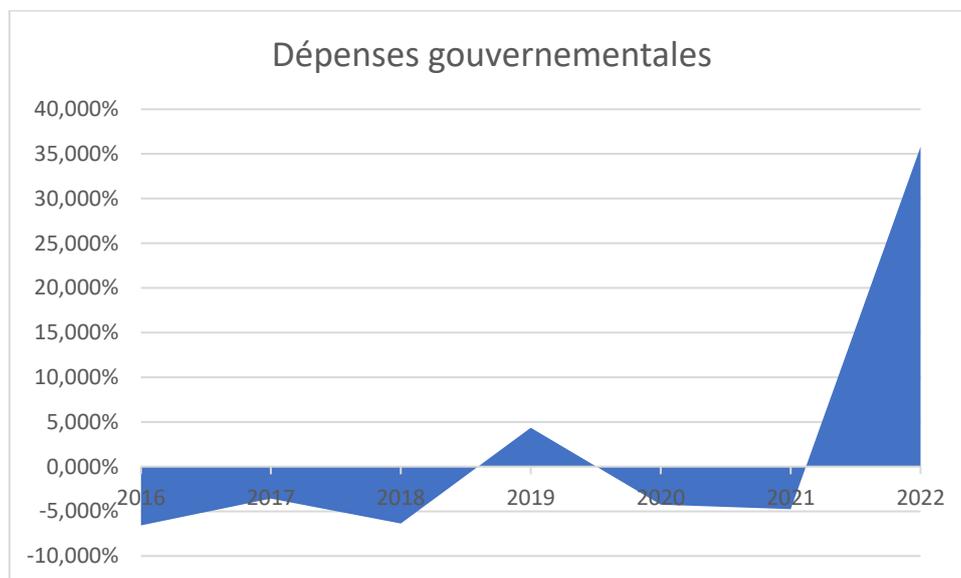


Source : élaboré par l'auteur.

➤ **Dépenses gouvernementales (G) :**

La variabilité suggère que le gouvernement pourrait intervenir activement pour stabiliser l'économie face aux perturbations causées par les restrictions à l'importation. L'augmentation en 2022 pourrait refléter un investissement significatif dans la production locale :

Figure 24: Variations des dépenses gouvernementales post-restriction des importations de 5% (2016-2022)

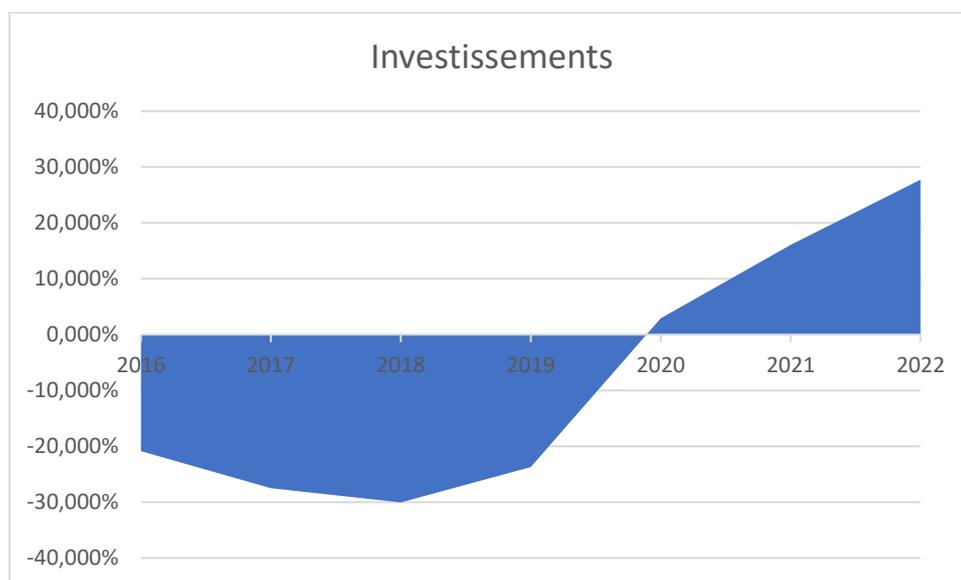


Source : élaboré par l'auteur.

➤ **Investissement (I) :**

La politique de réduction des importations pourrait d'abord freiner l'investissement si elle entraîne une incertitude ou une pénurie de biens d'équipement importés. Cependant, la hausse de l'investissement en 2020-2022 suggère que cette politique a pu stimuler l'investissement local dans le long terme, aidé par la fin de la crise COVID-19.

Figure 25: Variations des investissements post-restriction des importations de 5% (2016-2022)

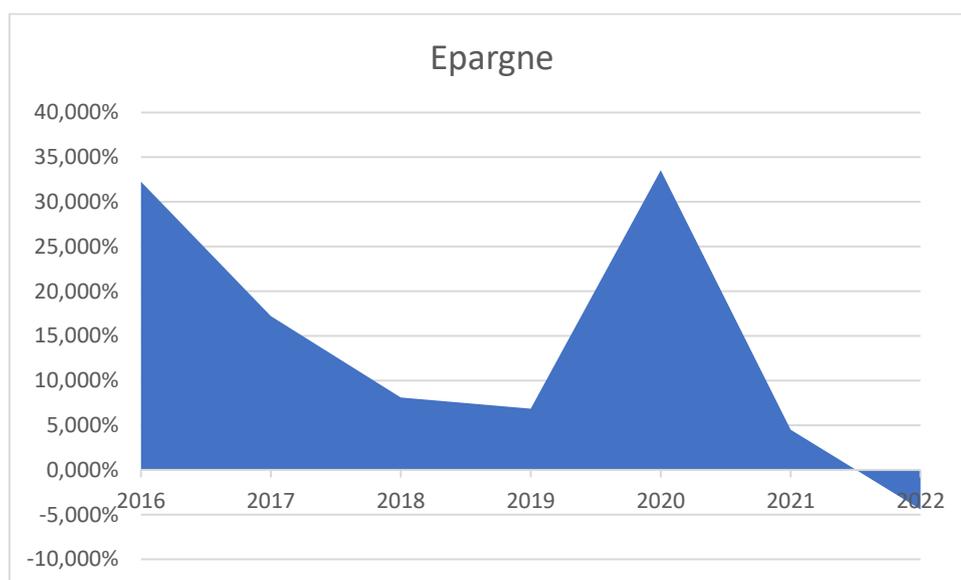


➤ *Source : résultats de Eviews10.*

➤ **Épargne (S) :**

La réduction des importations, en limitant la consommation, pourrait avoir stimulé l'épargne, ce qui pourrait à son tour soutenir l'investissement domestique.

Figure 26: Variations de l'épargne post-restriction des importations de 5% (2016-2022)

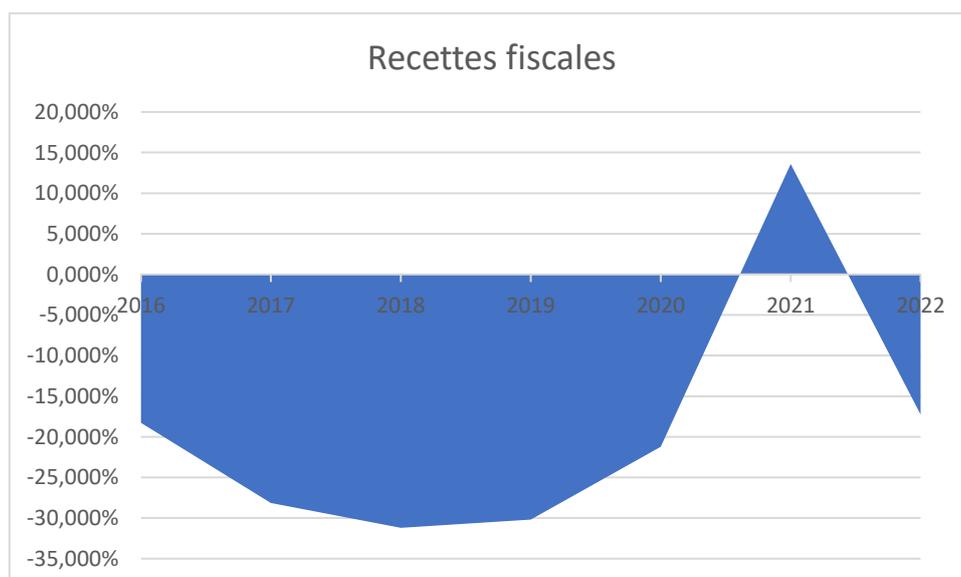


Source : résultats de Eviews10.

➤ **Impôts et taxes (T) :**

Les recettes fiscales pourraient avoir souffert de la réduction de l'activité économique à court terme suite à la réduction des importations et à la crise de COVID-19. La reprise en 2022 suggère un retour à la croissance économique.

Figure 27: Variations des recettes fiscales post-restriction des importations de 5% (2016-2022)



Source : résultats de Eviews10.

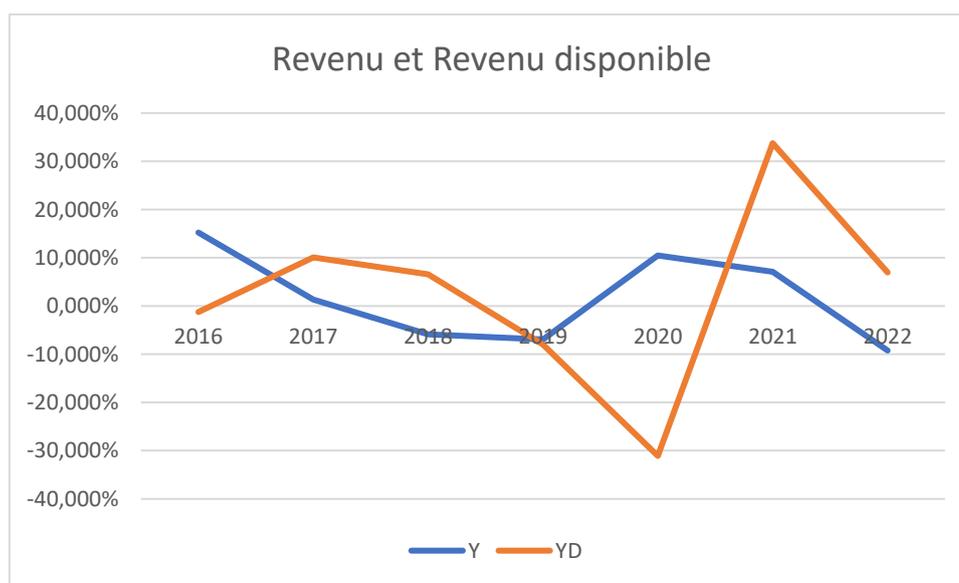
➤ Exportations (X) :

Les exportations pourraient avoir été affectées négativement par la baisse de la demande mondiale en raison de la crise de COVID-19. La reprise en 2022 pourrait suggérer une amélioration de la conjoncture économique mondiale et une diversification réussie des produits d'exportation de l'Algérie.

➤ Revenu disponible (YD) :

le revenu disponible a probablement diminué à court terme en raison de la réduction des importations et de l'impact de la COVID-19. Cependant, l'augmentation en 2022 pourrait suggérer que l'économie s'est adaptée à la politique de réduction des importations et s'est rétablie de la crise sanitaire.

Figure 28: Variations du revenu et revenu disponible post-restriction des importations de 5% (2016-2022)



➤ *Source : résultats de Eviews10.*

➤ Intérêt (INT) :

L'intérêt peut être affecté par de nombreux facteurs, dont les politiques monétaires, les perspectives économiques et la confiance des investisseurs. La stabilité de cette variable indique que la politique de réduction des importations n'a pas eu d'impact significatif sur la politique monétaire et les attentes du marché.

3.2.2. Diminution des importations de 10% (Deuxième scénario)

Le scénario 2 considère un taux de décroissance des importations de -10% à partir de 2016. L'impact de cette politique étatique sur la structure économique de la période 2016-2022 est présenté en termes de taux de croissance induits dans le tableau :

Tableau 20: Effet du deuxième scénario (diminution des importations de 10%)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
CONS	-15,37%	-14,42%	-5,16%	-5,81%	-3,51%	-15,51%	17,98%
G	-19,74%	-10,74%	-19,05%	13,11%	-12,75%	-14,31%	44,75%
I	-21,48%	-27,54%	-31,32%	-24,10%	1,78%	16,26%	27,86%
INT	-3,00%	-5,41%	2,18%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
M	-10,00%	-10,00%	-10,00%	-10,00%	-10,00%	-10,00%	-10,00%
S	26,98%	10,68%	3,44%	1,22%	27,95%	0,00%	-10,00%
T	-17,44%	-25,88%	-32,03%	-29,30%	-22,13%	14,75%	-16,70%
X	-15,46%	17,95%	18,94%	-14,11%	-32,32%	75,73%	34,52%
Y	12,00%	-2,11%	-9,20%	-10,14%	6,84%	4,26%	-12,49%
YD	-1,22%	10,09%	6,60%	-7,98%	-31,08%	33,75%	6,99%

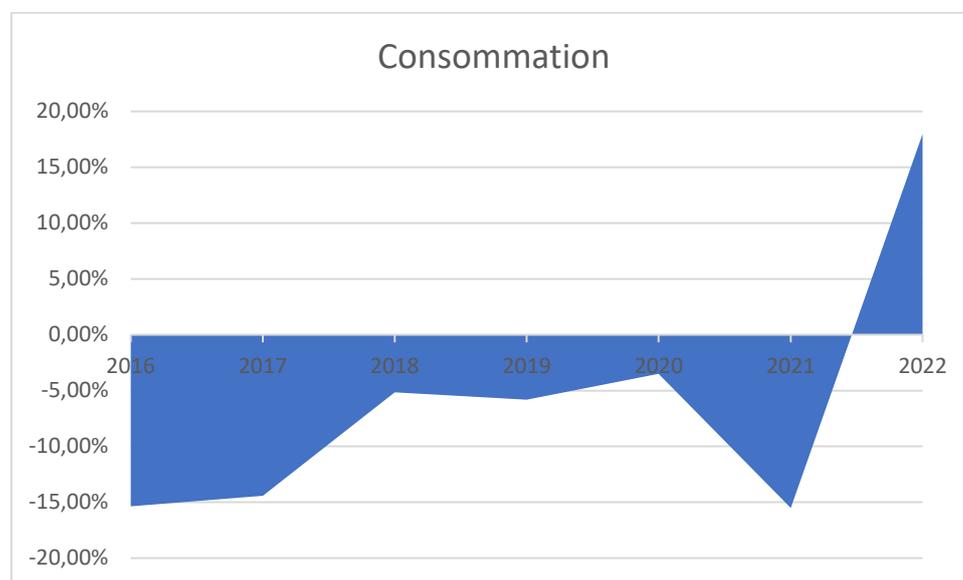
Source : résultats de Eviews10.

La présente analyse offre une interprétation approfondie de l'évolution des divers indicateurs macroéconomiques de l'Algérie qui concernent notre étude, au regard d'une politique de décroissance des importations de 10% par an à partir de 2016, jusqu'en 2022. Elle tient également compte des précédentes observations sur le scénario d'une réduction de 5 % des importations. Il convient de noter que ces interprétations sont faites en tenant compte de la complexité des relations économiques et des nombreux facteurs externes et internes qui peuvent influencer ces indicateurs, y compris la crise du COVID-19.

➤ **Consommation (CONS):**

Un recul initial plus prononcé de la consommation peut être observé, par rapport au scénario précédent. Ce phénomène peut être attribué à la réduction plus importante des importations, qui aurait pu restreindre davantage la disponibilité des biens de consommation sur le marché. Toutefois, à partir de 2022, une forte reprise est apparente, ce qui pourrait signifier un réajustement de l'économie à la nouvelle politique commerciale, avec une production locale plus robuste remplaçant les importations :

Figure 29: Variations de la consommation post-restriction des importations de 10% (2016-2022)

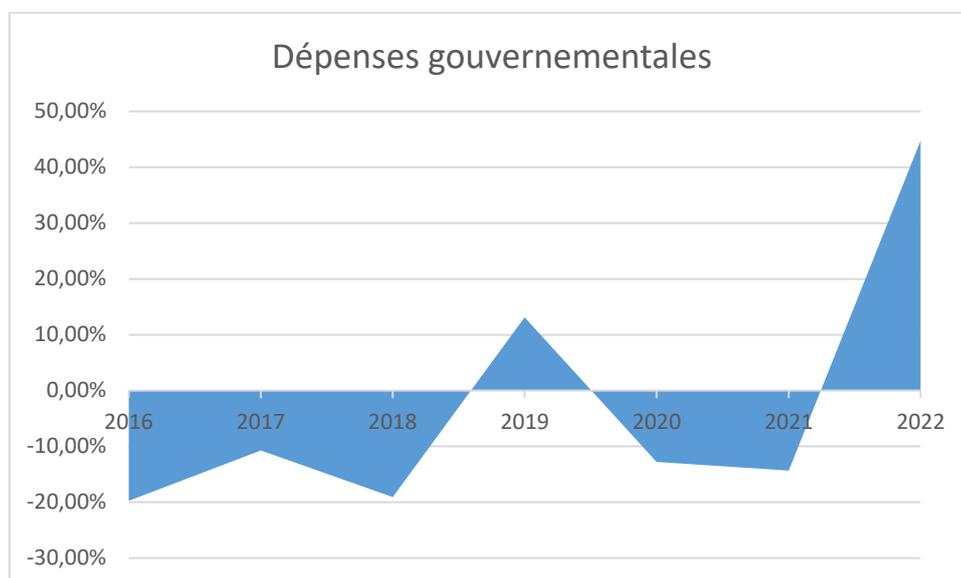


Source : résultats de Eviews10.

➤ **Dépenses gouvernementales (G) :**

il est évident que le scénario de réduction des importations de 10% induit des fluctuations plus marquées par rapport à celui de 5%. En particulier, la baisse de 2016 est bien plus prononcée (-19,74%) pour une réduction de 10%, comparativement à une diminution de -6,58% pour une réduction de 5%. Ces écarts se manifestent également en 2019, où une augmentation notable de 13,11% est observée pour le scénario à 10%, alors que le scénario à 5% n'affiche qu'une croissance de 4,37%. En 2022, bien que les deux scénarios témoignent d'une reprise, le scénario à 10% surpasse celui à 5% avec une augmentation de 44,75% contre 35,80%. Ces données mettent en relief le rôle critique des importations dans la modulation des dépenses gouvernementales durant cette période :

Figure 30: Variations des dépenses gouvernementales post-restriction des importations de 10% (2016-2022)

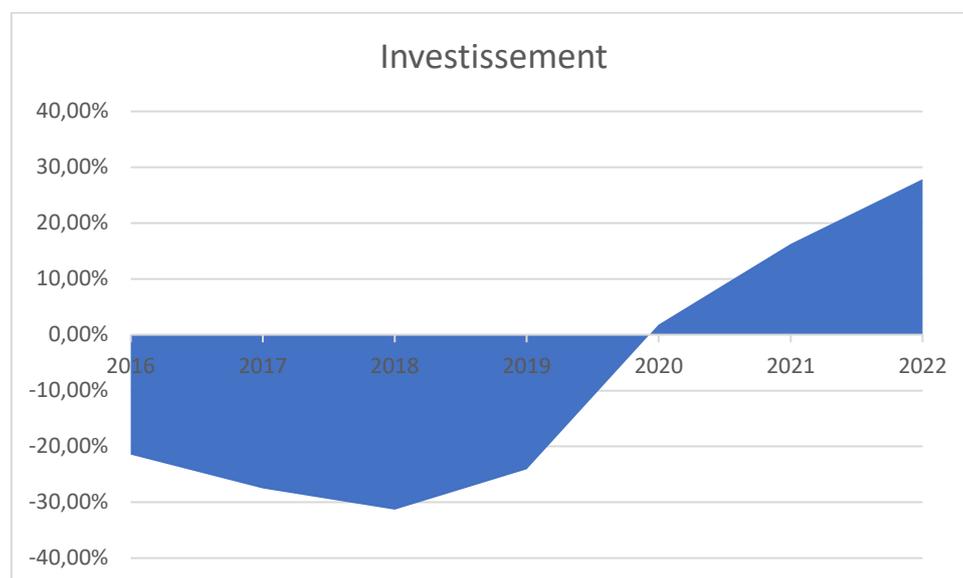


Source : résultats de Eviews10.

➤ **Investissement (I):**

Un recul plus prononcé est observé au début de la période, probablement dû à l'incertitude et aux restrictions sur les intrants importés, suivie d'une reprise en 2020. La tendance à la hausse de l'investissement suggère que la réduction des importations a peut-être stimulé le développement des industries locales et le remplacement des importations.

Figure 31: Variations de l'investissement post-restriction des importations de 10% (2016-2022)



Source : résultats de Eviews10.

➤ **Revenu (Y) et Revenu disponible (YD) :**

Ces deux indicateurs montrent des tendances similaires dans les deux scénarios. La réduction des importations et l'impact de la COVID-19 ont probablement entraîné une baisse du revenu et du revenu disponible à court terme, mais l'économie semble s'être adaptée à la nouvelle politique commerciale et s'est rétablie de la crise sanitaire.

En conclusion, la réduction des importations de 10% par an semble avoir eu des effets similaires à ceux du scénario précédent, mais de manière plus prononcée. Alors que le recul initial de la consommation et de l'investissement était plus prononcé, la reprise ultérieure a également été plus forte. Cela suggère que bien que la réduction des importations puisse avoir des effets négatifs à court terme, elle peut stimuler le développement des industries locales et le remplacement des importations à long terme, contribuant ainsi à une croissance économique durable.

3.2.3. Diminution des importations de 15% (troisième scénario)

Ce modèle prévoit une réduction des importations de 15% dès 2016. Le tableau illustre les conséquences de cette stratégie gouvernementale sur la dynamique économique entre 2016 et 2022, exprimées à travers les taux de croissance associés:

Tableau 21: Effet du troisième scénario (diminution des importations de 15%)

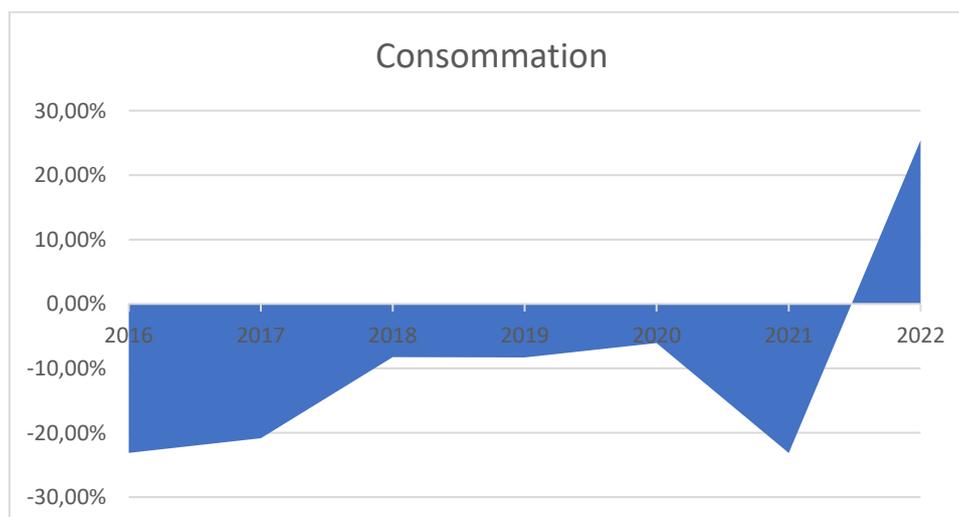
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
CONS	-23,12%	-20,85%	-8,24%	-8,33%	-6,08%	-23,15%	25,41%
G	-32,90%	-17,90%	-31,75%	21,85%	-21,25%	-23,85%	179,00%
I	-20,70%	-27,11%	-30,55%	-24,17%	0,14%	15,59%	27,82%
INT	-3,00%	-5,41%	2,18%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
M	-15,00%	-15,00%	-15,00%	-15,00%	-15,00%	-15,00%	-15,00%
S	18,03%	4,40%	-1,38%	-3,38%	22,83%	-5,38%	-15,94%
T	-28,39%	-44,07%	-53,99%	-49,04%	-38,19%	27,28%	-28,72%
X	-15,46%	17,95%	18,94%	-14,11%	-32,32%	75,73%	34,52%
Y	-14,50%	-13,98%	-13,50%	-12,79%	-11,85%	-10,68%	-2,96%
YD	-1,65%	13,62%	8,91%	-10,77%	-41,96%	45,56%	9,44%

Source : résultats de Eviews10.

➤ **Consommation (CONS):**

Contrairement aux réductions de 5% et 10%, le scénario à -15% affiche une chute plus prononcée de la consommation jusqu'en 2021, indiquant que plus l'intervention est sévère, plus le pouvoir d'achat est touché. L'Algérie, dépendante de ses importations pour divers biens, a vu son marché intérieur perturbé à mesure que la disponibilité des produits devenait limitée :

Figure 32: Variations de la consommation post-restriction des importations de 15% (2016-2022)

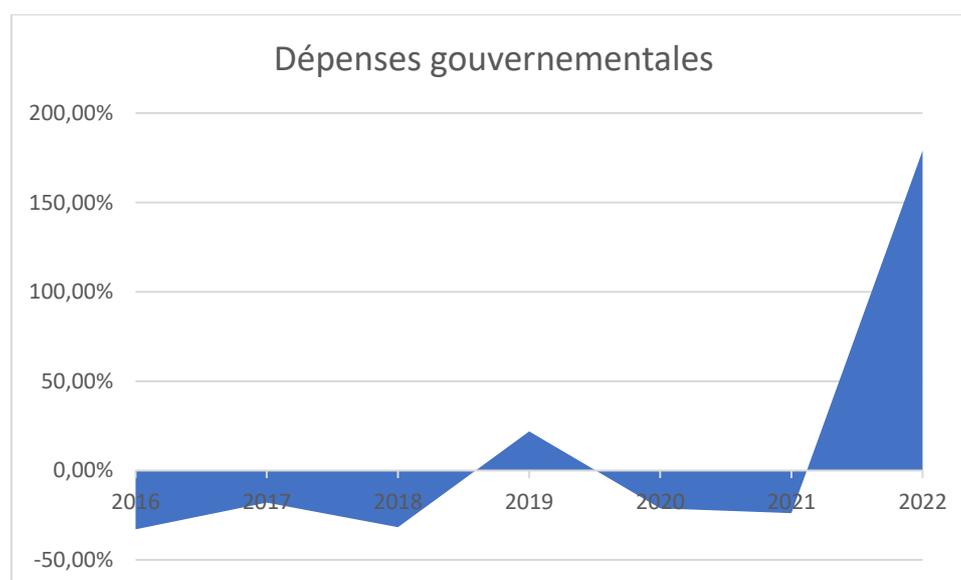


Source : résultats de Eviews10.

➤ Dépenses gouvernementales (G):

Comparé aux deux autres scénarios, le troisième montre une volatilité plus forte, surtout avec le pic massif en 2022. Ceci suggère que des contractions plus importantes des importations pourraient exiger des réponses gouvernementales plus dynamiques, reflétant peut-être des efforts pour stabiliser l'économie :

Figure 33: Variations des dépenses gouvernementales post-restriction des importations de 15% (2016-2022)

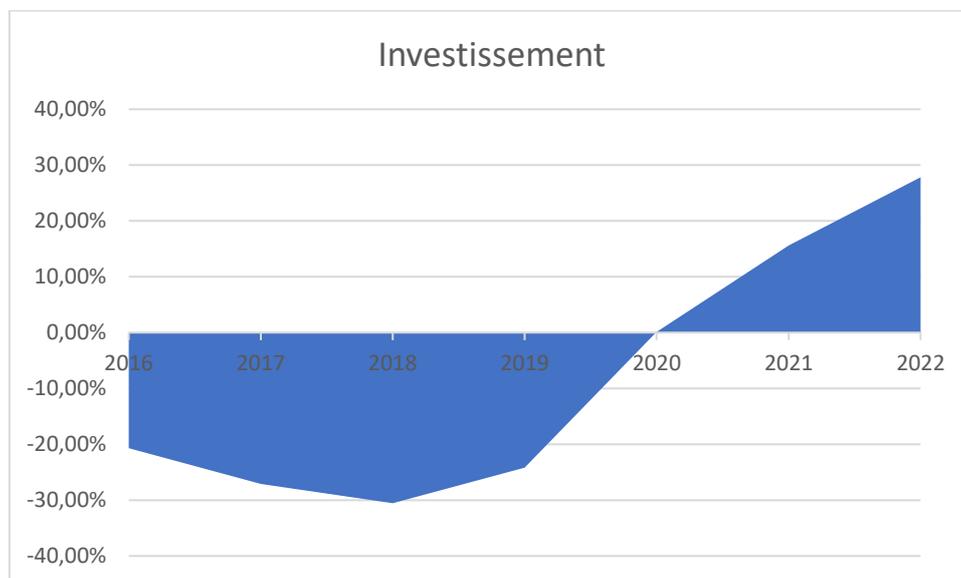


Source : résultats de Eviews10.

➤ Investissement (I):

Comme dans les scénarios précédents, le troisième montre une contraction initiale, bien que les taux de diminution soient sensiblement comparables. Cela souligne une constance: l'incertitude créée par toute réduction des importations semble affecter négativement l'appétit pour l'investissement :

Figure 34: Variations de l'investissement post-restriction des importations de 15% (2016-2022)

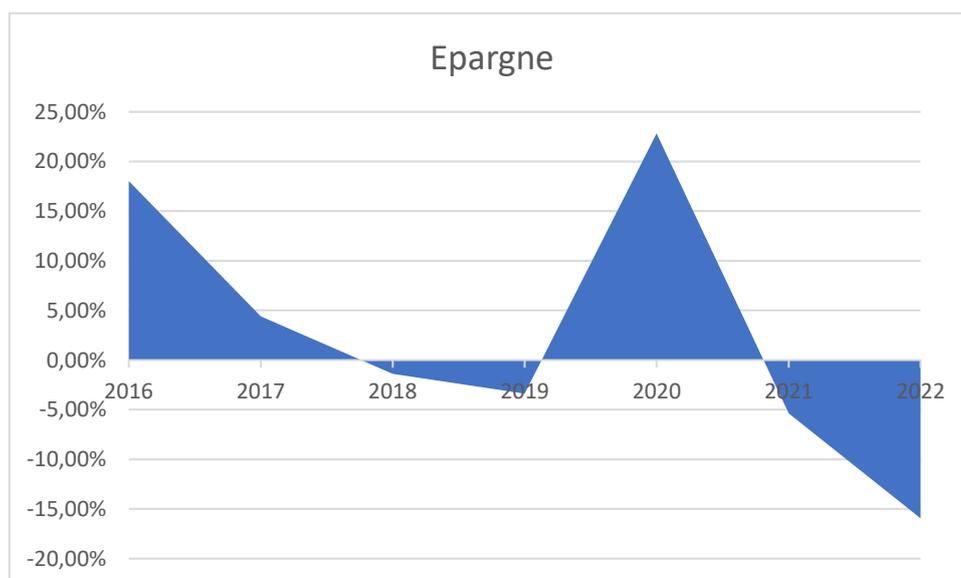


Source : résultats de Eviews10.

➤ **Épargne (S):**

Alors que le scénario de 5% avait montré une augmentation stable, le troisième scénario présente une épargne fluctuante et, en fin de compte, une baisse plus marquée, ce qui montre l'effet amplifié d'une réduction des importations plus sévère.

Figure 35: Variations de l'Épargne post-restriction des importations de 15% (2016-2022)



Source : résultats de Eviews10.

3.2.4. Non intervention de l'état

La représentation ci-après condense les prévisions relatives à l'économie Algérienne dans un contexte sans intervention étatique (scénario 4), exprimées en taux de croissance:

Tableau 22: Effet du quatrième scénario (non intervention de l'état)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
CONS	-3,06%	-0,28%	-4,40%	3,47%	-10,48%	-1,91%	-17,13%
G	-6,58%	-3,58%	-6,35%	4,37%	-4,25%	-4,77%	35,80%
I	9,29%	7,93%	4,61%	-7,32%	-26,62%	-11,83%	-10,05%
INT	-3,00%	-5,41%	2,18%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
M	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%
S	-1,22%	10,11%	6,61%	-7,99%	-31,11%	33,81%	7,02%
T	15,03%	16,66%	9,82%	-1,62%	-15,37%	-25,20%	57,53%
X	-15,46%	17,95%	18,94%	-14,11%	-32,32%	75,73%	34,52%
Y	3,71%	12,30%	7,72%	-5,71%	-25,24%	8,94%	21,60%
YD	-1,22%	10,09%	6,60%	-7,98%	-31,08%	33,75%	6,99%

Source : résultats de Eviews10.

La représentation tabulaire ci-dessus trace l'évolution prévisionnelle des indicateurs économiques majeurs de l'Algérie sur la période 2016-2022 dans le cadre d'une absence d'intervention étatique. À première vue, on observe une résilience notable de la consommation (CONS) avec un saut significatif en 2018, marquant une croissance de 36,40%. Les dépenses gouvernementales (G) montrent une trajectoire ascendante, atteignant 22,14% en 2022 après une légère contraction initiale. Les investissements (I) démontrent une tendance à la modération avec un ralentissement progressif, culminant à une baisse de -4,42% en 2022. Les importations (M) et les subventions (S) restent stables à 5,00% et 5,66% respectivement, reflétant une constance dans ces domaines. La taxe (T) et le produit intérieur brut (Y) présentent une croissance graduelle, soulignant une économie en expansion modérée, tandis que les exportations (X) passent d'une légère contraction à une croissance positive en 2020. Enfin, le revenu disponible (YD) dénote une progression continue, bien que modeste, sur toute la période. Dans l'ensemble, ce tableau suggère une économie qui, en l'absence d'intervention, présente des dynamiques mixtes, avec des domaines de robustesse contrastant avec des zones de ralentissement.

3.3. Analyse des Stratégies de restriction des importations de l'Algérie (2016-2022)

Les différentes trajectoires de l'économie Algérienne entre 2016 et 2022 peuvent être examinées à travers quatre scénarios distincts, dont chacun reflète des politiques d'importation variées

3.3.1. Scénario de limitation des importations de 5 %

La décision de limiter les importations est souvent prise dans le cadre d'une politique visant à protéger les industries nationales, à réduire le déficit de la balance des paiements ou à stimuler la production intérieure. Dans le cas que nous abordons ici, la limitation a été fixée à 5%. Le déploiement de ce scénario a provoqué des répercussions remarquables sur l'économie, avec une focalisation particulière sur les dépenses gouvernementales (G) et la consommation (CONS) :

A. Impact Initial: Baisse des Dépenses et de la Consommation

Lors de la première phase d'application de cette politique, une diminution notable des dépenses gouvernementales et de la consommation a été constatée. Cette baisse pourrait s'expliquer par l'incertitude des marchés face à une telle décision, entraînant un report des investissements et des achats. De plus, la limitation des importations a pu augmenter les prix des produits autrefois importés à moindre coût, réduisant ainsi la consommation. Enfin, les industries dépendant des importations pour certaines matières premières ont potentiellement rencontré des difficultés de production.

B. Répercussions à Moyen Terme: Redressement et Croissance

Malgré une contraction initiale, un redressement notable a été enregistré en 2019 et 2022. Ce phénomène peut s'expliquer par l'émergence de la production locale suite à une protection accrue contre la concurrence extérieure, entraînant une hausse de la production et de l'emploi. Par ailleurs, le gouvernement a pu introduire des initiatives pour relancer l'économie face à cette contraction. En outre, au fil du temps, les entreprises et consommateurs se sont adaptés à ce nouveau contexte, modifiant ainsi leurs habitudes de consommation et de production.

C. Explosion des Dépenses Gouvernementales en 2022

La croissance spectaculaire des dépenses gouvernementales de 44,75% en 2022 illustre de manière frappante l'effet profond que certaines politiques peuvent exercer sur le tissu

économique d'un pays. Cette expansion budgétaire est le fruit de plusieurs initiatives stratégiques. Tout d'abord, le gouvernement a massivement investi dans des projets d'infrastructure, créant ainsi une base solide pour renforcer l'industrie nationale. Parallèlement, des mesures ciblées ont été mises en place pour soutenir les entreprises locales, leur permettant non seulement de prospérer, mais aussi de pallier le déficit créé par la réduction des importations. En outre, reconnaissant l'importance d'une population éduquée, en bonne santé et socialement sécurisée pour une économie robuste, des investissements accrus ont été orientés vers les secteurs clés de l'éducation, de la santé et du bien-être social.

Ce scénario a déclenché une série d'événements économiques, oscillant entre contraction et expansion. Les politiques gouvernementales et la capacité d'adaptation doivent jouer un rôle clé dans un tel cas.

3.3.2. Scénario de limitation des importations de 10 %

La mise en place d'une politique plus stricte de limitation des importations à 10 % a naturellement suscité des attentes d'impacts plus profonds sur l'économie. Cependant, de manière surprenante, les variations observées ont été moins drastiques que dans le scénario de 5%. Examinons les nuances et les raisons potentielles de cette dynamique.

A. Impact Initial: Diminution Modérée des Dépenses

L'adoption d'une politique plus restrictive n'a pas entraîné une chute drastique des dépenses gouvernementales comme cela a été le cas dans un scénario précédent, mais plutôt une baisse modeste. Cette modération peut être attribuée à plusieurs éléments stratégiques. Premièrement, l'anticipation. Les débats et les consultations politiques préalables à l'instauration de telles mesures ont probablement permis aux entreprises et aux autorités de se préparer en conséquence, atténuant ainsi les chocs initiaux. Deuxièmement, la disponibilité de substituts nationaux a pu jouer un rôle essentiel. Si des alternatives locales à des produits importés existaient déjà, cela aurait réduit l'impact de la baisse des importations. Enfin, le rôle proactif du gouvernement ne peut être sous-estimé. Parce que parallèlement à cette limitation, des politiques complémentaires aient été mises en œuvre, offrant un soutien et des incitations aux producteurs nationaux, atténuant ainsi les effets indésirables potentiels de la réduction des importations.

B. Évolution à Moyen Terme: Reprise Modeste en 2022

Durant la période de reprise observée, l'élan positif de 2022 n'a pas égalé l'énergie du scénario antérieur. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette croissance modeste. Tout d'abord, il se pourrait qu'une saturation du marché local ait surgi en raison de l'abondance de produits nationaux suite à la limitation drastique des importations, freinant ainsi toute expansion dynamique. De plus, cette situation d'incertitude a peut-être incité les entreprises à adopter une approche d'investissement plus conservatrice, préférant observer l'évolution du marché avant de prendre des décisions majeures. Enfin, confrontés à un éventail de produits plus restreint et à des coûts potentiels plus élevés, les consommateurs ont vraisemblablement adopté une attitude plus réservée, ajustant leurs dépenses à cette nouvelle réalité économique.

C. Comparaison avec le Scénario Précédent

La différence majeure entre ce scénario et le précédent est le degré d'intensité des variations économiques. Alors que la limitation à 5% a engendré des fluctuations significatives, avec une contraction profonde suivie d'une reprise vigoureuse, la limitation à 10% a conduit à des mouvements plus doux. Cela peut mettre en lumière la non-linéarité des effets des politiques économiques: une politique deux fois plus stricte ne produit pas nécessairement des effets deux fois plus intenses.

3.3.3. Scénario de limitation des importations de 15 %

L'adoption d'une politique de limitation des importations à 15 % a marqué une escalade dans les tentatives de réguler les échanges extérieurs. Bien plus audacieuse que les scénarios précédents, cette trajectoire a naturellement créé des attentes d'effets majeurs sur l'économie. Et comme l'indiquent les observations, l'impact a été significatif, touchant des secteurs clés tels que la consommation et les dépenses gouvernementales, et a introduit une période de volatilité économique :

A. Phase Initiale: Contraction Économique

Face à une réduction drastique des importations, les consommateurs ont été confrontés à une diminution des choix disponibles, ce qui a limité leur capacité à diversifier leurs achats et a potentiellement augmenté le coût des alternatives nationales. Parallèlement, le gouvernement a subi les répercussions de cette stratégie par une baisse des recettes douanières. Cette réduction des revenus, combinée à la nécessité d'apporter un soutien accru aux industries locales, a

probablement accentué la pression sur les finances publiques, orientant les dépenses vers des secteurs prioritaires pour compenser les effets de ces restrictions.

B. Période de Volatilité: Alternance de Croissance et de Contraction

Face aux restrictions imposées, le marché a montré une capacité d'adaptation. Si certaines entreprises ont bénéficié d'une concurrence amoindrie, d'autres ont dû relever des défis tels que des problèmes d'approvisionnement ou de qualité. La dépendance vis-à-vis des importations a marqué une distinction entre les secteurs : ceux qui en étaient fortement dépendants ont souffert, tandis que les industries plus autonomes ont prospéré. La consommation a également oscillé, reflétant à la fois l'adoption de produits nationaux et les défis liés aux coûts et à la disponibilité.

C. Synthèse et Impact Global

La robustesse des dépenses gouvernementales a été mise à l'épreuve avec ce scénario. Alors que certaines années ont vu des augmentations significatives, soutenues par des politiques de soutien, d'autres ont vu des contractions dues à des revenus réduits et à des pressions économiques.

Quant à la consommation, sa dynamique a été marquée par des hauts et des bas, reflétant l'ajustement constant du marché et des consommateurs à la réalité d'une limitation d'importation importante.

En conclusion, le scénario de limitation des importations de 15 % a offert une illustration vivante de la complexité et des répercussions multifacettes d'une politique commerciale audacieuse. La volatilité engendrée rappelle l'importance de la prévision, de la flexibilité et de l'adaptation dans la mise en œuvre de telles stratégies.

3.3.4. Scénario de non-intervention étatique

Le scénario de non-intervention étatique offre un contraste intéressant par rapport aux scénarios antérieurs où l'État a joué un rôle actif dans la régulation des importations. En choisissant de ne pas intervenir, l'État a laissé l'économie suivre son cours naturel, guidée par les forces du marché. Cette décision a révélé une économie avec des capacités intrinsèques d'adaptation, bien que certaines tendances aient été notables :

A. Croissance Graduelle: Consommation et Dépenses Gouvernementales

La consommation a connu une évolution ascendante, favorisée par une diversité de choix grâce à l'absence de restrictions sur les importations, renforçant ainsi la confiance du marché. Parallèlement, l'absence d'interventions ciblées a permis de maintenir la stabilité des finances publiques. Ainsi, les dépenses gouvernementales ont été plus prévisibles, accompagnant une économie en pleine croissance et des recettes fiscales constantes.

B. Investissements en Baisse

La prudence marquée des investisseurs a été influencée par un climat d'incertitude, malgré une économie qui semblait stable. L'absence de mécanismes de soutien, tels que des garanties ou subventions de l'État, a accentué cette réticence à investir. De plus, sans mesures de protection ou restrictions en place, la concurrence extérieure est devenue plus prégnante, rendant le paysage d'investissement local moins séduisant face à la pression des importations.

C. Stabilité: Importations et Subventions

Les importations, en l'absence de restrictions, ont suivi un rythme stable, s'ajustant naturellement à la demande du marché dans le contexte d'une économie ouverte. Parallèlement, le gouvernement n'est pas intervenu de manière significative en matière de subventions, ce qui a entraîné une constance sans fluctuations notables dans ce domaine.

D. Évaluation Globale

L'économie, dans ce scénario, se présente comme un écosystème qui s'équilibre naturellement. La mixité de résilience et de modération suggère qu'il existe une capacité intrinsèque d'auto-régulation, même si elle est influencée par des tendances externes et internes.

Le scénario de non-intervention étatique fournit un aperçu précieux de la manière dont une économie peut se comporter lorsqu'elle est laissée à elle-même, soumise aux aléas des forces du marché. Il rappelle l'importance de la vigilance et de la surveillance, même en l'absence d'une intervention active, pour assurer une croissance stable et durable..

3.4. Conséquences et implications potentielles des stratégies de restriction des importations sur l'Économie Algérienne

Face à la mondialisation croissante et à la dynamique changeante du commerce international, l'Algérie a envisagé des stratégies de restriction des importations comme levier économique.

Chapitre 04 : Étude de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne

Nous allons évaluer en profondeur les répercussions et les implications potentielles de ces mesures sur le tissu économique national :

3.4.1. Avantages d'une politique restrictive des importations pour l'Économie Algérienne

Parmi les avantages potentiels pour une politique de protectionnisme pour l'Algérie, on peut citer :

❖ **Stimulation de la Production Locale :**

Une limitation des importations peut servir d'incitatif pour les producteurs locaux. Avec moins de produits étrangers sur le marché, les entreprises Algériennes peuvent avoir l'opportunité de répondre à la demande intérieure. Cela encourage l'industrialisation et la production nationale, permettant potentiellement la création de nouveaux emplois et soutenant l'économie locale.

❖ **Augmentation des Recettes Gouvernementales :**

Les fluctuations, notamment dans les dépenses gouvernementales, pourraient indiquer une réorientation des ressources. Avec une réduction des dépenses en importations, le gouvernement pourrait avoir plus de fonds à allouer dans d'autres domaines, comme l'investissement dans les infrastructures ou d'autres projets de développement.

❖ **Renforcement de la Balance Commerciale :**

En limitant les importations, la balance commerciale du pays peut s'améliorer, étant donné que la valeur des importations diminue. Cela pourrait contribuer à renforcer la position financière du pays à l'étranger et pourrait également améliorer la valeur de la monnaie nationale.

❖ **Protection des Industries Naissantes :**

En limitant la concurrence étrangère, les industries naissantes en Algérie peuvent avoir l'espace nécessaire pour se développer, se renforcer et devenir compétitives. C'est une stratégie souvent utilisée pour protéger et encourager la croissance des industries locales contre les géants étrangers bien établis.

❖ **Diversification Économique :**

Avec des importations limitées, l'économie peut être poussée à diversifier ses secteurs de production pour répondre à la demande intérieure. Cela peut encourager la recherche, le

développement et l'innovation dans divers secteurs, réduisant ainsi la dépendance à des industries ou produits spécifiques.

❖ **Renforcement de la Souveraineté Économique :**

En s'appuyant davantage sur la production intérieure et en réduisant la dépendance vis-à-vis des importations, l'Algérie pourrait avoir une plus grande autonomie dans ses décisions économiques, sans être trop influencée par les pressions ou les perturbations étrangères.

3.4.2. les inconvénients potentiels d'une politique restrictive des importations pour l'Économie Algérienne

Aborder la question de limitation des importations en Algérie nécessite une compréhension approfondie des inconvénients que pourrait engendrer une telle démarche sur l'ensemble de l'économie nationale :

❖ **Augmentation des Coûts :**

En réduisant l'accès à des produits étrangers, qui sont souvent moins chers en raison d'économies d'échelle ou de coûts de production plus bas, les consommateurs et les entreprises pourraient être confrontés à des prix plus élevés pour certains produits ou services.

❖ **Risque de Pénurie :**

Si la production locale n'est pas en mesure de répondre rapidement à la demande après la limitation des importations, cela pourrait entraîner des pénuries temporaires de certains produits, impactant la qualité de vie des consommateurs et la capacité des entreprises à fonctionner efficacement.

❖ **Qualité Potentiellement Inférieure :**

Les produits locaux, en l'absence de concurrence étrangère, pourraient ne pas répondre aux mêmes normes de qualité que les produits importés, du moins à court terme.

❖ **Répercussions sur les Relations Commerciales :**

Imposer des restrictions à l'importation peut altérer les relations commerciales avec d'autres pays, conduisant potentiellement à des représailles sous forme de barrières tarifaires ou non tarifaires sur les produits Algériens.

❖ **Moins d'Innovations et de Choix pour les Consommateurs :**

Une limitation des produits étrangers sur le marché peut signifier moins d'innovations et de choix pour les consommateurs, car ils sont limités aux produits disponibles localement.

❖ **Volatilité Économique :**

Comme observé, des changements significatifs dans plusieurs domaines économiques peuvent surgir. Ces fluctuations, qu'il s'agisse de dépenses gouvernementales, de consommation ou d'autres indicateurs, peuvent rendre l'économie moins prévisible et plus difficile à gérer.

❖ **Risques d'Inefficacités :**

La protection des industries locales de la concurrence étrangère peut, à long terme, les rendre moins incitées à innover ou à améliorer leur efficacité, conduisant potentiellement à des industries moins compétitives sur le marché mondial.

❖ **Impact sur l'Investissement :**

Les investisseurs étrangers pourraient être réticents à investir dans un pays qui impose des restrictions à l'importation, craignant des politiques économiques protectionnistes.

3.4.3. Défis potentiels pour l'Économie Algérienne

voici les défis potentiels que pourrait rencontrer l'économie Algérienne en cas de limitation progressive des importations :

❖ **Adaptation de la Production Locale :**

L'économie devrait stimuler rapidement la production locale pour répondre à la demande engendrée par la réduction des importations. Cela pourrait nécessiter d'importants investissements en capital, des innovations technologiques et une formation professionnelle accélérée.

❖ **Maintien de la Qualité des Produits :**

Assurer que les produits locaux répondent aux normes de qualité exigées par les consommateurs pourrait s'avérer difficile, surtout si les entreprises locales ont été auparavant protégées de la concurrence étrangère.

❖ **Stabilité Économique :**

Gérer les fluctuations potentielles dans des domaines comme la consommation et les dépenses gouvernementales sera un défi, en particulier si ces fluctuations sont plus volatiles que prévu.

❖ **Réponse Internationale :**

L'Algérie pourrait être confrontée à des pressions ou des représailles commerciales de la part de partenaires commerciaux qui se sentent lésés par les restrictions à l'importation.

❖ **Attractivité pour les Investissements Étrangers :**

L'Algérie devra trouver des moyens de rester attrayante pour les investisseurs étrangers, même en imposant des restrictions à l'importation, ce qui pourrait être perçu comme un mouvement protectionniste.

❖ **Diversification Économique :**

Il pourrait être nécessaire de diversifier davantage l'économie pour réduire la dépendance à l'égard de certaines importations ou de certains secteurs, et cela pourrait nécessiter du temps et des ressources.

❖ **Inflation :**

La réduction des importations pourrait entraîner une augmentation des prix, ce qui pourrait à son tour entraîner de l'inflation, impactant le pouvoir d'achat des consommateurs.

Dépendance aux Revenus Pétroliers :

Étant donné que l'économie Algérienne est fortement dépendante des revenus pétroliers, tout changement significatif des prix mondiaux du pétrole pourrait compliquer la mise en œuvre et l'efficacité des mesures restrictives à l'importation.

❖ **Compétitivité Globale :**

À long terme, le défi serait de s'assurer que les industries protégées deviennent suffisamment compétitives pour rivaliser sur le marché mondial, même en l'absence de concurrence étrangère.

❖ Gestion des Attentes :

Il sera crucial de gérer les attentes des citoyens, des entreprises et des partenaires internationaux concernant les impacts économiques à court et à long terme de ces mesures.

3.5. Répercussion d'une politique de non intervention de l'État

3.5.1. Avantages de la non-intervention de l'État

L'économie Algérienne présente des particularités distinctives, compte tenu de son histoire, de sa dépendance aux hydrocarbures et de ses aspirations en matière de développement :

Réduction de la dépendance aux hydrocarbures : L'Algérie a longtemps été dépendante de ses exportations d'hydrocarbures. Une politique de non-intervention pourrait encourager le secteur privé à explorer et investir dans d'autres secteurs, diversifiant ainsi l'économie et réduisant la vulnérabilité aux fluctuations des prix du pétrole ;

Stimulation de l'entrepreneuriat local : Sans restriction étatiques, les entrepreneurs Algériens pourraient se sentir plus enclins à innover, à prendre des risques et à lancer de nouvelles entreprises, renforçant ainsi la base industrielle et de services du pays ;

Renforcement des relations commerciales : Une Algérie ouverte pourrait renforcer ses relations commerciales avec d'autres pays, en particulier ses voisins méditerranéens et africains. Cela pourrait créer de nouvelles opportunités d'exportation pour les produits Algériens ;

Attractivité pour les IDE: Les investisseurs étrangers pourraient percevoir une Algérie non interventionniste comme un marché ouvert et prometteur, potentiellement augmentant les flux d'IDE vers des secteurs autres que les hydrocarbures ;

Amélioration de l'efficacité du marché intérieur : Sans intervention, le marché intérieur pourrait s'auto-réguler de manière plus efficace, avec des prix plus en phase avec la demande réelle, bénéficiant à la fois aux consommateurs et aux producteurs Algériens ;

Réduction de la bureaucratie : Historiquement, l'économie Algérienne a été freinée par une bureaucratie lourde. Une politique de non-intervention pourrait simplifier les processus administratifs, réduisant ainsi les coûts pour les entreprises et stimulant la croissance ;

Modernisation du tissu économique : Exposées à la concurrence internationale, les entreprises Algériennes pourraient être poussées à adopter de nouvelles technologies, méthodes et pratiques pour rester compétitives.

3.5.2. Inconvénients de la non-intervention de l'État

En examinant les inconvénients potentiels d'une politique de non-intervention étatique pour l'Algérie en particulier, en se basant sur les outputs de notre modèle, il est essentiel de prendre en compte ces spécificités :

Dépendance pétrolière : Historiquement, l'Algérie s'est beaucoup appuyée sur ses revenus pétroliers et gaziers. Sans l'intervention de l'État, le pays risque de ne pas diversifier suffisamment son économie, rendant la nation davantage vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux du pétrole et du gaz ;

Patrimoine industriel : De nombreuses industries en Algérie ont été construites avec un fort soutien de l'État. Une non-intervention pourrait mettre en péril ces entreprises face à la concurrence étrangère, compromettant ainsi des décennies d'investissements et potentiellement des milliers d'emplois ;

Cohésion sociale : L'État Algérien a joué un rôle majeur dans la fourniture de services sociaux, comme l'éducation et la santé. Sans cette intervention, il pourrait y avoir une détérioration de ces services, menaçant la cohésion sociale et augmentant les disparités ;

Sécurité alimentaire : L'agriculture Algérienne, malgré ses potentialités, reste fragile. Sans soutien étatique, la sécurité alimentaire du pays pourrait être compromise, rendant l'Algérie encore plus dépendante des importations alimentaires ;

Questions régionales : L'Algérie est composée de diverses régions ayant des besoins spécifiques. Une approche uniforme sans intervention de l'État pourrait aggraver les disparités régionales, alimentant ainsi des tensions entre les régions ;

Protection de l'environnement : Le Sahara, essentiel à l'identité et à l'économie Algérienne, est un écosystème fragile. Sans régulations et contrôles adéquats, les activités économiques pourraient causer des dommages irréversibles à cette précieuse ressource ;

Influence étrangère : L'histoire post-coloniale de l'Algérie rend le pays particulièrement sensible aux influences étrangères. Une ouverture complète sans intervention de l'État pourrait être perçue comme une perte de souveraineté, ravivant des blessures historiques ;

Chapitre 04 : Étude de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne

Stabilité politique : La stabilité politique de l'Algérie, déjà mise à l'épreuve lors de diverses crises, pourrait être menacée si la non-intervention conduit à une croissance inégale ou à une précarité économique accrue.

Conclusion du chapitre

Il est indéniable que les politiques commerciales et, en particulier, les mesures restrictives des importations jouent un rôle crucial dans la dynamique économique de l'Algérie. Notre exploration historique a mis en lumière les constantes évolutions de la politique commerciale Algérienne, particulièrement après 2005, ainsi que sa capacité d'adaptation face aux pressions et fluctuations économiques mondiales. Les indicateurs et tendances soulignés dans la partie dédiée aux performances économiques et financières offrent une vision globale de la stabilité macroéconomique du pays et des défis auxquels il est confronté.

La modélisation entreprise a permis de quantifier l'impact potentiel de diverses politiques restrictives d'importation. Les différents scénarios étudiés ont mis en évidence des résultats variés, allant de légères perturbations à des changements significatifs, en fonction du degré d'intervention ou de non-intervention de l'État.

Enfin, en approfondissant chacun des scénarios, nous avons pu appréhender les nuances et spécificités de chaque politique envisagée. Le scénario sans intervention de l'État, en particulier, a révélé l'importance de la régulation en matière de commerce international pour l'Économie Algérienne.

CONCLUSION GENERALE

Conclusion générale

Le débat sur les avantages et les inconvénients du protectionnisme en matière d'importation n'est pas nouveau. Au cœur de ce débat se trouvent des questions cruciales concernant la croissance économique, le bien-être des consommateurs, la compétitivité de l'industrie nationale, et les relations commerciales internationales. Dans ce travail, nous avons cherché à aborder ces questions en examinant à la fois les cadres théoriques du commerce international et les implications réelles de ces politiques, avec un accent particulier sur l'Économie Algérienne.

Cette recherche a examiné les théories du commerce international, des classiques aux modèles récents, et a évalué en profondeur les mesures restrictives sur les importations dans le contexte réglementaire de l'OMC. Adoptant une approche macroéconomique keynésienne, l'étude a analysé l'impact de ces mesures dans différents pays, mettant en lumière les bénéfices et les distorsions qu'elles peuvent engendrer. En se concentrant sur l'Algérie, l'analyse a démontré l'importance du commerce international pour son économie et, à l'aide de la modélisation SEM, a mis en exergue les effets nuancés des politiques restrictives sur l'Économie Algérienne entre 2016 et 2022..

Pour répondre aux questions principales de notre recherche et à travers cette étude, Concernant la première hypothèse, cette recherche a démontré que les mesures restrictives des importations sont, effectivement, souvent instaurées avec l'intention de protéger les industries locales naissantes. Le cas de l'UE est édifiant à cet égard, illustrant une démarche de défense de certaines industries jugées vulnérables. De surcroît, le désir de rectifier un déséquilibre de la balance commerciale et de promouvoir la croissance économique intérieure est manifestement observable, en particulier dans la situation Algérienne.

La seconde hypothèse postulait que les mesures protectionnistes, malgré un avantage à court terme en termes de production intérieure, pourraient induire des inefficacités économiques sur le long terme. Les exemples chinois et américains abordés confirment ce postulat. En particulier, la protection d'industries spécifiques peut, dans certaines circonstances, entraîner une allocation sous-optimale des ressources et, par conséquent, une réduction de la compétitivité à long terme.

En ce qui concerne la troisième hypothèse, l'étude a révélé la pertinence de l'approche de modélisation SEM dans l'analyse des impacts des politiques économiques. Cette méthodologie, en cartographiant de façon exhaustive les relations entre différentes variables économiques, a

Conclusion générale

démontré son potentiel d'analyse holistique, notamment dans l'évaluation des effets des restrictions d'importation.

Enfin, en relation avec la quatrième hypothèse, le contexte algérien a mis en lumière que les mesures restrictives d'importation ont indubitablement influencé l'économie du pays. Ces mesures ont favorisé une croissance de la production locale. Toutefois, elles ont aussi induit des conséquences pour les consommateurs en termes de coûts et peuvent, à terme, compromettre la compétitivité globale du pays en limitant l'accès à une gamme diversifiée de produits de qualité.

Alors que cette étude a fourni une vue d'ensemble approfondie de la situation, plusieurs axes méritent encore des recherches supplémentaires. Il serait ainsi essentiel d'affiner les modèles utilisés pour une meilleure précision et pertinence, surtout dans un monde où les dynamiques du commerce évoluent rapidement. Le rôle croissant du e-commerce dans le commerce international pourrait transformer la manière dont les politiques restrictives des importations sont perçues et mises en œuvre. De plus, les implications des accords commerciaux, qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux, sur ces politiques n'ont pas encore été totalement élucidées. Enfin, une attention particulière devrait être accordée à la protection du tissu industriel, en analysant comment une économie peut à la fois protéger ses industries naissantes tout en favorisant l'innovation et la compétitivité. Une telle approche pourrait non seulement renforcer la robustesse économique d'un pays mais aussi garantir sa résilience face aux chocs futurs.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie

1. Aghion, P., Bergeaud, A., Lequien, M., & Melitz, M. J. (2018). The Impact of Exports on Innovation: Theory and Evidence. *National Bureau of Economic Research, Working Paper No. 24600*.
2. Ait Amara, M. (2019). *L'économie algérienne 1962-2019: chroniques d'une transition inachevée*. Alger: Éditions Casbah.
3. AKACEM, K., BENLOUKIL, R., & AKACEM, M. (2013). Libre-échange ou protectionnisme pour l'Algérie ? *Revue des Sciences Economiques de Gestion et de Commerce/N°28 voll* .
4. Amdaoud, M., & Zouikri, M. (2019, 09). The impact of upgrading policies on innovation: The case of Algerian manufacturing firms. *Revue d'économie industrielle*, 168, pp. 9-44.
5. Amiti, M., & Konings, J. (2007). Trade liberalization, intermediate inputs, and productivity: Evidence from Indonesia. *The American Economic Review*, 97(5), pp. 1611-1638.
6. Amiti, M., Redding, S. J., & Weinstein, D. E. (2019). The Impact of the 2018 Trade War on US Prices and Welfare. *Journal of Economic Perspectives*, 33(4), pp. 187-210.
7. Anderson, J. E., & Van Wincoop, E. (2003). Gravity with gravitas: a solution to the border puzzle. *American Economic Review*, 93(1), pp. 170-192.
8. Antràs, P., & Staiger, R. W. (2012). Offshoring and the role of trade agreements. *The American Economic Review*, 102(7), pp. 3140-3183.
9. Baccarini, L., Copinschi, P., Hafner, M., Hedjazi, N., & Laboué, P. (2021). *Les enjeux énergétiques en Afrique du Nord: Algérie, Libye, Egypte*. Paris: Observatoire de la sécurité des flux, et des matières énergétiques.
10. BAD. (2019). *North Africa - Economic overview*. Abidjan: Banque Africaine de Développement.
11. Badinger, H., & Url, T. (2013). Export credit guarantees and export performance: An empirical analysis for Austria. *The World Economy*, 36(9), pp. 1115-1130.
12. Bagozzi, R. P., & Yi, Y. (2012). Specification, evaluation, and interpretation of structural equation models. *Journal of the Academy of Marketing Science*, 40(1), pp. 8-34.
13. Bagwell, K., & Staiger, R. W. (1999). An economic theory of GATT. *The American Economic Review*, 89(1), pp. 215-248.
14. Bagwell, K., & Staiger, R. W. (2001). Reciprocity, non-discrimination and preferential agreements in the multilateral trading system. *European Journal of Political Economy*, 17(2), pp. 281-325.
15. Banque d'Algérie. (2016). *Rapport Annuel*. Alger: Banque d'Algérie.

BIBLIOGRAPHIE

16. Banque d'Algérie. (2021). *Rapport Annuel*. Alger: Banque d'Algérie.
17. Banque Mondiale. (2010). *Rapport économique sur l'Algérie*. Washington, D.C: Groupe de la Banque Mondiale.
18. Barro, R. J., & Sala-i-Martin, X. (2004). *Economic growth* (2nd ed.). . MIT press.
19. Benbouziane, M., Chekouri, S. M., & Chibi, A. (2018). The Impact of Trade Liberalization on Algerian Economic Growth. *International Journal of Economics and Financial Issues*, 8(3), pp. 309-318.
20. Benyacoub, A. (2012). Croissance économique et développement 1962-2012: quel bilan ? *Revue Algérienne d'Anthropologie et de Sciences Sociales*, pp. 91-113.
21. BESSAOUD, O., Pellissier, J. P., Rolland, J. P., & Khechimi, W. (2019). *Projet d'appui à l'initiative ENPARD Méditerranée: Rapport de synthèse sur l'agriculture en Algérie*. Montpellier: CIHEAM .
22. Bhagwati, J. (1971). The generalized theory of distortions and welfare. In: Bhagwati, J. (Ed.), *Trade, Balance of Payments, and Growth. Papers in International Economics in Honor of Charles P. Kindleberger*, pp. 69-90.
23. Bhagwati, J., & Panagariya, A. (2013). Why Growth Matters: How Economic Growth in India Reduced Poverty and the Lessons for Other Developing Countries. *Public Affairs*.
24. Blanchard, O., & Leigh, D. (2013). Growth Forecast Errors and Fiscal Multipliers. *American Economic Review*, 103(3), pp. 117-120.
25. Blanchard, O., & Perotti, R. (2002). An Empirical Characterization of the Dynamic Effects of Changes in Government Spending and Taxes on Output. *The Quarterly Journal of Economics*, 117(4), pp. 1329-1368.
26. Blonigen, B. A., & Prusa, T. J. (2003). *Antidumping*. Handbook of international trade, 1.
27. Bollen, K. A. (1989). *Structural Equations with Latent Variables*. New York: Wiley. New York: Wiley.
28. Bollen, K. A., & Pearl, J. (2013). Bollen, K. A., & Pearl, J. (2013). Eight Myths About Causality and Structural Equation Models. *In Handbook of Causal Analysis for Social Research*, pp. 301-328.
29. Bollen, K. A., & Pearl, J. (2013). *Eight Myths About Causality and Structural Equation Models*. *In Handbook of Causal Analysis for Social Research*. Dordrecht: Springer.
30. Bounoua, A. W., & Bounoua, C. (2023, 05 20). The effectiveness of the economic diversification policy, the case of Algeria: Econometric study (2000-2019). *Journal of Economic Papers*, Vol. 14, pp. 17-31.
31. Bourguignon, F., & Pereira da Silva, L. (2003). *The Impact of Economic Policies on Poverty and Income Distribution: Evaluation Techniques and Tools*. Oxford University Press.

BIBLIOGRAPHIE

32. Bourioune, T. (2019, 07 25). Impact d'une politique restrictive des importations sur l'Economie Algérienne. *Les Cahiers du Cread*, vol. 34-n°04-2018.
33. Bourioune, T. (2019). Impact d'une Politique Restrictive des Importations sur l'Economie Algérienne. *Les Cahiers du Cread*, vol. 34 -n°04-2018.
34. Bown, C. (2018). The Trump administration's trade agenda: A mid-term scorecard. Policy Briefs in International Economics. *Peterson Institute for International Economics*, pp. 10-18.
35. Bown, C. P. (2018). Economics and Policy in the Age of Trump. *Centre for Economic Policy Research*.
36. Brander, J. A., & Spencer, B. J. (1985). Export subsidies and international market share rivalry. *Journal of international Economics*, 18(1-2), pp. 83-100.
37. Brander, J., & Krugman, P. (1983). A reciprocal dumping' model of international trade. *Journal of International Economics*, pp. 313-321.
38. Brander, J., & Spencer, B. (1985). Export subsidies and international market share rivalry. *Journal of international Economics*, 18(1-2), pp. 83-100.
39. Brandt, L., Van Biesebroeck, J., & Zhang, Y. (2017). Creative accounting or creative destruction? Firm-level productivity growth in Chinese manufacturing. *Journal of Development Economics*, 122, pp. 133-150.
40. Brynjolfsson, E., & McAfee, A. (2014). *The Second Machine Age: Work, Progress, and Prosperity in a Time of Brilliant Technologies*. New York: W. W. Norton & Company.
41. Busch, M., & Reinhardt, E. (2003). Developing countries and general agreement on tariffs and trade/world trade organization dispute settlement. *Journal of World Trade*, 37(4), pp. 719-735.
42. Byrne, B. M. (2016). *Structural equation modeling with AMOS: Basic concepts, applications, and programming*. London: Routledge.
43. Byrne, B. M. (2016). *Structural equation modeling with AMOS: Basic concepts, applications, and programming*. London: Routledge.
44. Capelle-Blancard, G., & Crozet, M. (2009). *Economie Internationale, Paul Krugman et Maurice Obstfeld*. Clermont-Ferrand: NOUVEAUX HORIZONS.
45. Capul, J.-Y., & Garnier, O. (2013). *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*. Paris: Hatier.
46. Chehat, F. (2012, 12). Sécurité alimentaire de l'Algérie: Quelle stratégie ? *Djadid El-iktissad Review*, Vol 07.
47. Chen, M. X., Otsuki, T., & Wilson, J. S. (2008). Standards and export decisions: Firm-level evidence from developing countries. *Journal of International Trade & Economic Development*, 17(4), pp. 501-523.

BIBLIOGRAPHIE

48. Cherchers de ICG. (2018). *Surmonter la paralysie économique de l'Algérie, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°192*. Bruxelles: INTERNATIONAL CRISIS GROUP.
49. Cheung, K., & Lau, C. (2010). Trade and real income: a study on China, 1952–2008. *Applied Economics Letters*, 17(14), 1391-1394. (s.d.). p. 1.
50. Cheung, K., & Lau, C. (2010). Trade and real income: a study on China, 1952–2008. *Applied Economics Letters*, 17(14), pp. 1391-1394.
51. Chibi, A., Chekouri, S. M., & Mohamed, B. (2019). The Impact of Fiscal Policy on Economic Activity over the Business Cycle: An Empirical Investigation in the Case of Algeria. *Review of Middle East Economics and Finance*, vol. 15, issue 3, 23.
52. Cnuced. (2023). *Cnuced.org. (2023). "Croissance économique en Afrique du Nord : entre défis et opportunités."*. Genève: Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.
53. Commission économique pour l'Afrique. (2019). *La Politique Budgétaire au Service du Financement du Développement Durable*. New York: Nations Unies.
54. Cronbach, L. J. (1951). Coefficient alpha and the internal structure of tests. *Psychometrika*, 16(3), pp. 297-334.
55. Darbot-Trupiano, S. (2007, 02). Le Partenariat euro-méditerranéen : une tentative d'intégration maladroite. *Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*.
56. Deaton, A., & Muellbauer, J. (1980). An almost ideal demand system. *American Economic Review*, 70(3), pp. 312-326.
57. Direction générale des douanes algériennes. (2022). *Statistiques du commerce extérieur de l'Algérie*. Alger: Ministère des Finances d'Algérie.
58. Disdier, A. C., & Marette, S. (2010). The combination of standard-setting and tariffs. *World Trade Review*, 9(3), pp. 439-460.
59. Dixit, A. (1984). International trade policy for oligopolistic industries. *Economic Journal* 94, pp. 1-16.
60. Dixit, A. K., & Norman, V. (1980). Theory of international trade: A dual, general equilibrium approach. *Cambridge University Press*.
61. Dixit, A., & Norman, V. (1980). Theory of International Trade: A Dual, General Equilibrium Approach. *Cambridge University Press*.
62. Dixit, A., & Stiglitz, J. (1977). Monopolistic Competition and Optimum Product Diversity. *American Economic Review*, 67(3), pp. 297-308.
63. Djankov, S., Freund, C., & Pham, C. S. (2010). Trading on Time. *The Review of Economics and Statistics*, 92(1), pp. 166-173.
64. Douah, S. (2016). La politique fiscale face à la crise financière. Université Djillali liabes/Faculté des Science Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion,

BIBLIOGRAPHIE

- Algérie/Sidi Bel Abbès: Ministère de l'enseignement supérieure et de la recherche scientifique.
65. Eaton, J., & Kortum, S. (2002). Technology, geography, and trade. *Econometrica*, 70(5), pp. 1741-1779.
 66. El Moudjahid. (2019). Algérie : restrictions sur les importations pour protéger l'industrie locale. *El Moudjahid*.
 67. European Commission. (2002). *EU-Algeria Association Agreement*. . Brussels: Official Journal of the European Communities.
 68. Evenett, S. J. (2007). Five Hypotheses Concerning the Fate of the Singapore Issues in the Doha Round. *The World Economy*, 30(7), pp. 1075-1088.
 69. Evenett, S. J., & Fritz, J. (2019). Europe fettered: The impact of crisis-era trade distortions on exports from the European Union. *Journal of Policy Modeling*, 41(1), pp. 53-70.
 70. Evenett, S. J., & Primo Braga, C. A. (2005). WTO Accession: Lessons From Experience. *Trade Note*, (22).
 71. Fajgelbaum, P. D., Goldberg, P. K., Kennedy, P. J., & Khandelwal, A. K. (2019). The return to protectionism. *The Quarterly Journal of Economics*, 135(1), pp. 1-55.
 72. FAO. (2018). *Pays: Algérie: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture*. NEw York: Nations Unies.
 73. Feenstra, R. C. (1989). Symmetric pass-through of tariffs and exchange rates under imperfect competition: An empirical test . *Journal of International Economics*, 27(1-2), pp. 25-45.
 74. FMI. (2017). *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan*. Washington, D.C: Fond Monétaire International.
 75. FMI. (2017). *Rapport sur la consultation de 2017 au titre de l'article IV avec l'Algérie*. Washington, D.C: Fond Monétaire International.
 76. Ford, J. I., Sen, S., & Wei, H. (2010). A simultaneous equations model of economic growth, FDI and government policy in China. *Department of economics, University of Birmingham, UK*.
 77. Fornell, C., & Larcker, D. F. (1981). Evaluating structural equation models with unobservable variables and measurement error. *Journal of marketing research*, 18(1), pp. 39-50.
 78. François, J., & Hall, H. K. (1997). *Partial equilibrium modeling, Applied methods for trade policy analysis*. Cambridge: Cambridge University Press.
 79. Friedman, M. (1968). The Role of Monetary Policy. *American Economic Review*, 58(1), pp. 1-17.
 80. Fujita, M., Krugman, P., & Venables, A. (1999). *The Spatial Economy: Cities, Regions, and International Trade*. MIT Press.

BIBLIOGRAPHIE

81. Gereffi, G., & Fernandez-Stark, L. (2016). Global value chain analysis: A primer. Center on Globalization, Governance & Competitiveness (CGGC). *Duke University*.
82. Ginevičius, R., & Čirba, S. (2011). Impact of import restrictions on the economy of a country: the case of the European Union. *Journal of Business Economics and Management*, 12(1), pp. 120-141.
83. Goldberg, P. K. (1995). Product differentiation and oligopoly in international markets: The case of the U.S. automobile industry. *Econometrica*, 63(4), pp. 891-951.
84. Goldberg, P. K., & Knetter, M. M. (1997). Goods prices and exchange rates: What have we learned?. *Journal of Economic literature*, 35(3), pp. 1243-1272.
85. Goldberg, P. K., & Pavcnik, N. (2007). Distributional effects of globalization in developing countries. *Journal of Economic literature*, 45(1), pp. 39-82.
86. Grace, J. B., Schoolmaster Jr, D. R., Guntenspergern, G. R., Little, A. M., Mitchell, B. R., Miller, K. M., . . . Schweiger, E. W. (2012). Grace, J. B., Schoolmaster Jr, D. R., Guntenspergen, G. R., Little, A. M., Mitchell, B. R., Miller, K. M., & Schweiger, E. W. (2012). Guidelines for a graph-theoretic implementation of structural equation modeling. *Ecosphere*, 3(8), pp. 1-44.
87. Grossman, G. M., & Helpman, E. (1991). Innovation and growth in the global economy. *MIT press*.
88. Grossman, G. M., & Helpman, E. (1994). Protection for sale. *American Economic Review*, 84(4), pp. 833-850.
89. Grossman, G. M., & Helpman, E. (1994). Protection for sale. *American Economic Review*, 84(4), pp. 833-850.
90. Hair Jr, J. F., Hult, G. T., Ringle, C., & Sarstedt, M. (2016). A primer on partial least squares structural equation modeling (PLS-SEM). *Sage Publications*.
91. Hair, J. F., Black, W. C., Babin, B. J., & Anderson, R. E. (2010). *Hair, J.F., Black, W.C., Babin, B.J., & Anderson, R.E. (2010). Multivariate Data Analysis (7th ed.)*. Hoboken: NJ: Prentice Hall.
92. Hair, J. F., Black, W. C., Babin, B. J., & Anderson, R. E. (2010). *Multivariate data analysis (7th ed.)*. Upper Saddle River: Prentice Hall.
93. Hair, J. F., Black, W. C., Babin, B. J., & Anderson, R. E. (2019). *Multivariate data analysis. Cengage Learning EMEA*.
94. Hamilton, A. (1791). *Report on Manufactures. Presented to the House of Representatives*. Philadelphia.
95. Hamzaoui, M., & Bousselhami, N. (2017). Impact de la fiscalité sur la croissance économique du Maroc. *European Scientific Journal*, vol.13(4), pp. 104-127.
96. Handley, K. (2014). Exporting under trade policy uncertainty: Theory and evidence. *Journal of International Economics*, 94(1), pp. 50-66.

BIBLIOGRAPHIE

97. Harris, R. G. (1984). Applied general equilibrium analysis of small open economies with scale economies and imperfect competition. *The American Economic Review*, pp. 1016-1032.
98. Harrison, A. (1996). Openness and growth: A time-series, cross-country analysis for developing countries. *Journal of Development Economics*, 48(2), pp. 419-447.
99. Hayek, F. A. (1941). *The Pure Theory of Capital*. London: Routledge.
100. Helpman, E. (2004). Helpman, E. (2004). *The Mystery of Economic Growth*. Harvard University Press.
101. Hertel, T., & Tsigas, M. (1997). Structure of GTAP. In *Global Trade Analysis*. Cambridge: Cambridge University Press, pp. 13-73.
102. Hodd, M. (2002). Impact of economic reforms in Algeria. *Revue des Sciences Economiques et de Gestion*, vol.1(1).
103. Hoekman, B., & Kotecki, M. (2009). *The political economy of the world trading system: The WTO and beyond* (3rd ed.). Oxford University Press.
104. Hoekman, B., & Mavroidis, P. C. (1994). Dumping, Anti-Dumping and Anti-Trust. *European Journal of Political Economy*, pp. 109-128.
105. Horn, H., Mavroidis, P. C., & Sapir, A. (2010). Beyond the WTO? An anatomy of EU and US preferential trade agreements. *The World Economy*, 33(11), pp. 1565-1588.
106. Hoyle, R. H. (2012). *Hoyle, R. H. (2012). Handbook of structural equation modeling*. Guilford press. New York: Guilford press.
107. Hoyle, R. H. (2012). *Structural equation modeling*. Guilford Press.
108. Hu, L. T., & Bentler, P. M. (1999). Cutoff criteria for fit indexes in covariance structure analysis: Conventional criteria versus new alternatives. *Structural Equation Modeling: A Multidisciplinary Journal*, 6(1), pp. 1-55.
109. Hufbauer, G., & Schott, J. (2009). *Buy American: Bas for jobs, worse reputation*. Récupéré sur Peterson Institute for International Economics: <https://www.piie.com/publications/policy-briefs/buy-american-bad-jobs-worse-reputation>
110. IMF. (2005). *Algeria: Selected Issues and Statistical Appendix*. IMF Country Report No. 05/195. Washington: International Monetary Fund.
111. IMF. (2009). *Algeria: Post-Crisis Economic Development*. IMF Country Report No. 09/275. Washington: International Monetary Fund.
112. IMF. (2017). *Algeria: 2017 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Algeria*. IMF Country Report No. 17/133. Washington: International Monetary Fund.

BIBLIOGRAPHIE

113. IMF. (2018). *Algeria: 2018 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Algeria. IMF Country Report No. 18/168*. Washington: International Monetary Fund.
114. IMF. (2018). *Algeria: Economic Vulnerabilities and Resilience. IMF Country Report No. 18/168*. Washington: International Monetary Fund.
115. IMF. (2020). *Algeria: 2020 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Algeria. IMF Country Report No. 20/193*.
116. IMF. (2021). *Algeria 2021 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Algeria. IMF Country Report No. 21/57*. Washington: International Monetary Fund.
117. Irwin, D. (1996). *Against the tide: An intellectual history of free trade*. Princeton University Press.
118. Irwin, D. (2017). The false promise of protectionism: Why Trump's trade policy could backfire. *Foreign Affairs*, 96(3), pp. 45-56.
119. Irwin, D. A. (2005). The aftermath of Hamilton's "Report on Manufactures". *The Journal of Economic History*, 65(2), pp. 457-488.
120. Irwin, D., Mavroidis, P., & Sykes, A. (2008). *The genesis of the GATT*. Cambridge University Press.
121. Jhonson, H. G. (1953-1954). Optimum tariffs and retaliation. *The Review of Economic Studies*, 21(2), pp. 142-153.
122. Joreskog, K. G. (1973). A general method for estimating a linear structural equation system. *A general method for estimating a linear structural equation system. Structural equation models in the social sciences* (pp. 85-112). New York: In A. S. Goldberger & O. D. Duncan Editions.
123. Keynes, J. M. (1936). *Keynes, J. M. (1936). The General Theory of Employment, Interest, and Money*. Palgrave Macmillan. United Kingdom: Palgrave Macmillan.
124. Kim, S. S., & Shikher, S. (2018). Can protectionism improve the trade balance ? . *Federal Reserve Bank of St. Louis*. (No. 2018-10).
125. Klein, M. W. (2012). Capital Controls: Gates versus Walls. *Brookings Papers on Economic Activity*, pp. 317-367.
126. Kline, R. B. (2011). *Principles and practice of structural equation modeling*. Guilford publications. London: Guilford publications.
127. Kline, R. B. (2015). *Principles and practice of structural equation modeling*. New York: Guilford publications.
128. Krueger, A. O. (1990). Asian trade and growth lessons. *The American Economic Review*, 80(2), pp. 108-112.
129. Krugman, P. (1979). Increasing returns, monopolistic competition, and international trade. *Journal of International Economics*, 9(4), pp. 469-479.

BIBLIOGRAPHIE

130. Krugman, P. (1980). Scale Economies, Product Differentiation, and the Pattern of Trade. *The American Economic Review*, 70(5), pp. 950-959.
131. Krugman, P. (1987). Is free trade passe ? *Journal of economic perspectives*, 1(2), pp. 131-144.
132. Krugman, P. R., & Obstfeld, M. (2009). *International economics: theory and policy (8th ed)*. New York: Pearson Addison Wesley.
133. Krugman, P., Obstfeld, M., & Melitz, M. (2015). *International Economics: Theory & Policy (10th ed.)*. London: Pearson.
134. Lardy, N. R. (2002). Integrating China into the global economy. *Brookings Institution Press*.
135. Latorre, M. C., Yonezawa, H., & Lechthaler, W. (2017). A general equilibrium analysis of the impact of eliminating US cotton subsidies on US and world cotton market. *Journal of Policy Modeling*, 39(2), pp. 272-294.
136. Lee, J.-W., Park, I., & Shin, K. (2007). Proliferation of Regional Trade Agreements in East Asia: Why and Whither? *The World Economy*, 30(1), pp. 152-176.
137. Lerner, A. P. (1936). The symmetry between import and export taxes. *Economica*, 3(11), pp. 306-313.
138. Levenchko, A. A. (2007). Institutional quality and international trade. *Review of Economic Studies*, 74(3), pp. 791-819.
139. Lin, J. Y., & Chang, H. J. (2009). Should industrial policy in developing countries conform to comparative advantage or defy it? A debate between Justin Lin and Ha-Joon Chang. *Development Policy Review*, 27(5), pp. 483-505.
140. List, F. (1841). *The National System of Political Economy*. Philadelphia: J.B. Lippincott & Co.
141. Liu, L. Q., & Ornelas, E. (2014). Free trade agreements and the consolidation of democracy. *American Economic Journal: Macroeconomics*, 6(2), pp. 29-70.
142. Lucas, R. E. (1972). Expectations and the Neutrality of Money. *Journal of Economic Theory*, 4(2), pp. 103-124.
143. Maarten, A. A., & Elhorst, J. P. (2010). A simultaneous equation model of fiscal policy interactions. *Journal Regional Science*, vol.00(00), pp. 1-21.
144. MacCallum, R. C., & Austin, J. T. (2000). Applications of structural equation modeling in psychological research. *Annual review of psychology*, 51(1), pp. 201-226.
145. MacKinnon, D. P. (2008). Introduction to Statistical Mediation Analysis. *Lawrence Erlbaum Associates*.
146. Maggi, G., & Rodriguez-Clare, A. (1998). The value of trade agreements in the presence of political pressures. *The Journal of Political Economy*.

BIBLIOGRAPHIE

147. Mahesh, M. (2016). The effects of trade openness on income inequality - evidence from BRIC countries. *Economic Bulletin, AccessEcon, Vol. 36(3)*, pp. 1751-1761.
148. Maier, P. (2008, 01). A Wave of Protectionism? An Analysis of Economic and Political Considerations. *Bank of Canada - Working Paper 2008-2*.
149. Maneschi, A. (2008). *Maneschi, A. (2008). Comparative Advantage in International Trade: A Historical Perspective. Cheltenham: Edward Elgar.* Cheltenham: Edward Elgar.
150. Mankiw, N. G. (2014). *Principles of Economics (7th ed.)*. Stanford: CT: Cengage Learning.
151. Mankiw, N. G. (2016). *Mankiw, N. G. (2016). Macroeconomics*. Belper, UK: Worth Publishers.
152. Martinez, L. (2000). *Martinez, L. (2000). La guerre civile en Algérie*. Paris: Karthala Editions.
153. Martinez, L. (2016). *L'Algérie sous Abdelaziz Bouteflika*. Paris: SciencesPo: Centre de recherches internationales.
154. Maskus, K. E. (2000). Intellectual property rights in the global economy. *Institute for International Economics*.
155. Maskus, K. E., & Wilson, J. S. (2001). Quantifying the impact of technical barriers to trade: A framework for analysis. *Technical barriers and SPS measures, Vol. 4*, pp. 29-80.
156. Mattoo, A., & Subramanian, A. (2012). Criss-crossing globalization: Uphill flows of skill-intensive goods and foreign direct investment. *The Journal of Development Economics*.
157. Melitz, M. (2003). The Impact of Trade on Intra-Industry Reallocations and Aggregate Industry Productivity. *Econometrica, 71(6)*, pp. 1695-1725.
158. Melitz, M., & Redding, S. (2014). *Heterogeneous Firms and Trade: Handbook of International Economics, 4*. Amsterdam: NORTH-HOLLAND.
159. Melitz, M., & Trefler, D. (2012). Gains from Trade When Firms Matter. *Journal of Economic Perspectives, 26(2)*, pp. 91-118.
160. Ministère des Finances d'Algérie. (2017). *Rapport sur l'évolution économique et financière de l'année 2017*. Alger: MF.
161. Ministère des Finances d'Algérie. (2022). *Budget de l'État et Compte de Gestion 2021*. Alger: Ministère des Finances d'Algérie.
162. Ministère du Commerce d'Algérie. (2022). *Accords commerciaux* .
163. Modigliani, F., & Brumberg, R. (1954). Utility Analysis and the Consumption Function: An Interpretation of Cross-Section Data. *Post-Keynesian Economics*, pp. 338-436.

BIBLIOGRAPHIE

164. Murtaza, G., Zaman, K., & Khan, M. M. (2021). Import restrictions, food prices, and household welfare in Pakistan: A structural equation modeling approach. *The Lahore Journal of Economics*, 26(1), pp. 83-113.
165. Muthén, B., & Asparouhov, T. (2012). Bayesian structural equation modeling: a more flexible representation of substantive theory. *Psychological Methods*, 17(3), p. 313.
166. Muthén, B., & Muthén, L. K. (2002). How to Use a Monte Carlo Study to Decide on Sample Size and Determine Power. *Structural Equation Modeling*, 9(4), pp. 599-620.
167. Naughton, B. (2007). *The Chinese economy: Transitions and growth*. MIT press.
168. Neary, J. P. (2002). Trade costs and direct investment. *European Economic Review*, 46(8), pp. 1391-1419.
169. Nicita, A. (2013). The price effect of tariff liberalization: Measuring the impact on household welfare. *Journal of Development Economics*, 103, pp. 17-27.
170. Nicita, A., & Olarreaga, M. (2006). Trade and production 1976-1999. *Journal of International Economics*, 59(1), pp. 75-106.
171. Obstfeld, M., & Rogoff, K. (1996). *Foundations of International Macroeconomics*. MIT Press.
172. Obstfeld, M., & Taylor, A. M. (1998). The Great DEpression as a Waterdhed: International Capital Mobility over the Long Run. In M. D. Bordo, C. Goldin & White, *The Defining Moment*. University of Chicago Press, pp. 353-402.
173. Obstfeld, M., & Taylor, A. M. (2004). *Global Capital Markets: Integration, Crisis, and Growth*. Cambridge University Press.
174. OECD. (2018). *Organisation for Economic Co-operation and Development. (2018). Economic Assessment of Bilateral Trade Agreements: A Policy Framework*. . Paris: OECD Publishing.
175. OECD. (2020). *Multi-dimensional Economic Survey: Algeria 2020*. Paris: OECD Publishing.
176. OECD. (2020). *OECD Economic Surveys: Algeria 2020*. OECD Publishing. Washington: OECD Publishing.
177. OMC. (2021, 04 21). *Les membres et les observateurs*. Organisation Mondiale du Commerce. Retrieved from Word Trade Organisation: https://www.wto.org/french/thewto_f/countries_f/countries_f
178. OMC. (2022, 08 06). *Comprendre l'OMC*. Récupéré sur Organisation Mondiale du Commerce: https://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/tif_f/tif_f.htm
179. OMC. (2022, 07 20). *Comprendre l'OMC*. Récupéré sur Organisation Mondiale du Commerce: https://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/tif_f/fact2_f.htm

BIBLIOGRAPHIE

180. ONS. (2017). *Annuaire Statistique de l'Algérie 2017*. Alger: Office National des Statistiques.
181. ONU. (2016). *Rapport sur le développement économique en Afrique 2016 : Vers des chaînes de valeur industrielles compétitives*. Genève: Organisation des Nations Unies, .
182. OPEC. (2004). *Annual Statistical Bulletin*. Vienna: Organization of the Petroleum Exporting Countries.
183. OPEC. (2015). *OPEC. (2015). Annual Statistical Bulletin*. . Vienna: Organization of the Petroleum Exporting Countries.
184. OPEC. (2016, 12 5-7). *Oil Price Volatility: Challenges & Opportunities*. Retrieved from Organisation of the Petroleum Exporting Countries: https://www.opec.org/opec_web/en/3935.htm
185. OPEC. (2020). *Annual Statistical Bulletin. Vienne : Organisation des pays exportateurs de pétrole*. Vienne: OPEC.
186. OPEP. (2022, 08 16). <https://www.opec.org/>. Récupéré sur Organization of the Petroleum Exporting Countries: https://www.opec.org/opec_web/en/data_graphs/40.htm
187. O'Sullivan, M., Overland, I., & Sandalow, D. (2017). The Geopolitics of Renewable Energy. . *Columbia School of International and Public Affairs, Working Paper No. 4*.
188. Parkin, M., Bade, R., & Carmichael, B. (2010). *Introduction à la macroéconomie moderne - 4 ème édition*. Québec: ERPI.
189. Pearl, J. (2009). *Causality: Models, Reasoning, and Inference*. Cambridge: Cambridge University Press.
190. Porter, M. (1990). *The Competitive Advantage of Nations*. New York: Free Press.
191. Prusa, T. J. (1997). The Trade Effects of U.S. Antidumping Actions. In R. C. Feenstra (Ed.), *The Effects of U.S. Trade Protection and Promotion Policies*. University of Chicago Press.
192. Ravallion, M. (2001). The Mystery of the Vanishing Benefits: An Introduction to Impact Evaluation. *The World Bank Economic Review*, 15(1), pp. 115-140.
193. Raza, S. A., Sharif, A., Wong, W. K., & Karim, M. Z. (2021). Asymmetric impact of trade openness on economic sustainability: evidence from selected Asian countries. *Frontiers in Psychology*, 12, p. 393.
194. Ricardo, D. (1817). *On the Principles of Political Economy and Taxation*. London: John Murray.
195. Rodriguez-Lopez, J. (2011). Prices and Exchange Rates: A Theory of Disconnect. *Review of Economic Studies*, 78(3), pp. 1135-1177.

BIBLIOGRAPHIE

196. Rodrik, D. (1986). Tariffs, subsidies, and welfare with endogenous policy. *Journal of International Economics*, 21(3-4), pp. 285-299.
197. Rodrik, D. (1995). Getting interventions right: how South Korea and Taiwan grew rich. *Economic policy*, 10(20), pp. 53-107.
198. Rodrik, D. (1995). Getting interventions right: how South Korea and Taiwan grew rich. *Economic Policy*, 20, pp. 55-107.
199. Rodrik, D. (2011). *The Globalization Paradox: Democracy and the Future of the World Economy*. New York: W. W. Norton & Company.
200. Rodrik, D. (2018). New technologies, global value chains, and developing economies. *Pathways for Prosperity Commission Background Paper Series*, (1), pp. 1-34.
201. Romer, P. M. (1990). Endogenous technological change. *Journal of Political Economy*, 98(5, Part 2), pp. S71-S102.
202. Ruxanda, G., & Muraru, A. (2010). FDI and economic growth. Evidence from SEM. *Romanian Journal of Economic Forecasting*, vol 1 (2), pp. 45-58.
203. Salvatore, D. (2013). *International Economics: Trade and Finance (11th edition)*. USA: Wiley.
204. Samuelson, P. (2004). Where Ricardo and Mill Rebut and Confirm Arguments of Mainstream Economists Supporting Globalization. *Journal of Economic Perspectives*, pp. 135-146.
205. Shoven, J. B., & Whalley, J. (1984). Applied general-equilibrium models of taxation and international trade: An introduction and survey. *Journal of Economic Literature*, 22(3), pp. 1007-1051.
206. Si, S., You, X., Huang, P., & Zhou, X. (2014). The impact of cognitive flexibility on resistance to organizational change. *Social Behavior and Personality: an international journal*, 42(7), pp. 1129-1142.
207. Sid Ahmed, A., & Siino, F. (1998). *Economies DU MAGHREB*. Paris: CNRS.
208. Souak, F. Z. (2008, 12 31). La Politique De L'eau En Algerie : Valorisation Et Developpement Durable. *Revue d'économie et de statistique appliquée*, Volume 5, Numéro 2, pp. 96-114.
209. Stigler, G. (1949). *The Theory of Price*. New York: Macmillan.
210. Stiglitz, J. (2017). *Globalization and Its Discontents Revisited: Anti-Globalization in the Era of Trump*. New York: W. W. Norton & Company.
211. Stiglitz, J., & Charlton, A. (2005). Fair trade for all: How trade can promote development. *Oxford University Press*.
212. Swann, G. (2010). International standards and trade: a review of the empirical literature. *OECD Trade Policy Papers*, OECD Publishing, p. 97.

BIBLIOGRAPHIE

213. Sykes, A. (1995). Product standards for internationally integrated goods markets. *Brookings Institution Press*.
214. Sykes, A. (2003). The (limited) role of regulatory harmonization in international goods and services markets. *The Journal of International Economic Law*, 2(1), pp. 49-70.
215. Sykes, A. O. (1991). Protectionism as a "Safeguard": A Positive Analysis of the GATT "Escape Clause" with Normative Speculations. *University of Chicago Law Review*, pp. 255-305.
216. Tegaoua, R., & Bouchama, C. (2023). Startups in Algeria, a strategic axe in the era of orientation towards. *Revue Abaad Iktissadia*, Vol: (31) N°(13), pp. 452-474.
217. Thaler, R. H., & Sunstein, C. R. (2008). *Nudge: Improving Decisions about Health, Wealth, and Happiness*. New Haven, CT: Yale University Press.
218. Tomarken, A. J., & Waller, N. R. (2005). Tomarken, A. J., & Waller, N. G. (2005). Structural equation modeling: Strengths, limitations, and misconceptions. *Annual review of clinical psychology*, 1, pp. 31-65.
219. Trebilcock, M. J., & Howse, R. (2005). *The regulation of international trade*. London: Routledge.
220. Wilson, J. S., Mann, C. L., & Otsuki, T. (2003). Trade Facilitation and Economic Development: A New Approach to Quantifying the Impact. *The World Bank Economic Review*, 17(3), pp. 367-389.
221. World Bank. (2020). *The World Bank in Algeria*. Washington: WB.
222. World Bank. (2006). *Algeria: Economic Reforms and Structural Transformation*. Washington: World Bank Publications.
223. World Bank. (2019). *Doing Business 2019*. Washington, D.C: Banque Mondiale.
224. World Bank. (2021). *Economic Impacts of the COVID-19 Pandemic in Algeria*. Washington: World Bank Publications.
225. World Bank. (2021). *The World Bank In Algeria*.
226. World Bank. (2021). *World Development Indicators*. Washington DC: World Bank.
227. World Bank. (2022). *World Bank in Algeria*. Washington: WB.
228. World Bank. (2023, 07 22). *Data Catalog*. Récupéré sur The World Bank: <https://datacatalog.worldbank.org/search?q=wdi%20database%20archiveson>
229. World Bank. (2023, 08 06). *World Bank Open Data*. Récupéré sur Trade (% of GDP) - Algeria: <https://data.worldbank.org/indicator/NE.TRD.GNFS.ZS?locations=DZ>

BIBLIOGRAPHIE

230. WTO. (2015). *World Trade Report: Speed, scope, and depth of international connectivity*. Genève: World Trade Organization.
231. Zhang, Y., Wang, Z., & Zhou, Y. (2020). Impact of import restriction measures on China's economy and market structure. *International Business Review*, 102694.

ANNEXES

Annexe 1: Test de stationnarité de la série CONS en différence première

Null Hypothesis: D(CONS) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.891288	0.0068
Test critical values:		
1% level	-4.667883	
5% level	-3.733200	
10% level	-3.310349	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.
 Warning: Probabilities and critical values calculated for 20 observations
 and may not be accurate for a sample size of 16

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(CONS,2)
 Method: Least Squares
 Date: 10/03/23 Time: 22:53
 Sample (adjusted): 2007 2022
 Included observations: 16 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(CONS(-1))	-1.310550	0.267936	-4.891288	0.0003
C	0.201980	0.074917	2.696051	0.0183
@TREND("2005")	-0.020043	0.006991	-2.866869	0.0132

R-squared	0.650380	Mean dependent var	-0.016952
Adjusted R-squared	0.596592	S.D. dependent var	0.176256
S.E. of regression	0.111948	Akaike info criterion	-1.374201
Sum squared resid	0.162921	Schwarz criterion	-1.229341
Log likelihood	13.99361	Hannan-Quinn criter.	-1.366783
F-statistic	12.09161	Durbin-Watson stat	2.153371
Prob(F-statistic)	0.001080		

Annexe 2: Test de stationnarité de la série S en différence première

Null Hypothesis: D(S) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.267646	0.0200
Test critical values: 1% level	-4.667883	
5% level	-3.733200	
10% level	-3.310349	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.
 Warning: Probabilities and critical values calculated for 20 observations and may not be accurate for a sample size of 16

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(S,2)
 Method: Least Squares
 Date: 10/03/23 Time: 22:53
 Sample (adjusted): 2007 2022
 Included observations: 16 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(S(-1))	-1.172426	0.274724	-4.267646	0.0009
C	0.079056	0.141035	0.560541	0.5846
@TREND("2005")	-0.008213	0.013392	-0.613258	0.5503
R-squared	0.585969	Mean dependent var		-0.006808
Adjusted R-squared	0.522272	S.D. dependent var		0.346677
S.E. of regression	0.239616	Akaike info criterion		0.147799
Sum squared resid	0.746403	Schwarz criterion		0.292659
Log likelihood	1.817609	Hannan-Quinn criter.		0.155217
F-statistic	9.199307	Durbin-Watson stat		2.080499
Prob(F-statistic)	0.003241			

Annexe 3: Test de stationnarité de la série G en différence première

Null Hypothesis: D(G) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.362042	0.0218
Test critical values:		
1% level	-2.717511	
5% level	-1.964418	
10% level	-1.605603	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Warning: Probabilities and critical values calculated for 20 observations
 and may not be accurate for a sample size of 16

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(G,2)

Method: Least Squares

Date: 10/03/23 Time: 22:54

Sample (adjusted): 2007 2022

Included observations: 16 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(G(-1))	-0.625198	0.264685	-2.362042	0.0321
R-squared	0.268171	Mean dependent var		0.012477
Adjusted R-squared	0.268171	S.D. dependent var		0.202929
S.E. of regression	0.173599	Akaike info criterion		-0.603671
Sum squared resid	0.452051	Schwarz criterion		-0.555384
Log likelihood	5.829367	Hannan-Quinn criter.		-0.601198
Durbin-Watson stat	1.839912			

Annexe 4: Test de stationnarité de la série Y en différence première

Null Hypothesis: D(Y) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.431939	0.0151
Test critical values:		
1% level	-4.667883	
5% level	-3.733200	
10% level	-3.310349	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Warning: Probabilities and critical values calculated for 20 observations
 and may not be accurate for a sample size of 16

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(Y,2)

Method: Least Squares

Date: 10/03/23 Time: 22:55

Sample (adjusted): 2007 2022

Included observations: 16 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(Y(-1))	-1.249349	0.281897	-4.431939	0.0007
C	0.119419	0.133616	0.893753	0.3877
@TREND("2005")	-0.010356	0.012686	-0.816324	0.4290
R-squared	0.603234	Mean dependent var		0.011360
Adjusted R-squared	0.542193	S.D. dependent var		0.333771
S.E. of regression	0.225834	Akaike info criterion		0.029327
Sum squared resid	0.663012	Schwarz criterion		0.174187
Log likelihood	2.765387	Hannan-Quinn criter.		0.036745
F-statistic	9.882460	Durbin-Watson stat		2.055897
Prob(F-statistic)	0.002457			

Annexe 5: Test de stationnarité de la série S en différence première

Null Hypothesis: D(YD) has a unit root				
Exogenous: Constant, Linear Trend				
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-4.268430	0.0200
Test critical values:	1% level		-4.667883	
	5% level		-3.733200	
	10% level		-3.310349	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				
Warning: Probabilities and critical values calculated for 20 observations and may not be accurate for a sample size of 16				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(YD,2)				
Method: Least Squares				
Date: 10/03/23 Time: 22:55				
Sample (adjusted): 2007 2022				
Included observations: 16 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(YD(-1))	-1.172590	0.274712	-4.268430	0.0009
C	0.079196	0.140921	0.561989	0.5837
@TREND("2005")	-0.008227	0.013381	-0.614789	0.5493
R-squared	0.586053	Mean dependent var		-0.006821
Adjusted R-squared	0.522369	S.D. dependent var		0.346410
S.E. of regression	0.239407	Akaike info criterion		0.146054
Sum squared resid	0.745102	Schwarz criterion		0.290914
Log likelihood	1.831570	Hannan-Quinn criter.		0.153472
F-statistic	9.202502	Durbin-Watson stat		2.080575
Prob(F-statistic)	0.003237			

Annexe 6: Test de stationnarité de la série I en différence première

Null Hypothesis: D(I) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 3 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.165935	0.0300
Test critical values: 1% level	-4.886426	
5% level	-3.828975	
10% level	-3.362984	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Warning: Probabilities and critical values calculated for 20 observations
 and may not be accurate for a sample size of 13

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(I,2)

Method: Least Squares

Date: 10/03/23 Time: 23:20

Sample (adjusted): 2010 2022

Included observations: 13 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(I(-1))	-3.034610	0.728434	-4.165935	0.0042
D(I(-1),2)	1.556933	0.534221	2.914398	0.0225
D(I(-2),2)	1.008807	0.345679	2.918333	0.0224
D(I(-3),2)	0.351685	0.199466	1.763132	0.1212
C	0.725964	0.190478	3.811280	0.0066
@TREND("2005")	-0.061082	0.015283	-3.996841	0.0052
R-squared	0.833926	Mean dependent var		0.001917
Adjusted R-squared	0.715301	S.D. dependent var		0.183408
S.E. of regression	0.097861	Akaike info criterion		-1.506497
Sum squared resid	0.067038	Schwarz criterion		-1.245751
Log likelihood	15.79223	Hannan-Quinn criter.		-1.560092
F-statistic	7.029967	Durbin-Watson stat		2.186163
Prob(F-statistic)	0.011777			

Annexe 7: Test de stationnarité de la série T en différence première

Null Hypothesis: D(T) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.645411	0.0019
Test critical values:		
1% level	-4.667883	
5% level	-3.733200	
10% level	-3.310349	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Warning: Probabilities and critical values calculated for 20 observations
 and may not be accurate for a sample size of 16

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(T,2)

Method: Least Squares

Date: 10/03/23 Time: 23:16

Sample (adjusted): 2007 2022

Included observations: 16 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(T(-1))	-1.324041	0.234534	-5.645411	0.0001
C	0.247696	0.174334	1.420809	0.1789
@TREND("2005")	-0.017651	0.016508	-1.069254	0.3044
R-squared	0.711034	Mean dependent var		0.066257
Adjusted R-squared	0.666578	S.D. dependent var		0.522725
S.E. of regression	0.301836	Akaike info criterion		0.609492
Sum squared resid	1.184362	Schwarz criterion		0.754353
Log likelihood	-1.875938	Hannan-Quinn criter.		0.616910
F-statistic	15.99399	Durbin-Watson stat		2.569205
Prob(F-statistic)	0.000313			

Annexe 8: Estimation du modèle par la méthode 3SLS

System: UNTITLED
 Estimation Method: Three-Stage Least Squares
 Date: 10/03/23 Time: 22:42
 Sample: 2005 2022
 Included observations: 18
 Total system (unbalanced) observations 89
 Linear estimation after one-step weighting matrix

	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C(1)	4.207783	21.64937	0.194361	0.8464
C(2)	0.405972	0.209664	1.936295	0.0565
C(3)	0.583875	0.172280	3.389111	0.0011
C(4)	16.77327	10.97723	1.528006	0.1306
C(5)	0.441090	0.083970	5.252923	0.0000
C(6)	1.325940	0.236948	5.595909	0.0000
C(7)	-4.750230	3.407153	-1.394193	0.1672
C(8)	4.506743	7.313745	0.616202	0.5396
C(9)	0.210312	0.043080	4.881936	0.0000
C(10)	62.69482	12.65379	4.954627	0.0000
C(11)	2.478227	0.290625	8.527230	0.0000
Determinant residual covariance		7128713.		

Equation: $CONS=C(1)+C(2)*(Y-T)+C(3)*YD(-1)$

Instruments: CONS YD S I INT T M G C

Observations: 17

R-squared	0.629243	Mean dependent var	130.6165
Adjusted R-squared	0.576277	S.D. dependent var	27.43620
S.E. of regression	17.85932	Sum squared resid	4465.373
Durbin-Watson stat	0.418736		

Equation: $S=C(4)+C(5)*YD$

Instruments: CONS YD S I INT T M G C

Observations: 18

R-squared	0.570938	Mean dependent var	72.86187
Adjusted R-squared	0.544122	S.D. dependent var	17.08433
S.E. of regression	11.53512	Sum squared resid	2128.944
Durbin-Watson stat	0.457011		

Annexe 10: Estimation de l'équation de l'Épargne

Equation: $S=C(4)+C(5)*YD$

Instruments: CONS YD S I INT T M G C

Observations: 18

R-squared	0.570938	Mean dependent var	72.86187
Adjusted R-squared	0.544122	S.D. dependent var	17.08433
S.E. of regression	11.53512	Sum squared resid	2128.944
Durbin-Watson stat	0.457011		

TABLE DES MATIERES

Table des matières

Sommaire	VI
Liste des acronymes	VIII
Liste des figures	IX
Liste des tableaux.....	XI
Introduction générale	A
.....	7
Chapitre 1 : Cadre théorique des mesures restrictives des importations	2
Section 01 : Théories du commerce international.....	3
1.1. Théorie des avantages comparatifs de Ricardo.....	3
1.1.1. Contexte historique de la théorie et couts d'opportunité	3
1.1.2. Limitations de la théorie	5
1.1.3. Applications temporaires.....	6
1.2. Nouvelle économie du commerce de Krugman.....	7
1.3. Modèle de sélection de firmes de Melitz	7
1.4. Autres contributions majeures	9
Section 02 :Politiques commerciales et protectionnisme.....	11
2.1. Théories des politiques commerciales	11
2.1.1. Théorie des politiques commerciales protectionnistes	11
2.1.2. Théorie des politiques commerciales stratégiques.....	12
2.1.3. Politiques commerciales et distorsions du marché	12
2.2. Type des mesures restrictives	13
2.2.1. Tarifs douaniers	13
2.2.2. Quotas d'importation.....	14
2.2.3. Normes techniques et sanitaires.....	16
2.2.4. Subventions à l'exportation	17
2.2.5. Mesures antidumping.....	18
2.2.6. Mesures compensatoires	18
2.2.7. Réglementations en matière de change.....	19
2.2.8. Procédures douanières complexes et couteuses	20
2.3. Effets des mesures restrictives	22
2.3.1. Effets sur le commerce bilatéral	22

TABLE DES MATIERES

2.3.2.	Effets sur le bien-être économique	22
2.3.3.	Effets sur la concurrence et l'innovation.....	23
2.4.	Évolution contemporaine et discussions sur les mesures restrictives des importations	24
2.4.1.	Tensions entre globalisation et politiques nationales.....	24
2.4.2.	L'ascension du protectionnisme	25
2.4.3.	Débats sur le libre-échange et le commerce équitable.....	26
2.4.4.	Implications pour l'économie nationale	27
Section 03 : les mesures restrictives et les cadres réglementaires internationaux		28
3.1.	Rôle de l'organisation mondiale du commerce	28
3.2.	Régulations internationales et restrictions des importations.....	29
3.3.	Cas de non-conformité et leurs conséquences	30
3.3.1.	Le Différend sur l'Acier de 2002 : États-Unis versus Communauté Européenne à l'OMC	30
3.3.2.	Omissions de Notification à l'OMC : Le Cas des Restrictions d'Importation de l'Argentine	31
Section 04 : Évaluation des mesures protectionnistes		33
4.1.	Méthodologie d'évaluation	33
4.2.	Méthodologie d'équilibre générale calculable.....	34
4.3.	Méthode d'équilibre partiel.....	35
4.3.1.	Impact des Accords de Libre-Échange	35
4.3.2.	Analyse des Politiques Agricoles et leurs Impacts Macroéconomiques.....	36
4.3.3.	Effets des Tarifs Douaniers.....	37
4.4.	Méthode de l'analyse d'impact sur la pauvreté et les inégalités (AIP).....	38
4.5.	Technique des scénarios de la méthode SEM (Simultaneous Equation Modeling)	38
Chapitre 02 : Implications des mesures restrictives des importations sur l'économie nationale		42
Section 01 : Cadre conceptuel de l'impact des mesures restrictives des importations		43
1.1.	Éléments économiques clés influencés par les restrictions d'importation	43
1.1.1.	Produit Intérieur Brut (PIB).....	43
1.1.2.	Industrie locale.....	44
1.1.3.	Consommateurs et prix	44
1.1.4.	Balance commerciale	45
1.1.5.	Investissements étrangers.....	46
1.2.	mécanismes de transmission des mesures restrictives sur l'économie nationale	46
1.2.1.	Canaux de prix	47

TABLE DES MATIERES

1.2.2.	Canaux de substitution de production.....	47
1.2.3.	Canaux d'investissement.....	47
1.2.4.	Canaux de commerce extérieur.....	47
Section 02 : Conséquences économiques du protectionnisme.....		49
2.1.	Effets sur la compétitivité de l'industrie nationale.....	49
2.1.1.	Efficacité statique et mesures restrictives.....	49
2.1.2.	Efficacité dynamique et "protection infantile".....	50
2.2.	Répercussions sur la balance commerciale et les échanges internationaux.....	50
2.2.1.	Impact initial sur la balance commerciale.....	50
2.2.2.	Impacts géopolitiques.....	51
2.2.3.	Conséquences structurelles.....	51
2.3.	Impact sur la croissance économique, l'emploi et le niveau de vie.....	51
2.3.1.	Les conséquences sur la croissance économique.....	51
2.3.2.	Répercussions sur l'emploi.....	52
2.3.3.	Impact sur le niveau de vie.....	53
Section 03: Approche macroéconomique keynésienne des implications des mesures restrictives.....		54
3.1.	Les fondamentaux de l'économie keynésienne.....	54
3.2.	Les équations de comportement keynésiennes et les identités comptables keynésiennes	55
3.2.1.	Équations de comportement.....	55
3.2.2.	Identités comptables.....	55
3.3.	Application de la théorie keynésienne aux restrictions d'importation.....	56
3.4.	Limitations et critiques de l'approche keynésienne.....	57
Section 04 : Études de cas sur des pays ayant adopté des mesures restrictives et leurs résultats.....		59
4.1.	Les mesures restrictives en Chine.....	59
4.1.1.	Nature des mesures restrictives en Chine.....	59
4.1.2.	Effets sur l'économie chinoise.....	60
4.1.3.	Impact sur la compétitivité internationale.....	61
4.2.	Les mesures restrictives aux États-Unis.....	61
4.2.1.	Nature des mesures restrictives aux États-Unis.....	62
4.2.2.	Effets sur l'Économie Américaine.....	62
4.2.3.	Impact sur la compétitivité internationale.....	63
4.3.	Les mesures restrictives dans l'Union Européenne.....	63
4.3.1.	Nature et application des mesures restrictives dans l'UE.....	63

TABLE DES MATIERES

4.3.2.	Impact microéconomique : industries, prix et consommateurs	64
4.3.3.	Impact macroéconomique : commerce, croissance et emploi	64
4.3.4.	Implications à long terme et réflexions.....	65
Chapitre 03 : Revue de la littérature sur l'approche de modélisation SEM		68
Section 01: Aperçu général du SEM.....		69
4.1.	Concept et principes de base du SEM.....	69
4.2.	Différents types de modèles SEM.....	70
4.3.	Domaines d'application du SEM.....	70
4.4.	Limites et défis du SEM	71
Section 02 : Utilisation du SEM dans l'analyse des politiques commerciales.....		73
2.1.	Examen des recherches précédentes	73
2.2.	Comprendre l'impact des politiques commerciales par le SEM	74
2.3.	Perspectives uniques offertes par SEM.....	75
2.4.	Critiques et défis de l'utilisation du SEM	76
Section 03 : Méthodologie SEM et techniques de mesure de l'impact des politiques commerciales		77
3.1.	Techniques de spécification du modèle SEM.....	77
3.2.	Techniques d'identification et d'estimation du modèle SEM.....	78
3.3.	Techniques de validation du modèle SEM	79
3.4.	Adaptations du SEM pour l'analyse des politiques commerciales	80
Section 04: Le SEM et son potentiel dans l'étude des mesures restrictives des importations .		82
4.1.	Pertinence du SEM pour l'étude de l'impact du protectionnisme.....	82
Chapitre 04 : Étude de l'impact des mesures restrictives des importations sur l'Économie Algérienne.....		89
Section 01 : Contexte Économique et Financier de l'Économie Algérienne.....		90
1.1.	Histoire et évolution de la politique commerciale Algérienne	90
1.1.1.	Évolution et principaux objectifs des politiques commerciales.....	90
1.1.2.	Introduction des mesures restrictives et leur contexte (2005-2022)	93
1.1.3.	Raisons sous-jacentes pour l'adoption de mesures restrictives des importations	94
1.2.	Trajectoire Historique de la Politique Commerciale Algérienne.....	95
1.2.1.	Réorientation Post-2005.....	95
1.2.2.	Adaptation aux Pressions Économiques Mondiales	96
1.2.3.	Stratégies de diversification et de développement.....	97
1.3.	Analyse des Performances Économiques et Financières de l'Algérie	98

TABLE DES MATIERES

1.3.1.	Évolution du PIB et Croissance Économique	98
1.3.2.	Stabilité Macroéconomique : Balance Commerciale, Inflation et Politiques Monétaires 100	
1.3.3.	Marché du Travail et Taux de Chômage : Évaluation des Conditions d'Emploi et de l'Économie Informelle.....	102
1.4.	Rôle du commerce international dans l'Économie Algérienne	104
1.4.1.	Principaux partenaires commerciaux et produits échangés	104
1.4.2.	Rôle de l'exportation et de l'importation dans l'économie	107
1.4.3.	Tendances récentes dans le commerce international de l'Algérie.....	107
Section 02 : Modélisation de l'impact des politiques restrictives d'importation.....		109
2.1.	Présentation de notre étude	109
2.1.1.	Présentation des données	109
2.1.2.	Statistiques descriptives	118
2.1.3.	Matrice de corrélation	119
2.2.	Présentation du modèle	120
2.3.	Spécification du système.....	122
2.3.1.	Étude de stationnarité.....	123
2.3.2.	Identification des équations	124
2.3.3.	Estimation du système	126
2.3.4.	Validation du système.....	126
Section 03 : Analyse des politiques commerciales mises en place.....		129
3.1.	Prédiction du modèle	129
3.2.	Impact des politiques restrictives d'importation.....	131
3.2.1.	Diminution des importations de 5% (Premier scénario).....	131
3.2.2.	Diminution des importations de 10% (Deuxième scénario).....	137
3.2.3.	Diminution des importations de 15% (troisième scénario).....	140
3.2.4.	Non intervention de l'état	144
3.3.	Analyse des Stratégies de restriction des importations de l'Algérie (2016-2022)	145
3.3.1.	Scénario de limitation des importations de 5 %.....	145
3.3.2.	Scénario de limitation des importations de 10 %.....	146
3.3.3.	Scénario de limitation des importations de 15 %.....	147
3.3.4.	Scénario de non-intervention étatique	148
3.4.	Conséquences et implications potentielles des stratégies de restriction des importations sur l'Économie Algérienne.....	149
3.4.1.	Avantages d'une politique restrictive des importations pour l'Économie Algérienne 150	

TABLE DES MATIERES

3.4.2.	les inconvénients potentiels d'une politique restrictive des importations pour l'Économie Algérienne.....	151
3.4.3.	Défis potentiels pour l'Économie Algérienne.....	152
3.5.	Répercussion d'une politique de non intervention de l'État.....	154
3.5.1.	Avantages de la non-intervention de l'État.....	154
3.5.2.	Inconvénients de la non-intervention de l'État	155
	Conclusion générale.....	159
	Bibliographie.....	162
	Table des matières.....	189

